

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 2568

[2006/202101]

27 AVRIL 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant la mise en révision du plan de secteur Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 44/3), adoptant l'avant-projet de révision de plan en vue de l'inscription d'une zone de loisirs, de zones de parc, de zones forestières, de zones d'espaces verts et de zones agricoles à Antoing et Péruwelz et le projet de contenu de l'étude d'incidences

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 19, 22 à 29, 32, 35 à 37, 39, 41 et 42 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu le plan de secteur Tournai-Leuze-Péruwelz, adopté par arrêté royal du 24 juillet 1981, modifié partiellement par un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 25 juillet 1991 (inscription du tracé de la ligne LGV) et par arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2003 (extension de la sablière Deviaenne);

Vu la demande introduite par la ville d'Antoing, en date du 27 juin 2005, visant la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz sur la commune d'Antoing en vue de convertir des terrains actuellement inscrits en zones agricole, forestière, d'espaces verts, d'extraction, d'habitat, d'habitat à caractère rural, de loisirs, de zone de services publics et d'équipements communautaires, de plans d'eau, pour partie repris dans un périmètre d'intérêt paysager, représentant une superficie de 320,75 ha, en vue d'y créer un centre européen des sports de nature et de glisse;

Considérant que ledit projet de Centre européen des Sports de nature et de Glisse consiste en la création par un consortium privé :

- d'infrastructures visant à accueillir des activités sportives in-door et out-door dont les principales sont centrées sur la glisse (snow-park, anneau de ski de fond, anneau de glace, skate-park, anneau de roller, free-fall-wind-tunnel - simulateur de chute libre -, d'un parc aquatique, d'un parcours kayak - rafting, d'un wake-park outdoor, d'un club de glisse pour les enfants, d'un practice de golf, d'un centre équestre, de terrains de sports (tennis,...), d'aires de jeux, d'une halte pour bateaux sur le canal et le Grand-Large, des activités de pêche;

- d'activités de promenade et de découverte de la nature : circuits de promenade pédestre, circuits équestres, circuits de vélos ou de VTT, d'activités de découverte de la nature;

- d'activités socio-culturelles axées sur la porte du Hainaut, maison du tourisme, création de salles de séminaires, auditorium, espaces de rencontre, musée du sport;

- d'activités de remise en forme et espaces de jeux, création d'un centre de bien-être (SPA);

- d'hébergement pour séjours touristiques de courte durée : cottage du golf, cottage des cavaliers, cottage du Grand-Large, lake-houses et chalets des pêcheurs, cabanes en forêt, fun-village, cabanes sur pilotis et cottage du potager, hébergement du personnel et des animateurs;

- d'activités horeca dont un hôtel-restaurant de charme;

- de boutiques commerciales nécessaires à la pratique des activités proposées;

- de bâtiments et d'installations de services techniques et administratifs, de maintenance, de services médicaux, de sécurité, d'incendie;

Considérant que, sur le plan géographique, le projet se situe dans un espace transfrontalier, au carrefour de la Région wallonne et de la France, à proximité de la Région flamande, et aisément accessible de villes telles que Tournai, Courtrai, Mons ou encore Roubaix, Lille et Valenciennes; que, par son ampleur et sa proximité, le projet constitue un pôle d'attraction de choix pour les populations résidentes demeurant dans un premier rayon de 80 km;

Considérant qu'il ressort du dossier joint à la demande de la ville d'Antoing que le projet n'entre pas en concurrence avec des infrastructures centrées sur les sports de glisse existants dans la mesure où celles-ci sont relativement peu nombreuses dans la région et qu'elles n'offrent pas de produit touristique comparable à la pluralité, à la complémentarité et à l'ampleur du présent projet;

Considérant que le projet développe en outre un concept novateur unique en Europe et dans le monde, fondé sur les synergies entre éveil, nature et sport;

Considérant qu'il présente l'avantage de s'ancrer dans un site naturel de plus de 300 ha, qui lui permet d'allier, aux sports de glisse, des sports traditionnels, des activités de détente et de découverte de la nature et d'être ouvert sur l'environnement régional sportif et culturel;

Considérant que le projet s'appuie sur une démarche de haute qualité environnementale, avec le souci d'assurer la préservation du contexte paysager, faunistique et floristique du site, ce qui a notamment fondé le choix des promoteurs quant à sa localisation;

Analyse de la situation de droit et de fait

Considérant qu'au plan de secteur Tournai-Leuze-Péruwelz, les terrains concernés par le projet et s'étendant de part et d'autre du canal Nimy-Blaton-Péronnes sont actuellement inscrits :

* au nord du canal :

- la majeure partie des terrains est affectée en zone forestière (Bois de Fouage et Lançon), à l'exception de la sablière de Deviaenne reprise en zone d'extraction et de plans d'eau,

- dans la partie nord/nord-est de la zone, des terrains sont repris en zone agricole; des zones d'espaces verts et agricole s'allongent au sud-est de la zone d'extraction,

- au nord-ouest, une zone de loisirs correspond à l'implantation actuelle du Tournai Yacht Club,

- la partie extrême nord est reprise en zone agricole,

- la majeure partie de cette zone nord est concernée par un périmètre d'intérêt paysager;

* au sud du canal :

- la majorité des terrains sont affectés en zone forestière (Bois de Péronnes et de Lançon),

- le site comporte également deux zones d'espaces verts et d'un plan d'eau : l'ancienne sablière du Bois de Lançon et la partie sud de l'aérodrome de Maubray,

- ce dernier est actuellement repris en zone de services publics et d'équipements communautaires et est bordé, côté sud, par une autre zone de loisirs qui accueille des terrains de moto-cross,

- une partie de l'espace boisé contigu à l'ancienne sablière du Bois de Lançon est quant à elle reprise en zone d'extraction,

- quelques terrains sont repris en zone agricole;

Vu le plan particulier d'aménagement n° 4 dit "Sablière du Bois de Fouage", adopté par arrêté ministériel du 10 juillet 1989, en partie nord du site;

Vu la demande de permis unique introduite en date du 30 juillet 2003, portant sur environ 15 hectares;

Considérant que, suite à cette demande, la sablière Deviaenne (sous-traitant de Wienerberger (ex-KORAMIC) et utilisateur final de la ressource a obtenu un permis unique en date du 10 décembre 2003, pour une durée de vingt ans; qu'à cet égard, il faut noter que le projet prévisionnel d'exploitation (environ 60 000 m³/an) s'étale plutôt sur une quinzaine d'années, soit jusqu'aux environs de 2018-2019;

Considérant que la probabilité d'une exploitation jusqu'à ce terme étant très grande, le projet prévoit la cohabitation des deux activités et en assure la compatibilité, notamment au travers de la création d'un accès direct vers la N52 par la grand-route pour le trafic lié à la sablière;

Considérant que les conditions de réaménagement prévues par le permis ont fait suite aux avis de la Division Nature et Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement et du Parc naturel; que ces conditions sont prises en compte dans le projet;

Considérant que le site est, par ailleurs, repris dans le périmètre du Parc naturel des Plaines de l'Escaut reconnu par arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 1996;

Considérant qu'une zone de loisirs existante au nord-ouest du site a fait l'objet d'un arrêté d'expropriation du 28 janvier 1986 sur la base de la loi d'expansion économique du 30 décembre 1970; que l'arrêté n'a pas été mis en œuvre;

Considérant que le projet jouxte le site Natura 2000 BE 22044 "Bassin de l'Escaut en amont de Tournai", proposé à la Commission européenne par décision du Gouvernement du 26 septembre 2002;

Considérant que le site comporte plusieurs chemins et sentiers repris à l'Atlas des Chemins vicinaux;

Considérant que le projet englobe deux sites de grand intérêt biologique, en l'occurrence, la sablière du Bois de Fouage et la butte sableuse de l'aérodrome de Maubray;

Considérant que le site n'est concerné par aucune canalisation d'un réseau principal de transport de fluides et d'énergie au sens de l'article 23, 2° du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Considérant, en ce qui concerne les zones de prévention de captage, qu'un puits foré (P.1) se situe au sein du projet; que vingt-deux autres prises d'eau souterraines sont recensées dans un rayon de 3 km, toutes actives;

Considérant, que sur le plan patrimonial, le projet n'est pas concerné par des biens immobiliers inscrits sur la liste de sauvegarde, classés, situés dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code ou localisés dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visés à l'article 233 du Code;

Considérant qu'en bordure du site, se trouve le remembrement "TGV/2 Antoing-Péruwelz/Antoing" (code 8502/2), d'une superficie de 725 ha, dont le comité de remembrement a été institué en date du 3 mars 1993 et dont l'acte d'échange a été signé le 15 février 2000; que ce remembrement est toujours en cours et devrait être regroupé avec le remembrement voisin "TGV/2 Antoing-Péruwelz/Antoing" (code 8502/1), d'une superficie de 1 824 ha;

Justification par rapport aux orientations du SDER

Considérant que le projet de révision partielle du plan de secteur est conforme au schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 en ce qui concerne les options suivantes :

Renforcer la structure spatiale du schéma de développement de l'espace régional et intégrer la dimension supra-régionale dans le développement de la Wallonie :

Tournai est repris à la fois comme un pôle et un point d'appui touristique à l'échelle de la Wallonie, mais il constitue aussi un point d'ancrage transfrontalier sur deux grands couloirs d'échange de l'Europe du Nord-Ouest (AMNO) : Lille-Bruxelles et Lille-MHAL (via Mons, Charleroi et Namur).

Le choix de localisation du site joue pleinement la carte de l'exploitation des aires métropolitaines transfrontalières et des eurocorridors.

Par ailleurs, le projet est de nature à assurer des retombées économiques non négligeables sur les communes rurales tout en jouant la complémentarité avec les pôles urbains les plus proches.

Compte tenu de son échelle, de son caractère original et du soutien que les pouvoirs locaux et régionaux sont, à priori, prêts à lui apporter, ce projet améliore l'ouverture de la Wallonie sur son contexte spatial, affirme la Wallonie comme partenaire important et assure une participation active et efficace aux dynamiques supra-régionales de développement territorial.

Mettre en place des collaborations transversales :

Le tourisme est reconnu comme étant un secteur porteur d'emplois. Le Hainaut est par ailleurs une des provinces wallonnes qui souffrent le plus du manque d'emploi. L'implantation d'un projet créateur d'emplois dans la région tournaisienne se justifie donc pleinement.

La concrétisation de ce projet nécessite de développer des formules de partenariats de type contractuel associant les pouvoirs publics et le secteur privé.

Répondre aux besoins primordiaux :

En assurant un cadre de vie épanouissant, le SDER vise notamment à créer des espaces ou des équipements de rencontre. Sans aller jusqu'à affirmer que le projet répond à un besoin primordial de l'ensemble de la population, il est désormais reconnu que la qualité de la santé publique passe notamment par une pratique régulière d'activités sportives et que, dans ce contexte, le fait de consacrer un vaste site de loisirs à des sports contribue à répondre à un besoin collectif.

Contribuer à la création d'emplois et de richesses :

Le projet devrait constituer un véritable ancrage dans cette région du Hainaut occidental et un atout exceptionnel pour l'économie régionale, grâce à son concept novateur en Europe. Ce projet représente un investissement d'environ 290 millions d'euros, susceptible de retombées économiques directes et indirectes pour la région et génératrice d'emplois tant sur le site qu'à l'extérieur.

Le dossier introduit en annexe de la demande comporte une ventilation des investissements ainsi qu'une analyse de fréquentations permettant de justifier la procédure liée au projet.

En termes d'emplois, le projet permettrait la création, en phase d'exploitation, de 400 postes en temps plein et de 700 postes en temps partiel. Les emplois créés pour l'horeca représentent 180 à 200 personnes. Enfin, les emplois induits à l'extérieur du site représentent 200 à 300 personnes.

Ce projet, de part ses incidences sur l'emploi, est de nature à participer à la relance économique de la région telle que traduite dans la déclaration politique régionale du 20 juillet 2004 et dans le Plan Marshall.

Améliorer l'accessibilité du territoire wallon et gérer la mobilité :

Un système de transport bien organisé doit réserver à chaque mode de transport un rôle particulier en fonction de ses performances propres, assurer correctement les transferts entre modes et permettre un choix modal aux utilisateurs. Compte tenu des infrastructures de transport existantes dans la région d'Antoing, ce projet vise à rencontrer cette préoccupation.

Valoriser le patrimoine et protéger les ressources :

Le SDER préconise d'orienter les actes d'urbanisme vers une plus grande intégration des interventions et un souci croissant de constituer des ensembles de qualité. Le concept intrinsèque du projet est d'intégrer le Centre de nature et de glisse en préservant et en valorisant le patrimoine naturel et dans le respect de la Convention européenne du Paysage, signée à Florence, le 20 octobre 2000.

Valoriser et structurer le secteur du tourisme :

Le SDER a mis en évidence le fait que le secteur du tourisme et des loisirs se caractérise parfois par une trop grande dispersion des initiatives, tant en matière d'activités qu'en ce qui concerne les infrastructures d'hébergement ou de services. Eu égard à l'échelle du projet, à la diversité des activités proposées en complémentarité avec les activités touristiques existantes du Tournais et de la région lilloise, le projet est de nature à constituer une véritable porte touristique et à assurer la promotion de l'espace touristique wallon.

Justification de la localisation du projet.

Considérant les critères suivants qui ont présidé au choix de la localisation du projet :

- site homogène d'une superficie suffisante et proximité du plan d'eau,
- bonne accessibilité,
- éloignement par rapport aux zones d'habitat et d'activité économique,
- attractivité culturelle, naturelle et touristique de la région;

Considérant qu'en fonction des critères de proximité urbaine et d'accessibilité, huit sites alternatifs ont été envisagés à Pecq, au sud-est de Tournai, au sud de Tournai, à Ath, à Lessines, à Ecaussinnes, à Wavre et à Ittre;

Que ces sites ont été soumis à une analyse fondée sur les critères suivants :

- éloignement relatif de l'habitat,
- accessibilité du site (à moins d'1 km d'une ligne RAVeL),
- éloignement d'activité industrielle,
- attractivité touristique de la région,
- présence importante de plans d'eau,
- sites naturels,
- propriété foncière,
- relief.

Qu'il appert de l'analyse, détaillée dans le dossier joint à la demande, que le site d'Antoing constitue à priori la solution la plus adaptée;

Accessibilité.

Considérant que le site proposé bénéficie de nombreux atouts en termes d'accessibilité par la présence d'infrastructures autoroutières (A16, E42 et A8) et routières (N504 et N52);

Que le projet est également bien situé par rapport au réseau ferroviaire (lignes Dorsale wallonne, Tournai-Bruxelles et Tournai-Mouscron, LGV);

Considérant que les promoteurs entendent assurer des dessertes entre le site et les gares d'Antoing, Péruwelz et Tournai;

Considérant, pour ce qui est du réseau des TEC, que celui-ci dessert la région d'Antoing par les lignes 491 et 98, qui comportent notamment des arrêts aux gares précitées, à l'ancienne gare de Callenelle, à Péronnes "Ecluse", à Péronnes "Pont de Péronnes" et à Péronnes "la Crique";

Considérant, pour ce qui concerne les voies navigables, que le projet s'étend de part et d'autre du canal Nimy-Blaton-Péronnes, repris en voie navigable de classe IV, ce qui permettra aux péniches touristiques de faire une halte sur le Grand-Large;

Considérant que la localisation du projet se justifie également par la proximité de la ligne 1 du réseau RAVeL;

Impacts environnementaux du projet.

Considérant que le dossier procède à une évaluation préalable des incidences du projet et propose certaines pistes de solutions, lesquelles feront l'objet d'une évaluation plus approfondie, conformément à l'article 42 du Code;

Que les principaux impacts sont synthétisés dans le tableau suivant :

Thèmes	Commentaires relatifs aux incidences
PAYSAGE	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet est très "aéré" et recèle de nombreux espaces verts (gérés comme un milieu naturel ou structurés en parcs) et plans d'eau. • Même dans les zones de loisirs, un effort particulier est apporté à la préservation de la végétation, qui participe à la qualité paysagère du site. • Le bâti et les aménagements se fondent dans le paysage (hébergement, sentiers, parkings,...) ou structurent celui-ci en créant de nouveaux repères (tour du Centre de glisse).
URBANISME	<ul style="list-style-type: none"> • L'utilisation d'espaces initialement non destinés à l'urbanisation est compensée par l'abandon du caractère urbanisable de zones non encore mise en œuvre (ou d'espaces réaménageables en milieu naturel) ainsi que par la mise en place d'un mode de gestion des habitats naturels plus favorable à la biodiversité. • Les bâtiments présentent des caractéristiques différentes de celles du bâti local, ce qui s'explique par la spécificité du programme. Le projet possède sa propre cohérence et crée un "dialogue" avec le site dans lequel il s'inscrit, au travers de typologies architecturales originales.

Thèmes	Commentaires relatifs aux incidences
NATURE - BIOTOPE	<ul style="list-style-type: none"> • Dès la conception, la préservation des milieux naturels de grand intérêt biologique a été prise en compte (<i>note : les principaux milieux naturels intéressants ont déjà été identifiés et décrits au niveau du dossier de demande de révision du plan de secteur</i>).
EAUX SOUTERRAINES	<ul style="list-style-type: none"> • Se référer à la "note hydrogéologique" remise lors de la réunion du 6 avril 2006 : il est recommandé de creuser un puits de captage, ce qui évitera de pomper dans les étangs existants. • Dans cette région, la nappe aquifère n'est pas surexploitée et dispose de réserves de captage largement suffisantes (pas de mise en péril des ressources en eau).
EAUX DE SURFACE	<ul style="list-style-type: none"> • La majeure partie du site ne sera pas étanchéifié (peu de voirie en dur). • Les eaux de pluie tombant sur les toitures et aires étanches peuvent être récupérées en citernes pour être utilisées. • Une bonne gestion des eaux de pluie permettra de préserver les zones humides.
EAUX USEES	<ul style="list-style-type: none"> • Un accord avec IPALLE prévoit l'extension de la station d'épuration de Hollain, ce qui permettra une épuration totale des eaux provenant du Centre.
ENERGIE	<ul style="list-style-type: none"> • Il est prévu d'installer une unité de tri-génération alimentée au gaz naturel (combustible "propre") à optimisation énergétique.
SOL	<ul style="list-style-type: none"> • La majeure partie des sols est conservée intacte. • Pas de source notable de pollution des sols.
CHARROI	<ul style="list-style-type: none"> • Les études de charroi montrent que le réseau routier ne sera pas saturé (cf. comptages du MET). • Des itinéraires d'accès sont prévus, évitant de traverser toute agglomération. • Trois parkings situés aux entrées du site permettent de gérer la problématique du stationnement et d'éviter la circulation de véhicules dans le site. • Mise sur pied d'un groupe de travail relatif à la mobilité.
BRUIT	<ul style="list-style-type: none"> • Les activités bruyantes (glisse, sports aquatiques, compétitions...) sont toutes "indoor". • Les activités extérieures sont orientées vers la quiétude et la nature (pas de sport moteur, pas d'évènement festif de type concert...).
TOURISME	<ul style="list-style-type: none"> • Des contacts ont été pris avec les opérateurs touristiques de la province du Hainaut qui sont intéressés pour créer des synergies (les divers projets touristiques ne sont pas concurrentiels mais, au contraire, créent une diversité d'offres intéressantes pour la clientèle).
FREQUENTATION	<ul style="list-style-type: none"> • Se référer aux études réalisées par les experts de l'agence Fourcade : en fonction des hypothèses, la fréquentation est estimée entre 800 000 et 1 500 000 visiteurs/an. • La capacité d'accueil maximale est de 10 000 personnes/jour : la politique du Centre est de limiter la fréquentation à un maximum de 5 000 personnes/jour (politique qualitative).
EMPLOIS	<ul style="list-style-type: none"> • La construction d'un tel Centre nécessitera de nombreuses entreprises et des technologies de pointe, pouvant profiter aux entreprises locales. • Nombre d'emplois créés : voir Agence Fourcade. • Collaborations avec des acteurs locaux (FOREm, maisons de l'emploi, ADEPS...) pour organiser des formations. • Mise sur pied d'un groupe de travail relatif à l'emploi.

Choix du zonage.

Considérant, comme précisé ci-avant, que le site choisi par les promoteurs du projet n'est que très partiellement inscrit en zone de loisirs au plan de secteur en vigueur;

Considérant que, dans le dossier joint à la demande de la ville d'Antoing, il est proposé d'inscrire en zone de loisirs l'entiereté du Centre européen des Sports de nature et de Glisse;

Considérant que le périmètre soumis à révision proposé initialement, d'une superficie de 320,73 ha, ne reprenait que des propriétés du Prince Charles-Antoine de Ligne;

Considérant que trois adaptations ont été réalisées par souci de cohérence, portant de ce fait la superficie à 350,13 ha :

- une liaison des parties nord et sud au travers d'une petite zone de loisirs correspondant à l'emprise de la (future) passerelle;

- l'élargissement vers l'Est afin d'englober la totalité des biens inclus dans le périmètre du plan communal d'aménagement n° 4 d'Antoing;

- un autre élargissement vers l'Est afin d'englober le solde de la zone de services publics et d'équipements communautaires (ancien aérodrome de Maubray) situé sur le territoire de Péruwelz.

Considérant par ailleurs que l'impact spatial du Centre sur ce site se structure donc selon deux types de pression : d'une part les activités de loisirs intensifs et, d'autre part, les activités de loisirs extensifs;

Considérant qu'il ressort de l'analyse du dossier que, parmi les activités projetées dans le Centre européen de Nature et de Sports, certaines ne nécessitent pas une inscription en zone de loisirs au plan de secteur;

Considérant, à titre d'exemple, que les activités sportives telles que les practice de golf, les terrains de sports (tennis,...), les aires de jeux, les activités de pêche et les activités de promenade et de découverte de la nature telles les circuits de promenade pédestre, les circuits équestres, les circuits de vélos ou de VTT, les activités de découverte de la nature ou encore certaines infrastructure de maintenance ou d'équipement communautaire telles des bâtiments techniques ou des parkings engazonnées peuvent être inscrites, selon le cas, en zone de parc, en zone forestière ou en zone d'espaces verts;

Considérant qu'il est proposé d'inscrire le projet de Centre européen des Sports de nature et de Glisse en zones de loisirs (119,80 ha), de parc (100,30 ha, dont 18,66 ha de plans d'eau), forestière (61,95 ha) et d'espaces verts (38,68 ha) au plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz, selon la carte annexée au présent arrêté;

Application des périmètres et prescriptions supplémentaires

Vu les articles 40 et 41 du Code relatifs à la possibilité pour le Gouvernement de préciser les prescriptions des plans de secteur au travers de périmètres en surimpression et de prescriptions supplémentaires;

Considérant qu'en l'espèce, il est proposé :

- d'envisager, à la lumière de l'étude d'incidences relative à la révision du plan de secteur, une adaptation du périmètre d'intérêt paysager qui couvre une partie du périmètre du projet;
- de préciser l'affectation de certaines zones :
 - la zone de parc marquée de la surimpression "P.1" comprendra un terrain d'entraînement de golf (practice/driving range) et des cabanes en forêt perchées dans les arbres;
 - la zone de parc marquée de la surimpression "P.2" comprendra un parcours de golf (putting avec bunker + trous d'écologie) et ses installations connexes (club house, locaux techniques,...) ainsi que des zones de stationnement engazonnées;
 - la zone de - de prévoir une clause de réversibilité de l'affectation de la nouvelle zone de loisirs - qui se développe de part et d'autre du canal - en zone forestière, en cas de non-réalisation du projet dans les sept ans à dater de l'entrée en vigueur de la révision du plan de secteur, par le biais d'une prescription supplémentaire repérée "L.1";

Elaboration d'un plan communal d'aménagement en application des articles 39, 41 et 140 du Code

Considérant qu'eu égard aux prescriptions décrétales relatives à la mise en œuvre d'une zone de loisirs et d'une zone de parc d'une superficie de 5 ha et plus, l'adoption d'un plan communal d'aménagement préalable à leur mise en œuvre est requise;

Considérant que qu'un plan masse indicatif préfigurant le périmètre du plan communal a été élaboré;

Considérant que, dans un souci de cohérence, il s'indiquera de fixer le périmètre du plan communal d'aménagement au périmètre de la révision;

Considérant que le plan communal d'aménagement s'étendant sur le territoire de deux communes, il sera fait application de l'article 54, 5° du Code;

Vérification des conditions visées à l'article 46 du Code

Considérant que les changements d'affectation envisagés par la présente révision du plan de secteur sont compatibles avec l'article 46, § 1^{er}, 1 et 2 du Code;

Considérant qu'aux termes de l'article 46, § 1^{er}, 1° du Code, l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation est attenante à une zone existante destinée à l'urbanisation; qu'en l'espèce la nouvelle zone de loisirs est inscrite en extension de deux zones de loisirs existantes; qu'elle englobe une zone de services publics et d'équipements communautaires; qu'elle est contiguë à une zone d'extraction; que, de plus, l'article précité précise qu'il peut être dérogé à cette prescription s'agissant de certaines zones de loisirs;

Considérant qu'aux termes de l'article 46, § 1^{er}, 2° du Code, l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation ne peut prendre la forme d'un développement linéaire le long de la voirie; qu'il appert de la carte annexée au présent arrêté que cette condition est manifestement respectée;

Vu l'article 46, § 1^{er}, 3° du Code précisant que :

« L'inscription de toute nouvelle zone destinée à l'urbanisation est compensée par la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation en zone non destinée à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement. »;

Considérant, en l'espèce, qu'il est envisagé trois types de compensation :

- les compensations planologiques à l'inscription de nouvelles zones urbanisables;
- les compensations alternatives qui, en l'occurrence, seraient de deux ordres, d'une part, des mesures relatives à la mobilité et, d'autre part, des mesures favorables à l'environnement local;
- les compensations résultant des effets multiplicateurs des investissements privés sur la qualité du réseau viaire en périphérie du site ainsi que sur le réseau des équipements socio-culturels des entités limitrophes, et enfin sur l'emploi;

Considérant, qu'il ressort de la comparaison entre le total des parcelles transférées des zones non destinées à l'urbanisation vers les zones destinées à l'urbanisation, représentant une superficie de 90 hectares, avec le total des parcelles transférées des zones destinées à l'urbanisation vers les zones non destinées à l'urbanisation dans les situations existante (plan de secteur en vigueur) et projetée (révision sollicitée), représentant une superficie de 49,07 hectares, que la superficie à compenser s'élève à 40,93 hectares pour la réalisation du Centre proprement dit;

Considérant, pour ce qui est des compensations d'ordre planologique, qu'outre les compensations opérées dans le périmètre concerné par la révision du plan de secteur visées ci-avant, 18,40 ha de zones de loisirs peuvent être transférés en zones non destinées à l'urbanisation, à savoir :

- la bordure nord du site du Centre (1,60 ha), qu'il est proposé de transférer de la zone de loisirs en zone forestière;
- la bordure nord du "Grand Large" (9,00 ha), qu'il est proposé de transférer de la zone de loisirs en zone agricole;
- la zone de loisirs sise à l'est de l'Escaut (7,80 ha), au nord-ouest du Centre, qui serait affectée à la zone d'espaces verts;

Considérant, qu'au titre des compensations alternatives liées à la mobilité, deux mesures sont envisagées à savoir :

- la création d'un accès direct vers la N52 par la grand-route pour le trafic lié à l'exploitation de la sablière, ce qui permettrait d'orienter ce trafic directement vers le nord en soulageant les voiries communales de ce trafic et en évitant complètement les noyaux d'habitat, notamment à Brunehaut, et, subsidiairement, de faciliter la coexistence de cette exploitation avec le Centre; le financement de cette voirie serait pris en charge par l'opérateur, déduction faite, le cas échéant, de la partie subventionnée;
- de privilégier la mobilité par le transport en commun en assurant des dessertes par bus entre les gares et le Centre; le financement de ces dessertes serait pris en charge par l'opérateur, déduction faite, le cas échéant, de la partie prise en charge par les TEC;

Considérant que les mesures de compensation environnementales et paysagères, envisagées dans le périmètre de révision, visent prioritairement à garantir :

- la préservation et la gestion des parties du domaine présentant un grand intérêt biologique ou paysager et constitutives des zones centrales du maillage écologique primaire, tels que sablières, zones humides, etc. ainsi que leur protection vis-à-vis de toute forme de pression récréative;

- une gestion sylvicole intégrée, destinée à régénérer le biotope, enrichir le maillage écologique et le paysage arboricole;
- la mise en œuvre de mesures destinées à contenir la pression récréative;
- la mise en œuvre de mesures de préservation et de gestion de la faune forestière;
- la mise en œuvre de mesures destinées à du paysage.

Considérant que ces compensations alternatives viseront, complémentirement, à assurer les mesures réparatrices aux désordres causés par les activités antérieures ou la réalisation des infrastructures telles l'aérodrome de Maubray, en particulier le réaménagement de la lisière de la Forêt de Flines pour laquelle l'ONF français a mis en évidence une problématique de déstabilisation des talus de la butte sableuse de l'aérodrome et qui est à concilier avec le souci de préservation de cet habitat écologique souhaité par les naturalistes wallons;

Considérant qu'outre les deux zones de grand intérêt biologique qui ont d'ores et déjà été identifiées sur le site, à savoir la zone humide de la sablière du bois de Fouage et la butte sableuse proche de l'aérodrome de Maubray, les autres éléments du maillage écologique primaire exigeant des mesures de protection et une gestion spécifiques seront identifiés; que, dans le cadre de l'étude d'incidences, la faisabilité de compléter le réseau par l'aménagement de zones d'intérêt biologique supplémentaire sera évaluée;

Considérant que des actions de sensibilisation à la préservation du milieu naturel et de l'environnement pourront contribuer, de manière auxiliaire, aux mesures de compensation telles le balisage didactique ou les animations visant la sensibilisation du public aux enjeux environnementaux;

Considérant par ailleurs que l'opérateur souhaite que les espaces verts et forestiers du domaine qui supporteront les activités récréatives "extensives" soient gérés et animés de manière concertée avec les acteurs locaux, régionaux et "trans-nationaux" de la préservation et de la valorisation du milieu naturel;

Considérant que cette compensation alternative consiste à assurer une gestion environnementale des biotopes intéressants présents au sein du domaine supportant le Centre;

Considérant que, pour atteindre cet objectif, un partenariat sera établi, sous la forme d'une convention entre la Division Nature et Forêt de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'environnement et une ASBL de valorisation et de gestion du domaine, aux fins d'élaborer un plan de gestion; que le Centre européen des sports de nature et de glisse assurera une dotation annuelle à ladite ASBL dont la composition, le domaine spatial d'intervention et les champs d'action, les modalités de gestion administratives et la dotation seront à définir avec les partenaires;

Considérant qu'outre l'opérateur du Centre européen des sports de nature et de glisse et la Division Nature et Forêt de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'environnement, le Parc naturel des Plaines de l'Escaut, sous l'égide de qui interviendront les partenaires français (ONF, Parc naturel régional Scarpe-Escaut, Parc naturel transfrontalier du Hainaut) s'avère un acteur privilégié;

Considérant que cette convention sera soumise à l'approbation du Gouvernement au plus tard à la date d'adoption définitive de la modification du plan de secteur Tournai-Leuze-Antoing;

Considérant, pour ce qui est des compensations issues des effets multiplicateurs du projet, que les axes suivants sont d'ores et déjà envisagés dans le dossier joint à la demande :

- l'amélioration et la sécurisation des réseaux d'adductions d'eau potable avoisinants;
- l'amélioration des voiries liées aux accès aux sites;
- les facilités d'accès au Centre pour les écoles et les clubs sportifs locaux.

Etude d'incidences sur l'environnement

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article 42, alinéas 2 et 4 du Code, le Gouvernement est tenu de faire réaliser une étude d'incidences dont il fixe l'ampleur et le degré de précision et de soumettre le projet de contenu de l'étude d'incidences ainsi que l'avant-projet de plan, pour avis, à la commission régionale d'aménagement du territoire et au conseil wallon de l'environnement pour le développement durable; que les avis de la Division de la Nature et Forêts, du Parc naturel des Plaines de l'Escaut ainsi que celui des autorités transfrontalières concernées sera sollicité compte tenu des spécificités du dossier et de la situation du Centre;

Considérant, que l'inscription des nouvelles zones envisagées répond à la volonté de créer le Centre européen des Sports de nature et de Glisse dans un souci d'esthétique paysagère en confirmant et valorisant le milieu biologique (forêts, zones humides ou espaces verts);

Considérant, en ce qui concerne l'ampleur de l'étude à réaliser, qu'eu égard, d'une part, à son échelle et, d'autre part, à la spécificité liée aux sports de glisse mais aussi à la diversité des activités proposées, le Centre n'étant pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, l'étude d'incidences de plan à réaliser en application de l'article 42, alinéa 1^{er} du Code devra porter sur l'entièreté du périmètre du Centre européen des sports de nature et de glisse;

Considérant, en ce qui concerne la précision de l'étude à réaliser, que le projet de contenu annexé au présent arrêté, d'une part, respecte le contenu-type défini à l'article 42, 2^e alinéa du Code et, d'autre part, a été établi en tenant compte des spécificités du projet;

Considérant, sur le plan socio-économique, qu'il s'avère opportun de recourir à deux méthodes d'évaluation des besoins justifiant l'avant-projet (phase B), compte tenu de la spécificité du dossier : dans un premier temps, évaluer la demande et établir des perspectives de développement pour les activités économiques locales et, dans un second temps, en dégager des conséquences des perspectives de développement sur la nature et le dimensionnement nécessaire aux différentes activités;

Considérant que l'examen des caractéristiques humaines, socio-économiques et environnementales est prévu à l'échelle d'un territoire appropriée aux deux échelles d'analyse retenues : le niveau mésogéographique d'un territoire de référence (phase C) et le niveau microgéographique d'un territoire d'étude des vulnérabilités et contraintes environnementales (phase D);

Considérant que, compte tenu du caractère paysager et environnemental marqué du projet, de l'échelle européenne du Centre, et particulièrement du nombre de visiteurs escomptés, de l'importance des activités liées à l'eau et de l'énergie nécessaire à l'exploitation du Centre, il conviendra en temps opportun de choisir, parmi les auteurs de projets agréés, le bureau d'études qui dispose d'une expérience utile dans les domaines liés à la nature et au paysage, à la mobilité, à l'eau et à l'énergie,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement adopte l'arrêté décidant la mise en révision et adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 44/3) en vue de l'inscription d'une zone de loisirs, de zones de parc, de zones forestières, de zones d'espaces verts et de zones agricoles sur le territoire des communes d'Antoing et de Péruwelz, conformément à la carte ci-annexée.

Art. 2. La prescription supplémentaire suivante, repérée “* P.1”, est d’application dans la zone de parc inscrite, au nord du canal, au plan par le présent arrêté.

« La zone de parc repérée “* P.1” est réservée à un terrain d’entraînement de golf. »

Art. 3. La prescription supplémentaire suivante, repérée “* P.2”, est d’application dans la zone de parc inscrite, au sud du canal, au plan par le présent arrêté.

« La zone de parc repérée “* P.2” est réservée à un parcours de golf, à ses installations connexes (club house, locaux techniques,...) ainsi qu’à des zones de stationnement engazonnées. »

Art. 4. La prescription supplémentaire suivante, repérée “* P.3”, est d’application dans les zones de parc inscrites, au nord et au sud du canal, au plan par le présent arrêté.

« La zone de parc repérée “* P.3” est affectée aux plans d’eau. »

Art. 5. La prescription supplémentaire suivante, repérée “* L.1”, est d’application dans la zone de loisirs inscrite au plan, de part et d’autre du canal Nimy-Blaton-Péronnes, par le présent arrêté.

« La zone de loisirs repérée “* L.1” est soumise à une clause de réversibilité de l’affectation en zone forestière en cas de non-réalisation du projet dans les sept ans à dater de l’entrée en vigueur de la révision du plan de secteur. »

Art. 6. Le Gouvernement impose, à titre de compensation alternative :

- la création d’un accès direct vers la N52 par la grand-route pour le trafic lié à l’exploitation de la sablière; le financement de cette voirie serait pris en charge par l’opérateur du Centre, déduction faite, le cas échéant, de la partie subventionnée;

- la desserte par bus entre les gares et le Centre; le financement de ces dessertes serait pris en charge par l’opérateur du Centre, déduction faite, le cas échéant, de la partie prise en charge par les TEC;

- la constitution d’une convention entre la Division Nature et Forêt de la Direction générale des Ressources naturelles et de l’environnement et une ASBL de valorisation et de gestion du domaine, aux fins d’assurer une gestion environnementale des biotopes intéressants présents au sein du domaine supportant le centre et d’élaborer un plan de gestion, le centre européen des sports de nature et de glisse assurant une dotation annuelle à ladite ASBL dont la composition, le domaine spatial d’intervention et les champs d’action, les modalités de gestion administratives et la dotation seront à définir avec les partenaires. Cette convention sera soumise à l’approbation du Gouvernement au plus tard à la date d’adoption définitive de la modification du plan de secteur Tournai-Leuze-Antoing.

Art. 7. Le Gouvernement adopte le projet de contenu d’étude d’incidences annexé au présent arrêté.

Art. 8. Le Gouvernement charge le Ministre ayant l’Aménagement du Territoire dans ses attributions de soumettre ledit projet de contenu d’étude d’incidences, pour avis, à la Commission régionale de l’aménagement du territoire, au Conseil wallon de l’Environnement pour le Développement durable, à la Division de la Nature et Forêts, au Parc naturel des Plaines de l’Escaut et aux autorités transfrontalières concernées et de le lui représenter ensuite pour adoption.

Namur, le 27 avril 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Annexe

Avant-projet de révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz visant principalement l’inscription d’une zone de loisirs et d’une zone de parc à Antoing

Projet de contenu de l’étude d’incidences relative au plan de secteur

1. L’avant-projet de révision du plan de secteur de TOURNAI-LEUZE-PERUWELZ adopté par arrêté du Gouvernement wallon du .../.../2006 comporte l’inscription, sur le territoire de la commune d’ANTOING :

- de zones de loisir d’environ 110 ha occupés principalement par les structures d’accueil (parking, restaurant,...), le centre de glisse, le parc aquatique, les structures de logements,...

- de zones de parc destinées à l’installation d’un golf, logement dans les arbres et de zones d’espaces verts; réalisés dans un souci d’esthétique paysagère. Cette zone occupe une superficie de l’ordre de 64 hectares;

- des zones forestières qui concernent la partie non exploitée de la carrière ou qui permettent à la fois de compenser les déboisements partiels et qui confortent le milieu forestier déjà présent;

- des zones d’espaces verts qui permettront d’assurer une gestion globale des zones d’espaces verts déjà présents;

- des plans d’eau confortant le milieu aquatique présent;

- des petites zones agricoles.

2. Ampleur de l’étude d’incidences et degré de précision des informations (article 42, alinéa 2 du CWATUP).

2.1. Ampleur.

L’inscription de zones de plans d’eau, de zones agricoles, de zones forestières, de zones d’espaces verts répond soit à la volonté de confirmer et conforter des situations de fait (milieux existants : forêts, zones humides ou espaces verts), soit à la volonté d’inscrire des zones répondant à un souci d’esthétique paysagère.

Ces nouvelles affectations n’étant pas susceptibles d’avoir des incidences non négligeables sur l’environnement, l’étude d’incidences de plan à réaliser en application de l’article 42, alinéa 1^{er} du Code portera uniquement :

- sur les zones de loisir;

- sur les zones de parc.

2.2. Degré de précision des informations.

Le cahier spécial des charges retenu ci-dessous constitue un document-type dont le degré de précision est considéré comme suffisant au regard de l’article 42 du Code.

Compte tenu de la spécificité de l'avant-projet, il s'avère utile de recourir à deux méthodes différentes d'évaluation des besoins (phase B).

L'examen des caractéristiques humaines, socio-économiques et environnementales se fait à l'échelle d'un territoire approprié aux deux échelles d'analyse retenue : niveau mésogéographique d'un territoire de référence (phase C), niveau microgéographique d'un territoire d'étude des vulnérabilités et contraintes environnementales (phase D).

Enfin, les facteurs de modification du milieu, et les éléments constitutifs de la situation de droit et de fait sont inventoriés en annexe, à charge pour les auteurs de l'étude d'incidences de ne retenir dans l'analyse que ceux qui se révèlent pertinents.

L'étude d'incidences de plan devra comporter le maximum des informations exigées pour l'évaluation des incidences relative à la demande de révision du plan de secteur Tournai-Leuze-Péruwelz.

Phase A. Description et analyse de l'objet, des objectifs et motivations de l'avant-projet de plan modificatif

A.1. Description

Il s'agit ici uniquement de décrire et expliciter, sans analyse critique, l'objet, les objectifs et les motivations du Gouvernement wallon tels qu'ils apparaissent dans l'arrêté adoptant l'avant-projet de plan modificatif.

(Correspond au point 1^o partim de l'article 42, alinéa 2 du Code)

A.1.1. Objet de la révision

Description de la modification apportée au plan de secteur (zones d'affectation, infrastructures principales et périmètres) et cartographie associée.

Description des prescriptions supplémentaires (article 23, alinéa 2, 2^o) et autres mesures d'aménagement (article 23, alinéa 2, 3^o) prévues à l'avant-projet (voir annexe A).

A.1.2. Identification et explicitation des objectifs de l'avant-projet

Par objectifs de l'avant-projet on entend les buts que poursuit le Gouvernement wallon en établissant l'avant-projet de plan de secteur modificatif.

A.1.3. Identification et explicitation des motivations de l'avant-projet

Par motivations de l'avant-projet on entend les raisons pour lesquelles l'établissement de l'avant-projet est indispensable à la réalisation des objectifs.

A.2. Analyse

Il s'agit ici de procéder à une première analyse de la cohérence des objectifs de l'avant-projet de plan de secteur modificatif au regard des options régionales.

Il y a lieu de remarquer que l'analyse critique des motivations de l'avant-projet n'est pas possible à ce stade. Elle sera menée en conclusion générale (phase F) lorsque seront disponibles l'ensemble des éléments d'appréciation.

A.2.1. Examen de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet au regard des options régionales

Il convient de vérifier que les objectifs de l'avant-projet sont compatibles avec les options présentées dans les documents d'orientation régionaux :

- le SDER : projet de structure spatiale et principes d'aménagement;
- le PEDD;
- le Contrat d'avenir;
- la DPR...

Ce point établit les liens entre l'avant-projet de plan et les autres plans et programmes pertinents (article 42, alinéa 2, 1^o partim du Code) et identifie les objectifs de la protection de l'environnement pertinents au regard de l'avant-projet (article 42, alinéa 2, 7^o partim du Code).

A.2.2. Validation du type de zonage/infrastructure inscrit à l'avant-projet

Il y a lieu de vérifier que le type de zone ou d'infrastructure inscrite à l'avant-projet est approprié aux objectifs visés par le Gouvernement wallon.

A.2.3. Examen de la conformité de l'avant-projet aux réglementations en vigueur

Il convient de vérifier si l'avant-projet est conforme aux réglementations en vigueur, en particulier l'article 46 du CWATUP.

A.2.4. Identification/validation du territoire de référence

Le territoire de référence correspond globalement, au niveau "mésogéographique" de l'évaluation des besoins (sous réserve des considérations émises ci-dessous) et du choix de la localisation, à ce que le CWATUP appelle le "territoire visé" en son article 42, alinéa 2, 3^o. C'est le territoire sur lequel doit se baser la réflexion pour vérifier la pertinence de la modification du plan de secteur à ce niveau. Il doit donc varier en fonction des objectifs de la révision et du type de zone ou d'infrastructure concernée.

Deux cas de figure sont à distinguer :

- le territoire de référence est précisé dans l'arrêté du Gouvernement, auquel cas l'auteur d'étude doit en vérifier la pertinence;
- s'il n'y a pas de référence territoriale dans l'avant-projet, l'auteur d'étude doit en proposer un.

Lorsque l'objectif du Gouvernement wallon est de répondre à des besoins d'espace pour une affectation donnée dans un territoire donné (besoin d'une zone d'activité économique au sein d'un bassin d'emploi, d'une zone d'habitat au sein d'une commune, d'une zone de loisirs au sein d'une vallée touristique,...) et qu'en conséquence la zone à inscrire au plan de secteur doit se localiser au sein de ce territoire, le territoire de référence est à la fois celui dont on évalue les besoins (au point B) et au sein duquel on cherchera les variantes de localisation (au point C).

Lorsque l'objectif du Gouvernement wallon est de permettre l'implantation ou le développement, généralement sur un site donné, d'un projet précis et qu'il n'est en conséquence pas pertinent d'utiliser la notion de "Besoins en espace d'un territoire donné", le territoire de référence n'est alors que le territoire au sein duquel on cherchera des variantes de localisation, l'évaluation des besoins se faisant sur base d'une perspective de développement établie à une échelle plus appropriée (zone de chalandise internationale par exemple).

L'auteur de projet décrira la méthode retenue pour identifier ou valider le territoire de référence.

A.2.5. Synthèse.

En particulier, mise en évidence des objectifs de l'avant-projet au regard de leur compatibilité avec les enjeux régionaux et conclusions sur le territoire de référence.

Phase B. Validation des besoins socio-économiques justifiant l'avant-projet

B.1. Avant-projet.

B.1.1. Evaluation de la demande et établissement de perspectives de développement pour les activités économiques locales. Description des caractéristiques humaines et socio-économiques du territoire de référence - Identification des potentialités (atouts et opportunités) et contraintes (faiblesses et menaces) humaines et socio-économiques. Seuls les éléments pertinents au regard de l'avant-projet doivent être envisagés.

B.1.2. Conséquences des perspectives de développement dégagées en B.1.1. sur la nature et le dimensionnement des espaces nécessaires aux différentes activités.

Identification des critères de localisation répondant aux objectifs de l'avant-projet de plan de secteur, aux options régionales et aux réglementations en vigueur.

Identification et évaluation de l'offre pertinente (= répondant aux critères de localisation) au sein du territoire de référence.

B.1.3. Conclusion quant à l'impossibilité (ou la possibilité) de réaliser le projet validé au point B.1.2. en l'état actuel du plan de secteur.

Phase C. Validation de la localisation

Il s'agit ici, à l'échelle du territoire de référence, de valider ou non la localisation de l'avant-projet :

- au regard des options régionales qui s'appliquent à ce territoire;
- en fonction de critères de localisation identifiés en phase B ou à identifier au cours de cette phase C (en fonction des objectifs de l'avant-projet, des principes d'aménagement du territoire et des réglementations en vigueur);
- en tenant compte des potentialités et contraintes humaines, socio-économiques et environnementales dudit territoire;

et, s'il échet, de rechercher, au sein de ce territoire, des variantes de localisation répondant à ces éléments.

(Correspond partiellement au point 11° de l'article 42, alinéa 2 du Code - voir également phases D et E)

C.1. Analyse des caractéristiques humaines, socio-économiques et environnementales du territoire de référence.

C'est la détermination au niveau "mésos" des caractéristiques humaines, socio-économiques et environnementales du territoire de référence. Il s'agit de mettre en évidence ses potentialités (atouts et opportunités) et contraintes (faiblesses et menaces) pour l'inscription des zones envisagées et d'en établir une synthèse cartographique.

(Correspond au point 3° partim de l'article 42, alinéa 2 du Code)

Une attention particulière sera portée aux zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/409/C.E.E. et 92/43/C.E.E. (point 5° de l'article 42, alinéa 2 du Code) et, si l'avant-projet prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public, à la présence d'établissement présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/C.E. (point 6° partim de l'article 42, alinéa 2 du Code).

C.2. Transcription spatiale des grandes options régionales.

Il s'agit de transcrire la vision conférée au territoire de référence par les documents régionaux d'orientation et d'en établir une synthèse cartographique. Il convient notamment d'analyser :

- le SDER, en particulier le projet de structure spatiale;
- le P.E.D.D.;
- le Contrat d'avenir;
- la D.P.R.

Ce point s'inscrit dans l'établissement du lien, à l'échelle du territoire de référence, entre l'avant-projet de plan et les autres plans et programmes pertinents (article 42, alinéa 2, 1° partim du Code).

C.3. Rappel/Identification des critères de localisation.

Il s'agit ici de rappeler les critères de localisation dégagés en phase B (en B.2.2.1. en l'occurrence) ou, si cela n'a pas été fait, de les identifier en fonction des objectifs de l'avant-projet, des principes d'aménagement du territoire et des réglementations en vigueur.

C.4. Validation de la localisation de l'avant-projet

Il s'agit d'examiner la pertinence de la localisation de l'avant-projet de plan de secteur modificatif au regard des critères de localisation dégagés en phase B ou au point C.3. ci-dessus, de l'analyse des caractéristiques du territoire de référence (C.1.) et des grandes options régionales qui s'y appliquent (C.2.).

C.5. Choix de variantes de localisation.

Au cas où le bureau d'études estime que la recherche de variantes de localisation ne se justifie pas, il doit motiver de manière sérieuse sa position.

Il s'agit de rechercher et retenir des variantes de localisation à l'avant-projet en appliquant au territoire de référence les critères de localisation dégagés en phase B ou au point C.3. ci-dessus en tenant compte de l'analyse des caractéristiques du territoire de référence (C.1.) et des grandes options régionales qui s'y appliquent (C.2.).

Cette démarche peut, si nécessaire, s'effectuer en 2 temps :

- recherche de sites potentiels de variantes de localisation;
- choix de variantes de localisation parmi ces sites potentiels.

C.6. Evaluation des coûts et des délais de mise en œuvre de l'avant-projet et de ses variantes de localisation.

Ce point doit notamment distinguer les coûts à charge des opérateurs privés et ceux à charge de la collectivité (MET, sociétés de distribution, communes, intercommunales...).

C.7. Synthèse : comparaison de l'avant-projet de plan et de ses variantes de localisation.

Cette comparaison s'appuie sur un tableau reprenant les avantages et les inconvénients de l'avant-projet et des différentes variantes de localisation, notamment pour les éléments suivants :

- les options régionales applicables au territoire de référence;
- les critères de localisation (intégrant les objectifs de l'avant-projet, les principes d'aménagement du territoire et les réglementations en vigueur);
- les potentialités et contraintes humaines, socio-économiques et environnementales dudit territoire;
- les coûts et délais.

Phase D. Validation de la délimitation et de la mise en œuvre

A l'échelle micro, il convient d'affiner la délimitation et la mise en œuvre de l'avant-projet et de chaque variante de localisation, suite à l'analyse détaillée de son périmètre d'étude. Si plusieurs variantes de localisation sont retenues à la fin de la phase C, la phase D doit donc être reproduite pour chacune de ces variantes de localisation. Le périmètre d'étude est la zone susceptible d'être touchée par l'avant-projet ou une variante de localisation ou de présenter des contraintes à l'implantation projetée. Il peut donc varier en fonction de l'élément de situation existante envisagé puisqu'il dépend de la nature de l'élément du milieu considéré (plus ou moins sensible aux facteurs de modification du milieu inhérents au projet) ou de la contrainte considérés.

(Correspond partiellement au point 11° de l'article 42, alinéa 2 du Code - voir également phases C et E)

D.1. Identification des facteurs de modification du milieu liés au projet.

Il convient d'identifier les composantes du projet susceptibles de perturber le milieu et de les hiérarchiser (selon 3 degrés par exemple : perturbation forte, moyenne et faible) selon l'ampleur de ces perturbations à trois stades :

- l'équipement de la zone et la construction des installations;
- la phase de fonctionnement des activités;
- la phase plus lointaine de réhabilitation du site d'activité.

Les composantes perturbatrices du milieu à examiner sont listées à l'annexe D.1., sans prétention à l'exhaustivité.

D.2. Description de la situation existante de droit.

Les éléments de la situation existante de droit à prendre en considération sont ceux qui risquent de subir les effets des facteurs de modification du milieu identifiés en D.1., que l'on qualifiera de "vulnérabilités du milieu", (point 4° de l'article 42, alinéa 2 du Code) ou constituent des contraintes à l'implantation prévue. Ils doivent faire l'objet d'une cartographie.

Une attention particulière sera portée aux zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/40/C.E.E. et 92/43/C.E.E. (point 5° de l'article 42, alinéa 2 du Code).

L'annexe D.2. présente un contenu non exhaustif d'une situation existante de droit.

D.3. Description de la situation existante de fait.

Les éléments de la situation existante de fait à prendre en considération sont ceux qui risquent de subir les effets des facteurs de modification du milieu identifiés en D.1., que l'on qualifiera de "vulnérabilités du milieu", (point 4° de l'article 42, alinéa 2 du Code) ou qui constituent des contraintes à l'implantation prévue. Ils doivent faire l'objet d'une cartographie.

Une attention particulière sera portée aux zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/409/C.E.E. et 92/43/C.E.E. (point 5° de l'article 42, alinéa 2 du Code) et, si l'avant-projet porte sur l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public, à la présence d'établissement présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/C.E. (point 6° partim de l'article 42, alinéa 2 du Code).

Une attention particulière sera également portée à l'inscription de zones dans lesquelles pourraient s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/C.E. (point 6° partim de l'article 42, alinéa 2 du Code).

Il y aura également lieu d'examiner l'évolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre (point 3° partim de l'article 42, alinéa 2 du Code).

D.4. Présentation de variantes de délimitation et de mise en œuvre.

Il s'agit, à partir des vulnérabilités et contraintes dégagées en D.2. et D.3., de procéder à une première identification de variantes de délimitation ou de mise en œuvre de l'avant-projet - s'il échet - et des variantes de localisation retenues à la fin de la phase C. Les variantes visent notamment à réduire les incidences environnementales et à prendre en compte les contraintes d'implantation. Un exercice du même type sera mené au point D.6. après évaluation des effets sur l'environnement des variantes identifiées ici.

Les variantes de délimitation sont des variations du contour de la zone.

Les variantes de mise en œuvre recouvrent les prescriptions supplémentaires ou autres mesures d'aménagement envisageables (voir annexe A).

D.5. Evaluation des effets non négligeables probables aux différentes étapes de réalisation des variantes de délimitation et de mise en œuvre.

(Correspond aux points 8° et 9° de l'article 42, alinéa 2 du Code).

Il s'agit dans cette partie de mettre en rapport les composantes perturbatrices des variantes dégagées au point D.4. avec les vulnérabilités du milieu issues des points D.2. et D.3., de façon à mettre en évidence les incidences non négligeables probables (effets secondaires cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires tant positifs que négatifs) sur l'environnement, ainsi que sur l'activité agricole et forestière.

Cette analyse doit être menée à trois stades :

- l'équipement de la zone et la construction des installations;
- la phase de fonctionnement des activités;
- la phase plus lointaine de réhabilitation du site d'activité.

Elle devra permettre d'établir si l'aménagement proposé par l'avant-projet de plan et ses variantes (de localisation/délimitation/mise en œuvre) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement des Régions voisines, en vue de l'application éventuelle des dispositions de l'article 43, § 2, du Code modifié par le décret du 3 février 2005.

D.5.1. Identification des principales incidences environnementales.

Les incidences environnementales à examiner sont listées à l'annexe D.5.

D.5.2. Comparaison des variantes.

Réalisation d'un tableau synoptique de comparaison des différentes variantes de délimitation/mise en œuvre selon leurs effets sur le milieu.

D.6. Examen des mesures à prendre pour réduire les effets négatifs des variantes de délimitation et de mise en œuvre.

(Correspond au point 10° de l'article 42, alinéa 2 du Code).

D.6.1. Présentation des mesures à prendre.

Il s'agit d'identifier les mesures à prendre pour réduire les effets négatifs des différentes variantes de délimitation ou de mise en œuvre identifiées au point D.4.

Il peut s'agir :

- d'ajustement de zonages voisins;
- de prescriptions supplémentaires;
- d'autres mesures d'aménagement.

D.6.2. Efficacité des mesures et estimation des impacts résiduels (non réductibles) de chaque variante.**D.6.3. Comparaison des différentes variantes.****D.7. Evaluation des coûts et des délais de réalisation des différentes variantes de délimitation/mise en œuvre.**

Les variantes de délimitation/mise en œuvre initialement identifiées au point D.4. font également l'objet d'une évaluation.

Phase E. Synthèse de l'évaluation

(Correspond partiellement au point 11° de l'article 42, alinéa 2 du Code)

Etablissement d'un tableau comparatif des avantages et inconvénients des différentes variantes de délimitation/mise en œuvre dégagées en phase D. pour l'avant-projet et les variantes de localisation retenues en phase C.

Commentaires de ce tableau notamment au regard du respect de l'article 1^{er}, § 1^{er} du Code (point 2° de l'article 42, alinéa 2 du Code) et de la prise en compte des objectifs de la protection de l'environnement identifiés au point A.2.1. (point 7° partim de l'article 42, alinéa 2 du Code) en ce compris l'analyse critique des motivations de l'avant-projet.

Cette synthèse devra permettre d'établir si l'aménagement proposé par l'avant-projet de plan et ses variantes (de localisation/délimitation/mise en œuvre) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement des Régions voisines, en vue de l'application éventuelle des dispositions de l'article 43, § 2, du Code modifié par le décret du 3 février 2005.

Phase F. Compléments**F.1. Description de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées.**

(Point 12° de l'article 42, alinéa 2).

Il s'agit de décrire les éléments spécifiques de la méthode d'évaluation et de préciser les difficultés rencontrées, notamment dans la collecte des informations et les méthodes d'estimation des besoins.

F.2. Limites de l'étude.

Ce sont les points de l'étude qui devraient être approfondis dans les études d'incidences sur l'environnement qui seront réalisées sur les projets concrets.

F.3. Mesures envisagées pour assurer le suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre de l'avant-projet de plan de secteur modificatif.

(Point 13° de l'article 42, alinéa 2)

L'objectif est d'identifier, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus de manière à être en mesure d'engager les mesures correctrices appropriées.

Il s'agira de lister les impacts non négligeables, de proposer des indicateurs de suivi de ces impacts, leur mode de calcul, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils.

Résumé non technique (maximum 30 pages + illustrations)

Annexe A**Prescriptions supplémentaires et autres mesures d'aménagement**

Les prescriptions supplémentaires visées à l'article 23, alinéa 2, 2° du Code sont définies à l'article 41 et peuvent porter notamment sur :

- 1° la précision de l'affectation des zones;
- 2° le phasage de leur occupation;
- 3° la réversibilité des affectations;
- 4° la densité des constructions ou des logements;
- 5° l'obligation d'élaborer un plan communal d'aménagement préalable à leur mise en œuvre;
- 6° l'obligation d'élaborer un règlement communal d'urbanisme préalable ou encore sur tout autre type de prescription d'ordre urbanistique.

Les autres mesures d'aménagement visées à l'article 23, alinéa 2, 3° du Code recouvrent notamment :

- les équipements projetés sur le site et en dehors (infrastructures de transport, d'adduction d'eau, de gaz, d'électricité, d'égouttage/épuration);
- les dispositifs de gestion de l'environnement et d'atténuation des incidences (station d'épuration, bassin d'orage...);
- les mesures d'intégration paysagère.

Annexe D.1.**Composantes perturbatrices du milieu.**

Composantes perturbatrices liées à la mobilisation ou la consommation des ressources naturelles.

- Immobilisation de sol et sous-sol (retrait du sol et du sous-sol par rapport à d'autres activités humaines existantes et potentielles);
- Consommation d'eau.

Composantes perturbatrices liées aux rejets et émissions des activités.

- Bruit.
- Rejets solides, liquides et gazeux, déchets.

Composantes perturbatrices ou risques liés au stockage de produits.

- Matières premières, matières de process, produits, sous-produits et déchets...

Composantes perturbatrices liées à la mobilisation des infrastructures et équipements publics dans et hors du site :

- mobilisation des voiries - circulation;
- mobilisation des parkings;
- mobilisation des équipements d'adduction (impétrants : eau, électricité, pipe-lines,...);
- mobilisation des infrastructures de collecte et d'épuration des eaux usées.

Annexe D.2.**Situation existante de droit.**

Il convient notamment de relever les éléments suivants.

- Les périmètres et les zones d'aménagement réglementaires : communes en décentralisation et/ou ayant adopté un RCU, périmètres de PCA, plan communal d'égouttage, périmètres d'application du règlement général sur les bâtisses en site rural...
- Les objets territoriaux soumis à réglementation particulière : statut juridique des voiries et voies de communication, statut juridique des bois et forêts, réseau RAVEL...
- Les périmètres d'autorisation à restriction du droit civil : périmètres des lotissements existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du fond des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique...
- Les périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel : périmètres de remembrement, périmètres de revitalisation urbaine, périmètres de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées...
- Les périmètres et sites patrimoniaux : monuments et sites classés y compris les fouilles archéologiques, patrimoine monumental de la Belgique, liste des arbres et haies remarquables...
- Les périmètres de contraintes environnementales
- Les périmètres d'intérêt paysager : délimitation des périmètres d'intérêt paysager telles qu'inscrites au plan de secteur.

Annexe D.3.**Situation existante de fait.****Le milieu biophysique.**

- Air et climat (dont la direction du vent).
- Eaux de surface et souterraines.
- Sol et sous-sol (dont le relief et l'identification des gisements de grande valeur économique ou patrimoniale à protéger).
- Biotypes.
- Risques naturels et des contraintes géotechniques auxquels est soumis le périmètre d'étude :
- inondations;
- phénomènes karstiques;
- risque minier;
- éboulement;
- glissement de terrain;
- risque sismique.
- Périmètres d'intérêt paysager (en fonction des lignes de force du paysage et de la présence de points de vue remarquables).

Le milieu humain.

- Ambiance sonore et olfactive.
- Localisation de l'habitat, structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics.
- Patrimoines culturel et naturel.
- Paysage et ambiance visuelle.
- Infrastructure et équipements.
- Le cheminement des modes lents.

- Présence de biens immobiliers ou d'un site classé.
- Réseau de transports en commun et fréquences - cartes d'accessibilité.

Les activités humaines.

- Nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles (dans le cadre du plan de secteur actuel).
- Équipements socioculturels sensibles.
- Autres occupations humaines sensibles aux activités dérangeantes.
- Activités agricoles.
- Autres activités économiques.

Annexe D.5.**Incidences environnementales.****Effets sur l'air et le climat.**

- Eventuelle perturbation du microclimat par des bâtiments de grande hauteur (ombre portée, effets de turbulence aux pieds des bâtiments de grande hauteur...).
- Eventuelle participation à la formation de brouillards par le rejet de poussières dans l'atmosphère dans des conditions de diffusité favorable.

Effets sur les eaux superficielles et souterraines.

- Modification du régime hydrogéologique des nappes aquifères et hydrologique des cours d'eau liée à l'imperméabilisation des sols par les bâtiments et aménagements au sol (voiries et parkings).
- Modification de la qualité chimique, microbiologique et de la turbidité des cours d'eau liée aux rejets des eaux pluviales et épurées.
- Modification du régime des cours d'eau liée au rejet des eaux pluviales et épurées.
- Risque de pollution accidentelle notamment liée au stockage de produits ou de déchets.
- Possible mobilisation de ressources en eau de proximité par puisage.
- Régime karstique et effondrements par le rabattement des nappes.

Effets sur le sol et le sous-sol.

- Immobilisation non réversible du sol et du sous-sol liée à l'implantation des bâtiments et aux aménagements du sol par les voiries et parkings.
- Risque de pollution accidentelle des sols notamment liée au stockage de produits ou de déchets.
- Effondrements karstiques et/ou miniers avec risques majeurs.

Effets sur la faune et la flore.

- Destruction et/ou fragmentation des biotopes liée à l'implantation des bâtiments, aux aménagements au sol et à la modification du relief du sol.
- Altération des écotopes par des polluants gazeux, liquides ou solides.
- Perturbation de la faune liée aux activités (bruits, mouvements...).
- Impact sur les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/409/CEE (conservation des oiseaux sauvages) et 92/43/CEE (conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages = réseau Natura 2000).

Effets sur la santé et la sécurité de l'homme.

- Altération de la santé liée au bruit généré par les véhicules utilisant le circuit, notamment les motos, et par l'accroissement du trafic.
- Altération de la santé liée au rejet de polluants atmosphériques.
- Atteinte à la sécurité liée à l'accroissement de la circulation de motos, voitures et camions sur le réseau de voiries.
- Vibrations dues aux process des entreprises (cribles, concasseurs, broyeurs...)

Effets sur l'agrément des conditions de vie.

- Altération de l'ambiance olfactive par le rejet de polluants gazeux voire de déchets.
- Altération de l'ambiance sonore par des activités bruyantes et l'accroissement du trafic.
- Altération de la qualité visuelle liée à la volumétrie ou à la composition architecturale et urbanistique des futurs bâtiments ainsi qu'aux modifications probables de relief du sol pour les implanter.

Effets sur les biens matériels et patrimoniaux.

- Dégradation des biens immobiliers patrimoniaux par les rejets atmosphériques de certaines industries polluantes.
- Atteinte à d'éventuels sites archéologiques.

Effets sur la mobilité, les réseaux et infrastructures.

- Partage modal du trafic.
- Mobilisation inadéquate des infrastructures routières à l'origine d'incidences sur la fluidité du trafic.
- Perturbation par un apport de charge inadéquate sur le réseau de viabilité et d'épuration des eaux.
- Surcharge des réseaux électriques, de gaz et de communication.

Effets sur les activités.

- Impact sur les activités primaires (agriculture, sylviculture) présentes sur le site de l'avant-projet lié à la mobilisation de la ressource sol et sous-sol.
- Impact sur certains usages du sol et activités permanentes ou occasionnelles sensibles (résidences, tourisme...) lié aux éventuelles nuisances sonores et olfactives.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement du 27 avril 2006 décidant la mise en révision du plan de Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 44/3/, adoptant l'avant-projet de révision du plan en vue de l'inscription d'une zone de loisirs, de zones de parc, de zones forestières, de zones d'espaces verts et de zones agricoles à Antoing et Péruwelz et le projet de contenu de l'étude d'incidences.

Namur, le 27 avril 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 2568

[2006/202101]

27. APRIL 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Tournai-Leuze-Péruwelz (Karte 44/3) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung von einem Freizeitgebiet, von Park-, Forst-, Grün- und Agrargebieten in Antoing und Péruwelz und der Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung angenommen werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikeln 19, 22 bis 29, 32, 35 bis 37, 39, 41 und 42 bis 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz, der durch den von einem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 25. Juli 1991 (Eintragung der Trasse der Hochgeschwindigkeitslinie) und durch einen Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Juni 2003 (Erweiterung der Sandgrube Deviaenne) teilweise abgeänderten Königlichen Erlass vom 24. Juli 1981 angenommen wurde;

Aufgrund des am 27. Juni 2005 von der Stadt Antoing eingereichten Antrags zur Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz auf der Gemeinde Antoing zur Umgestaltung der zur Zeit als Agrar-, Forst-, Grün-, Abbau-, Wohngebiet, als Wohngebiet mit ländlichem Charakter, Freizeitgebiet, Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen und Wasserfläche eingetragenen Grundstücke, die teilweise in einem Umkreis von landschaftlichem Interesse gelegen sind und eine Fläche von 320,75 ha bilden, um ein "Centre européen des Sports de nature et de Glisse" (Europäisches Zentrum für Natur- und Gleitsport) dort zu schaffen;

In der Erwägung, dass das besagte Projekt eines Europäischen Zentrums für Natur- und Gleitsport in der Schaffung des Folgenden durch ein privates Konsortium besteht:

- Infrastrukturen zur Ansiedlung von Indoor- und Outdoor-Sportaktivitäten, hauptsächlich Gleitsport (Snowpark, Langlaufing, Eisring, Skatepark, Inline-Skating-Bahn, Free-Fall-Wind-Tunnel - Freifallsimulator, Wasserpark, Kajak - Rafting-Strecke, Outdoor-Wakepark, Gleitsportklub für Kinder, Golfpractice, Reitzentrum, Sportgelände (Tennis, usw.), Spielplätze, Boothaltestelle auf dem Kanal und dem "Grand-Large", Angelaktivitäten;

- Wanderungsaktivitäten und Aktivitäten zur Naturentdeckung: Fusswanderwege, Reit-, Rad- oder Bikestrecken, Wanderstrecken für Aktivitäten zur Naturentdeckung;

- sozialkulturelle Aktivitäten mit als Mittelpunkt die "porte du Hainaut", dem Haus des Tourismus, Schaffung von Seminarräumen, Auditorium, Treffräumen, Sportmuseum;

- Fitnessaktivitäten und Spielräume, Schaffung von einem Wellness Center (SPA);

- Unterbringung für kurze touristische Aufenthalte: Golf Cottage, Cottage der Reiter, Cottage des "Grand-Large", Lake-Houses und Anglerhütten, Waldhütten, Fun Village, Pfahlbauhütten und Gartenhütten, Unterbringung der Personalmitglieder und der Betreuer;

- Aktivitäten im Bereich des Hotel- und Gaststättengewerbes, u.a. ein Charmehotel-Restaurant;

- Boutiquen kommerzieller Art, die für die Praktik der vorgeschlagenen Aktivitäten nötig sind;

- Gebäude und Anlagen für die technischen und administrativen Dienste sowie für die Wartungsdienste, ärztlichen Dienste und Dienste im Bereich der Sicherheit und des Brandschutzes;

In der Erwägung, dass auf geographischer Ebene sich das Projekt in einem grenzüberschreitenden Raum, und zwar an der Kreuzung zwischen der Wallonischen Region und Frankreich und in der Nähe der Flämischen Region befindet und leicht zugänglich aus Städten wie Tournai, Courtrai, Mons oder Roubaix, Lille und Valenciennes ist; dass durch seinen Umfang und seine Nähe, das Projekt ein bedeutender Anziehungspunkt für die anliegende Bevölkerung in einem Umkreis von 80 km darstellt;

In der Erwägung, dass es aus der dem Antrag der Stadt Antoing beigefügten Akte hervorgeht, dass das Projekt mit keinen auf Gleitsport konzentrierten bestehenden Infrastrukturen in Konkurrenz tritt, insofern solche Infrastrukturen in der Gegend nicht zahlreich sind und kein vergleichbares touristisches Produkt anbieten, was die Vielfalt, die Komplementarität und den Umfang des vorliegenden Projekts betrifft;

In der Erwägung, dass das Projekt außerdem ein europa- und weltweit einzigartiges, innovatives Konzept entwickelt, das auf den Synergien zwischen Sachaktivitäten, Natur und Sport basiert;

In der Erwägung, dass es den Vorteil hat, dass es in einem Naturgebiet von mehr als 300 ha gelegen ist, was erlaubt, zusätzlich zum Gleitsport auch traditionelle Sportarten, Freizeitaktivitäten und Aktivitäten zur Entdeckung der Natur anzubieten, und zum regionalen Sport- und Kulturmilieu offen zu sein;

In der Erwägung, dass das Projekt auf einem Vorgang von hoher Umweltqualität beruht, mit der Sorge, die Erhaltung des landschaftlichen Zusammenhangs sowie der Fauna und Flora des Geländes, was insbesondere die Träger zur Wahl dieses Standorts motiviert hat;

Analyse der Sach- und Rechtslage

In der Erwägung, dass im Sektorenplan Tournai-Leuze-Péruwelz die durch das Projekt betroffenen Grundstücke, die sich beiderseits des Kanals Nimy-Blaton erstrecken, zur Zeit wie folgt eingetragen sind:

* nördlich des Kanals:

- die meisten Grundstücke sind als Forstgebiet eingetragen (Wald von Fouage und Lanchon), mit Ausnahme der Sandgrube von Deviaenne, die als Abbaugbiet und Wasserfläche eingetragen ist,

- im nördlichen/nord-östlichen Teil des Gebiets sind die Grundstücke als Agrargebiete eingetragen; Grün- und Agrargebiete erstrecken sich im Südosten des Abbaugbiets,

- im Nordwesten entspricht ein Freizeitgebiet dem heutigen Standort des Tournai Yacht Club,

- der äußerste Nordteil ist als Agrargebiet eingetragen,

- der größte Teil dieses Nordgebiets ist durch einen Umkreis von landschaftlichem Interesse betroffen;

* südlich des Kanals:

- die meisten Grundstücke sind als Forstgebiete eingetragen (Wald von Péronnes und Lanchon),

- das Gelände umfasst ebenfalls zwei Grüngebiete und eine Wasserfläche: die ehemalige Sandgrube des Wald Lanchon und den südlichen Teil des Flugplatzes Maubray,

- letzterer ist zur Zeit als Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen eingetragen und grenzt im südlichen Teil an ein anderes Freizeitgebiet mit Motocrossgeländen an,

- ein Teil des an die ehemalige Sandgrube des Wald von Lanchon angrenzenden bewaldeten Gebiets ist als Abbaugbiet eingetragen,

- einige Grundstücke sind als Agrargebiete eingetragen;

Aufgrund des "Sandgrube des Walds von Fouage" genannten Bebauungsplanes Nr. 4, der durch Ministerialerlass vom 10. Juli 1989 angenommen wurde, im nördlichen Teil des Geländes;

Aufgrund des Antrags auf eine Globalgenehmigung, der am 30. Juli 2003 eingereicht wurde und ungefähr 15 ha betrifft;

In der Erwägung, dass infolge dieses Antrags die Sandgrube Deviaenne, Nachunternehmer von Wienerberger (ex-KORAMIC) und Endbenutzer der Bodenschätze am 10. Dezember 2003 eine Globalgenehmigung für eine Dauer von 20 Jahren erhalten hat; dass es in dieser Hinsicht zu betonen ist, dass der Entwurf für das Abbauprojekts (ca. 60.000 m³/Jahr) eher auf ungefähr 15 Jahre zeitlich verteilt ist, d.h. bis ungefähr 2018-2019;

In der Erwägung, dass angesichts der hohen Wahrscheinlichkeit einer Bewirtschaftung bis zu diesem Datum das Projekt die Koexistenz von zwei Tätigkeiten vorsieht, und insbesondere durch die Schaffung eines direkten Zugangs zur N52 über die Schnellstraße für den mit der Sandgrube verbundenen Verkehr dafür sorgt, dass diese vereinbar werden;

In der Erwägung, dass die durch die Genehmigung vorgesehenen Bedingungen für die Neugestaltung als Folge der Gutachten der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt und des Naturparks beschlossen wurden; dass Rücksicht auf diese Bedingungen in dem Projekt genommen wird;

In der Erwägung, dass das Gelände außerdem in dem Umkreis des Naturparks der Schelde-Ebenen liegt, der durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 1996 anerkannt wurde;

In der Erwägung, dass ein bestehendes Freizeitgebiet im Nordwesten des Geländes Gegenstand eines Enteignungserlasses vom 28. Januar 1986 aufgrund des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 zum Wirtschaftsaufschwung gewesen ist; dass der Erlass nicht durchgeführt worden ist;

In der Erwägung, dass das Projekt an das Natura 2000 -Gebiet BE 22044 "Scheldebecken stromaufwärts von Tournai" angrenzt, das durch Beschluss der Regierung vom 26. September 2002 der Europäischen Kommission vorgeschlagen worden ist;

In der Erwägung, dass das Gelände mehrere Wege und Pfade umfasst, die in dem Atlas der Gemeindestraßen und -wege angeführt sind;

In der Erwägung, dass das Projekt zwei Landschaften mit großem biologischen Interesse umfasst, nämlich die Sandgrube des Walds von Fouage und den Sandhügel des Flugplatzes von Maubray;

In der Erwägung, dass das Gelände durch keine Kanalisation eines Hauptnetzwerks für den Transport von Flüssigkeiten und Energie im Sinne von Artikel 23, 2° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe betroffen ist;

In der Erwägung, dass was die Umkreise zum Schutze naheliegender Wasserentnahmestellen anbelangt, ein Bohrbrunnen (P.1) im Projekt vorgesehen ist; dass zweiundzwanzig andere unterirdische Grundwasserentnahmestellen in einem Umkreis von 3 km gezählt werden, und dass sie alle aktiv sind;

In der Erwägung, dass was das Erbe betrifft, das Projekt durch keine Immobiliengüter betroffen ist, die in der Schutzliste eingetragen, unter Schutz gestellt oder in einem Schutzgebiet im Sinne von Artikel 209 des CWATUP oder in einer im Verzeichnis der in Artikel 233 des Gesetzbuches erwähnten archäologischen Stätten aufgeführten Stätte gelegen sind;

In der Erwägung, dass sich am Rande des Geländes der Flurbereinigungsumkreis "TGV/2 Antoing-Péruwelz/Antoing" (Kode 8502/2) mit einer Fläche von 725 ha befindet, dessen Flurbereinigungsausschuss am 3. März 1993 eingerichtet wurde und dessen Tauschakte am 15. Februar 2000 unterschrieben wurde; dass diese Flurbereinigung immer noch im Gange ist und mit dem nächsten Flurbereinigungsumkreis "TGV/2 Antoing-Péruwelz/Antoing" (Kode 8502/1) mit einer Fläche von 1.824 ha zusammengelegt werden müsste;

Begründung hinsichtlich der Ausrichtungen des Entwicklungsplanes des regionalen Raums;

In der Erwägung, dass der Entwurf einer Teilrevision des Sektorenplans mit dem durch die Wallonische Regierung am 27. Mai 1999 angenommenen Entwicklungsplan des regionalen Raums für die folgenden Zielsetzungen in Übereinstimmung steht:

Verstärkung der lokalen Raumstruktur des Entwicklungsplanes des regionalen Raums und Eingliederung der überregionalen Dimension in die Entwicklung der Wallonie;

Tournai wird gleichzeitig als Pol und als touristischer Stützpunkt für das Gebiet der Wallonie aufgenommen, bildet aber ebenfalls eine grenzüberschreitende Verankerungsstelle auf zwei großen Austauschkorridoren von Nordwesteuropa (AMNO): Lille-Brüssel und Lille-MHAL (via Mons, Charleroi und Namur).

Für die Standortwahl des Geländes wird völlig auf die Bewirtschaftung der grenzüberschreitenden Großstadtgebiete und der Eurokorridore gesetzt.

Übrigens kann das Projekt seiner Art wegen bedeutende wirtschaftliche Auswirkungen auf die ländlichen Gemeinden haben und gleichzeitig Komplementarität mit den nächsten Stadtpolen gewährleisten.

Unter Berücksichtigung seines Umfangs, seiner Originalität und der Unterstützung, die ihm die lokalen und regionalen Behörden grundsätzlich zu gewähren bereit sind, verbessert dieses Projekt die Öffnung der Wallonie nach ihrem räumlichen Kontext, behauptet die Wallonie als wichtiger Partner und sichert eine aktive und wirksame Teilnahme an den überregionalen Impulsen zur räumlichen Entwicklung.

Organisierung einer bereichsübergreifenden Zusammenarbeit:

Der Tourismus ist als zukunftssträchtiger Sektor anerkannt, was die Beschäftigung angeht. Hennegau ist außerdem eine der wallonischen Provinzen, die am meisten unter fehlender Beschäftigung leidet. Die Ansiedlung eines Arbeitsplatzes schaffenden Projekts in der Gegend von Tournai ist also völlig begründet.

Die Konkretisierung dieses Projekts erfordert die Entwicklung von Partnerschaftsformen vertraglicher Art zwischen den öffentlichen Behörden und dem Privatsektor.

Deckung der Grundbedürfnisse:

Durch Gewährleistung eines Lebensraums mit Entfaltungsmöglichkeiten zielt der Entwicklungsplan des regionalen Raums darauf ab, Räume oder Ausrüstungen zur Förderung der Treffgelegenheiten zu schaffen. Auch wenn hier nicht behauptet wird, dass das Projekt einem zentralen Bedürfnis der gesamten Bevölkerung nachgeht, ist es jetzt unbestritten, dass das regelmäßige Sporttreiben sehr wichtig für die Qualität der öffentlichen Gesundheit ist; in diesem Zusammenhang trägt es dazu bei, einem kollektiven Bedürfnis zu entsprechen, wenn ein großes Freizeitgebiet Sportaktivitäten gewidmet wird.

Beitragen zur Schaffung von Arbeitsplätzen und von Reichtümern:

Das Projekt sollte eine richtige Verankerung in dieser Gegend von West-Hennegau bilden und sich als ein außergewöhnlicher Trümpf für die regionale Wirtschaft dank seines innovativen Konzepts in Europa erweisen. Dieses Projekt bedarf einer Investition von ungefähr 290 Millionen Euro und könnte direkte und indirekte wirtschaftliche Auswirkungen für die Gegend haben und beitragen, sowohl innerhalb als außerhalb des Geländes Arbeitsplätze zu schaffen.

Die als Anlage zum Antrag eingereichte Akte enthält eine Verteilung der Investitionen sowie eine Analyse der Frequentierung zur Begründung des mit dem Projekt verbundenen Verfahrens.

Was die Beschäftigung betrifft, so könnte das Projekt in der Betriebsphase 400 Vollzeit- und 700 Teilzeitarbeitsplätze schaffen. Die für das Hotel- und Gaststättengewerbe geschaffenen Stellen entsprechen 180 bis 200 Personen. Die außerhalb des Geländes erzeugte Beschäftigung entspricht 200 bis 300 Personen.

Mit seinen Auswirkungen auf die Beschäftigung kann dieses Projekt zur Ankurbelung der Wirtschaft in der Gegend beitragen, so wie diese in der Erklärung zur Regionalpolitik vom 20. Juli 2004 und im Marshall-Plan umgesetzt wird.

Verbesserung der Zugänglichkeit des Wallonischen Gebiets und Verwaltung der Mobilität:

Ein wohlorganisiertes Transportsystem muss jedem Transportmittel je nach dessen eigenen Leistungsmöglichkeiten eine besondere Rolle vorbehalten, den Wechsel zwischen den Transportmitteln möglich machen und den Benutzern die Wahl der Transportmittel erlauben. Unter Berücksichtigung der in der Gegend Antoing bereits bestehenden Transportinfrastrukturen zielt dieses Projekt darauf ab, diesem Anliegen Folge zu leisten.

Aufwertung des Erbguts und Schutz der Ressourcen:

Der Entwicklungsplan des regionalen Raums befürwortet, die städtebaulichen Handlungen nach einer größeren Integration der Maßnahmen und nach der ständigen Sorge, hochqualitative Gefüge zu bilden, zu richten. Das grundsätzliche Konzept des Projekts besteht darin, das Zentrum für Natur- und Gleitsport zu integrieren, und gleichzeitig unter Beachtung des am 20. Oktober 2000 in Florenz unterzeichneten Landschaftsübereinkommens das Naturerbe zu bewahren und aufzuwerten.

Aufwertung und Strukturierung des Sektors des Tourismus:

Der Entwicklungsplan des regionalen Raums hat hervorgehoben, dass der Sektor des Tourismus und der Freizeit manchmal durch eine zu starke Streuung der Initiativen, sowohl was die Aktivitäten als auch was die Unterbringungs- oder Dienstleistungsinfrastrukturen betrifft, gekennzeichnet ist. Angesichts des Umfangs des Projekts, der Vielfalt der als Ergänzung der in der Gegend von Tournai und von Lille bereits bestehenden touristischen Aktivitäten vorgeschlagenen Aktivitäten kann das Projekt eine richtiges touristisches Tor sein und die Förderung des wallonischen touristischen Raums gewährleisten.

Begründung der Standortwahl für das Projekt

In Erwägung der folgenden Kriterien, die für die Standortwahl des Projekts in Betracht gezogen wurden:

- homogenes Gelände mit einer ausreichender Fläche und Nähe der Wasserfläche,
- leichte Zugänglichkeit;
- Abgelegenheit von den Wohn- und Gewerbegebieten,
- kulturelle, natürliche und touristische Attraktivität der Gegend;

In der Erwägung, dass angesichts der Kriterien der Stadtnähe und der Zugänglichkeit, acht alternative Standorte in Betracht gezogen wurden: in Pecq, südöstlich von Tournai, südlich von Tournai, in Ath, in Lessines, in Ecaussines, in Wavre und in Ittre;

Dass diese Standorte einer Analyse unterworfen wurden, die auf folgenden Kriterien beruht:

- relative Abgelegenheit von Siedlungen,
- Zugänglichkeit des Geländes (weniger als 1 km entfernt von einer RAVeL-Linie),
- Abgelegenheit von industriellen Tätigkeiten,
- touristische Attraktivität der Gegend,
- viele Wasserflächen,
- Naturgebiete,
- Grundeigentum,
- Relief.

Dass es aus der Analyse, die in der dem Antrag beigefügten Akte ausführlich dargelegt ist, hervorgeht, dass der Standort Antoing von vornherein die am geeignetste Lösung ist;

Zugänglichkeit

In der Erwägung, dass das vorgeschlagene Gelände wegen der Autobahninfrastrukturen (A16, E42 und A8) und Straßeninfrastrukturen (N504 und N52) zahlreiche Trümpfe hinsichtlich der Zugänglichkeit aufweist;

Dass das Projekt hinsichtlich des Eisenbahnnetzes ebenfalls günstig gelegen ist (Ost-West-Trasse, Linien Tournai-Brüssel und Tournai-Mouscron, Hochgeschwindigkeitslinie);

In der Erwägung, dass die Träger für Verbindungswege zwischen dem Gelände und den Bahnhöfen von Antoing, Péruwelz und Tournai sorgen werden;

In der Erwägung, dass das Verkehrsmittelnetz der "TEC" die Gegend von Antoing mit den Linien 491 und 98 mit Haltestellen an den besagten Bahnhöfen, am ehemaligen Bahnhof von Callenelle, in Péronnes "Ecluse", in Péronnes "Pont de Péronnes" et in Péronnes "la Crique" bedient;

In der Erwägung, dass was die schiffbaren Wasserstraßen angeht, sich das Projekt beiderseits des als schiffbare Wasserstraße der Klasse IV eingestuft Kanals Nimy - Blaton - Péronnes erstreckt, was erlauben wird, dass die touristischen Prahme auf dem Grand-Large Halt machen;

In der Erwägung, dass die Standortwahl für das Projekt ebenfalls durch die Nähe der Linie 1 des RAVeL-Netzes begründet wird;

Umweltverträglichkeit des Projekts

In der Erwägung, dass in der Akte eine vorherige Umweltverträglichkeitsprüfung des Projekts vorgenommen wird und einige Lösungsansätze vorgeschlagen werden, die gemäß Artikel 42 des Gesetzbuches gründlicher überprüft werden;

Dass die Hauptauswirkungen in der folgende Tabelle zusammengefasst sind:

Themen	Kommentare über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt
LANDSCHAFT	<ul style="list-style-type: none"> • Das Projekt ist sehr "aufgelockert" und enthält zahlreiche Grüngelände (die als natürliche Lebensräume verwaltet oder als Parken strukturiert werden) und Wasserflächen. • Auch in den Freizeitgebieten werden besondere Anstrengungen gemacht, um die Vegetation zu erhalten, die zur landschaftlichen Qualität des Standorts beiträgt. • Der Bausubstanz und die Einrichtungen gliedern sich in die Landschaft ein (Unterbringung, Pfade, Parkflächen, ...) oder strukturieren sie durch Schaffung neuer Markierungszeichen (Turm des Gleitsportzentrums).
STÄDTEBAU	<ul style="list-style-type: none"> • die Verwendung von ursprünglich nicht zur Verstärkung bestimmten Räumen wird durch den Verzicht auf den bebaubaren Charakter von noch nicht erschlossenen Gebieten (oder von als natürliche Lebensräume umzugestaltenden Räumen) sowie durch die Einsetzung einer Verwaltungsart der natürlichen Lebensräume, die für die biologische Vielfalt günstiger ist, ausgeglichen. • Die Gebäude weisen andere Eigenschaften als diejenigen des lokalen Bausubstanzes auf, was durch die Spezifität des Programms erklärt wird. Das Projekt hat seine eigene Kohärenz und schafft einen "Dialog" mit dem Gelände, in dem es sich befindet, und zwar durch originellen architektonischen Typologien.
NATURBIOTOP	<ul style="list-style-type: none"> • Schon ab der Planung wurde die Erhaltung der natürlichen Lebensräume mit großem biologischen Interesse berücksichtigt (<i>Anmerkung: die hauptsächlich interessanten natürlichen Lebensräume wurden schon identifiziert und in der Antragsakte zur Revision des Sektorenplans beschrieben</i>)
GRUNDWASSER	<ul style="list-style-type: none"> • Bitte sich auf die in der Sitzung vom 06.04.2006 ausgehändigte "hydrogeologische Notiz" beziehen: es wird empfohlen, ein Fassungsbrunnen auszugraben, was erlaubt, zu vermeiden, dass aus den bestehenden Teichen gepumpt wird. • In dieser Gegend wird die Grundwasserleitschicht nicht überbeansprucht und verfügt über weit ausreichende Wasserreserven (keine Gefahr einer Ausschöpfung der Wasservorkommen).
OBERFLÄCHENGEWÄSSER	<ul style="list-style-type: none"> • Der größte Teil des Geländes wird nicht abgedichtet (wenige Wege mit festem Belag). • Das auf die Dächer und dichten Flächen fallende Regenwasser kann zur Wiederverwendung in Tanks gesammelt werden. • Eine gute Bewirtschaftung des Regenwassers wird eine Bewahrung der Feuchtgebiete ermöglichen.
ABWASSER	<ul style="list-style-type: none"> • Ein Abkommen mit IPALLE sieht eine Erweiterung der Klärstation von Hollain vor, was eine völlige Klärung des vom Zentrum eingeleiteten Abwassers erlauben wird.
ENERGIE	<ul style="list-style-type: none"> • Die Installation einer mit Erdgas ("sauberem Brennstoff") gespeisten Kraft/Wärme-Kopplungsanlage ist vorgesehen à energetische Optimierung.
BODEN	<ul style="list-style-type: none"> • Der größte Teil der Böden bleibt unangetastet. • Keine beachtliche Verschmutzungsquelle für die Böden.
VERKEHR	<ul style="list-style-type: none"> • Die Studien über den Verkehr zeigen, dass der Straßen- und Wegenetz nicht ausgelastet wird (cf. Zählungen vom MET). • Zufahrtsstraßen werden vorgesehen, so dass kein besiedeltes Gebiet durchgefahren werden muss. • Drei Parkflächen am Eingang des Geländes erlauben, mit der Problematik des Parkens umzugehen und den Fahrzeugverkehr innerhalb des Geländes zu vermeiden. • Organisation einer Arbeitsgruppe über die Mobilität.

Themen	Kommentare über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt
LÄRM	<ul style="list-style-type: none"> • Alle laute Aktivitäten (Gleitsport, Wassersport, Wettkampf, usw.) geschehen alle "indoor". • Die Aktivitäten im Freien sind nach Ruhe und Natur gerichtet (kein Motorsport, keine festlichen Events wie Konzerte ...).
TOURISMUS	<ul style="list-style-type: none"> • Es wurden Kontakte mit den touristischen Operatoren der Provinz Hennegau aufgenommen, die an der Schaffung von Synergie interessiert sind (die verschiedenen touristischen Projekte konkurrieren nicht miteinander sondern bringen im Gegenteil ein vielfältiges Angebot für die Kundschaft).
FREQUENTIERUNG	<ul style="list-style-type: none"> • Bitte sich auf die von den Sachverständigen der Agentur Fourcade durchgeführten Studien beziehen: je nach den Hypothesen wird die Frequentierung zwischen 800.000 und 1.500.000 Besucher/Jahr geschätzt; • Die höchste Aufnahmekapazität ist von 10.000 Personen/Tag; Die Politik des Zentrums besteht darin, die Frequentierung auf höchstens 5.000 Personen/Tag zu beschränken (qualitative Politik).
BESCHÄFTIGUNG	<ul style="list-style-type: none"> • Für den Bau eines solchen Zentrums werden zahlreiche Unternehmen und Spitzentechnologien notwendig sein, was den lokalen Betrieben zugute kommen kann. • Anzahl der geschaffenen Arbeitsplätze: siehe Agentur Fourcade. • Zusammenarbeit mit lokalen Aktionsträgern (Wallonisches Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung, Häuser der Beschäftigung, ADEPS, usw.) zur Organisation von Ausbildungen. • Organisation einer Arbeitsgruppe über die Beschäftigung.

Wahl der Zoneneinteilung.

In der Erwägung, dass, wie oben erklärt, nur ein geringer Teil des von den Projektträgern gewählten Standorts als Freizeitgebiet im geltenden Sektorenplan eingetragen ist;

In der Erwägung, dass es in der dem Antrag der Stadt Antoing beigefügten Akte vorgeschlagen wird, das ganze Europäische Zentrum für Natur- und Gleitsport als Freizeitgebiet einzutragen;

In der Erwägung, dass der einer Revision unterzogene Umkreis mit einer Fläche von 320,73 ha, der ursprünglich vorgeschlagen wurde, nur das Anwesen des Prinz Charles Antoine de Ligne umfasste;

In der Erwägung, dass drei Anpassungen zur Sicherung der Kohärenz vorgenommen wurden, was die Fläche auf 350,13 ha erhöht hat:

- Verbindung der Nord- und Südteile durch ein kleines Freizeitgebiet, das der Grundrissfläche der (zukünftigen) Fußgängerbrücke entspricht;

- Ausdehnung nach dem Osten, um die Gesamtheit der in dem Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans Nr. 4 von Antoing liegenden Güter umzufassen;

- andere Ausdehnung nach dem Osten, um den Rest des auf dem Gebiet von Péruwelz gelegenen Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen (ehemaligen Flugplatzes von Maubray) einzuschließen.

In der Erwägung außerdem, dass sich der räumliche Effekt des Zentrums auf diesen Standort nach zwei Arten Drücke strukturiert: die intensiven Freizeitaktivitäten einerseits und die extensiven Freizeitaktivitäten andererseits;

In der Erwägung, dass aus der Untersuchung der Akte hervorgeht, dass einige der im Europäischen Zentrum für Natur- und Gleitsport geplanten Aktivitäten keiner Eintragung als Freizeitgebiet im Sektorenplan bedürfen;

In der Erwägung zum Beispiel, dass solche Sportaktivitäten wie Golfpractice, Sportgelände (Tennis, usw.), Spielplätze, Fischfangaktivitäten sowie Wanderaktivitäten und Aktivitäten zur Naturentdeckung, wie Fußwanderwege, Reit-, Rad- oder Bikestrecken, Wanderstrecken für Aktivitäten zur Naturentdeckung oder bestimmte Infrastrukturen für die Wartung oder die gemeinschaftliche Ausrüstung wie technische Gebäude oder begrünte Parkflächen je nach Fall als Park-, Forst- oder Grüngebiet eingetragen werden können;

In der Erwägung, dass es vorgeschlagen wird, das Projekt des Europäischen Zentrums für Natur- und Gleitsport als Freizeitgebiet (119,80 ha), als Parkgebiet (100,30 ha, von denen 18,66 ha als Wasserflächen), als Forstgebiet (61,95 ha) und als Grüngebiet (38,68 ha) im Sektorenplan Tournai-Leuze-Péruwelz gemäß der dem vorliegenden Erlass beigefügten Karte einzutragen;

Anwendung der Umkreise und zusätzliche Vorschriften

Aufgrund der Artikel 40 und 41 des Gesetzbuches bezüglich der Möglichkeit für die Regierung, die Vorschriften der Sektorenpläne durch mit einem Überdruck gekennzeichnete Umkreise und zusätzliche Vorschriften genauer zu bestimmen;

In der Erwägung, dass es in dieser Beziehung vorgeschlagen wird:

- unter Berücksichtigung der Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich der Revision des Sektorenplans eine Anpassung des Umkreises von landschaftlichem Interesse, der einen Teil des Projektumkreises deckt, zu erwägen;

- einigen Gebieten eine genauere Zweckbestimmung zu geben:

- das mit dem Überdruck "P.1" bezeichnete Parkgebiet wird ein Golftrainingsgelände (Practice/Driving range) und in Bäumen hochgestellte Waldhütten umfassen;

- das mit dem Überdruck "P.2" bezeichnete Parkgebiet wird eine Golfbahn (Putting mit Bunker + Löchern für das Lernen) und ihre Nebenanlagen (Club House, technische Räume, usw.) sowie begrünte Parkflächen umfassen;

- eine Klausel über die Reversibilität der Zweckbestimmung des neuen Freizeitgebiets, das sich beiderseits des Kanals erstreckt, als Forstgebiet soll bei Nichterfüllung des Projekts innerhalb von sieben Jahren ab dem Inkrafttreten der Revision des Sektorenplans durch eine unter der Abkürzung "L.1" vermerkte zusätzliche Vorschrift vorgesehen werden;

Ausarbeitung eines kommunalen Raumordnungsplans in Anwendung der Artikeln 39, 41 und 140 des Gesetzbuches

In der Erwägung, dass unter Berücksichtigung der Dekretbestimmungen über die Verwertung eines Freizeitgebiets und eines Parkgebiets mit einer Fläche von 5ha und mehr, die Annahme eines kommunalen Raumordnungsplans vor deren Verwertung erforderlich ist;

In der Erwägung, dass ein als Hinweis dienender Übersichtsplan zur Darstellung des Umkreises des kommunalen Raumordnungsplans erstellt wurde;

In der Erwägung, dass es zur Sicherung der Kohärenz Anlass gibt, den Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans mit dem Umkreis der Revision übereinstimmen zu lassen;

In der Erwägung, dass da der kommunale Raumordnungsplan sich auf das Gebiet von zwei Gemeinden erstreckt, Artikel 54 5° des Gesetzbuches Anwendung finden wird;

Überprüfung der in Artikel 46 des Gesetzbuches erwähnten Bedingungen

In der Erwägung, dass die durch die vorliegende Revision des Sektorenplans geplanten Umnutzungen mit Artikel 46 § 1, 1 und 2 des Gesetzbuches vereinbar sind;

In der Erwägung, dass Artikel 46 § 1, 1° des Gesetzbuches lautet, dass ein neues Gebiet, das zur Verstärkung bestimmt wird, neben einem schon bestehenden, zur Verstärkung bestimmten Gebiet eingetragen wird; dass im vorliegenden Fall das neue Freizeitgebiet als Erweiterung von zwei bereits bestehenden Freizeitgebieten eingetragen ist; dass es ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen einschließt; dass es an ein Abbaugelände angrenzt; dass außerdem von dieser Bestimmung laut dem vorerwähnten Artikel abgewichen werden kann, wenn es um bestimmte Freizeitgebiete geht;

In der Erwägung, dass laut Artikel 46 § 1, 2° des Gesetzbuches ein neues zur Verstärkung bestimmtes Gebiet nicht als lineare Entwicklung am Wegenetz entlang eingetragen werden darf; dass es aus der dem vorliegenden Erlass beigefügten Karte ersichtlich wird, dass diese Bedingung offensichtlich eingehalten wird;

Aufgrund von Artikel 46 § 1, 3° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, der wie folgt lautet:

„Die Eintragung jedes neuen zur Verstärkung bestimmten Gebiets wird ausgeglichen, und zwar dadurch, dass ein bestehendes, zur Verstärkung bestimmtes Gebiet in ein nicht zur Verstärkung bestimmtes Gebiet in gleichem Maße verändert wird, oder durch jegliche von der Regierung bestimmte Ausgleichung.“;

In der Erwägung, dass in dieser Beziehung drei Arten Ausgleichungen in Erwägung gezogen werden:

- die planartigen Ausgleichungen bei der Eintragung von neuen bebaubaren Gebieten;
- die alternativen Ausgleichungen, die im vorliegenden Fall zweier Arten wären: einerseits Maßnahmen über die Mobilität und andererseits Maßnahmen zugunsten der lokalen Umgebung;
- die Ausgleichungen, die sich aus den Multiplikatoreffekten der Privatinvestitionen auf die Qualität des Verkehrsnetzes am Rande des Geländes sowie auf das Netz der sozialkulturellen Ausrüstungen der angrenzenden Körperschaften und schließlich auf die Beschäftigung ergeben;

In der Erwägung, dass es aus dem Vergleich zwischen dem Gesamtbetrag der Parzellen, die von den nicht zur Verstärkung bestimmten Gebieten nach den zur Verstärkung bestimmten Gebieten übertragen werden und eine Fläche von 90 ha darstellen, und dem Gesamtbetrag der Parzellen, die von den nicht zur Verstärkung bestimmten Gebieten nach den zur Verstärkung bestimmten Gebieten in den bestehenden Sachlagen (im zur Zeit geltenden Sektorenplan) und in der geplanten Lage (beantragte Revision) übertragen werden und eine Fläche von 49,07 ha darstellen, hervorgeht, dass sich die ausgleichende Fläche auf 40,93 ha für den Bau des Zentrums im eigenen Sinne beläuft;

In der Erwägung, dass was die planartigen Ausgleichungen betrifft, zusätzlich zu den vorerwähnten, im durch die Revision des Sektorenplans betroffenen Umkreis vorgenommenen Ausgleichungen, 18,40 ha Freizeitgebiet auf nicht zur Verstärkung bestimmte Gebiete übertragen werden können, und zwar:

- der Nordrand des Geländes des Zentrums (1,60 ha), für welchen es vorgeschlagen wird, ihn vom Freizeitgebiet auf ein Forstgebiet zu übertragen;
- der Nordrand des „Grand Large“ (9,00 ha), für welchen es vorgeschlagen wird, ihn vom Freizeitgebiet auf ein Agrargebiet zu übertragen;
- das Freizeitgebiet im Osten des Schelde (7,80 ha), im Nordwesten des Zentrums, das dem Grüngelände zugewiesen wird;

In der Erwägung, dass als alternative Ausgleichung für die Mobilität zwei Maßnahmen in Erwägung gezogen werden, nämlich:

- die Schaffung eines direkten Zugangs nach der N52 durch die Schnellstraße für den mit der Bewirtschaftung der Sandgrube verbundenen Verkehr, was erlauben würde, dass dieser Verkehr direkt nach dem Norden gerichtet wird, und dass dadurch die Gemeindestraßen entlastet und die Wohnkerne, insbesondere in Brunehaut, völlig umfahren werden, und nebensächlich das gleichzeitige Bestehen dieses Betriebs mit dem Zentrum erleichtert wird; die Finanzierung dieser Straßen wäre ggf. nach Abzug des bezuschussten Teils vom Träger übernommen;
- die Mobilität mit den öffentlichen Verkehrsmitteln zu fördern, durch das Anbieten von Busbedienungen zwischen den Bahnhöfen und dem Zentrum; die Finanzierung dieser Bedienungen wäre ggf. nach Abzug des zu Lasten des „TEC“ gehenden Teils vom Träger übernommen;

In der Erwägung, dass die innerhalb des Umkreises der Revision in Betracht gezogenen Ausgleichmaßnahmen für die Umwelt und die Landschaft vorrangig abzielen auf:

- die Erhaltung und Verwaltung der Teile der Domäne, die ein großes biologisches oder landschaftliches Interesse aufweisen und Zentralzonen der primären ökologischen Vermaschung bilden, wie Sandgruben, Feuchtgebiete, usw., sowie ihren Schutz gegen irgendwelchen Druck vom Freizeitbereich;
- eine integrierte Forstbewirtschaftung zum Regenerieren des Biotops, zur Bereicherung der ökologischen Vermaschung und der Baumlandschaft;
- die Einleitung von Maßnahmen, um den Freizeitdruck in Schranken zu halten;
- die Einleitung von Maßnahmen, um die Forstfauna zu erhalten und mit ihr umzugehen;
- die Einleitung von Maßnahmen in Verbindung mit der Landschaft;

In der Erwägung, dass diese alternativen Ausgleichungen daneben darauf abzielen werden, Maßnahmen zur Wiedergutmachung der von den früheren Aktivitäten verursachten Nachteile oder zur Verwirklichung der Infrastrukturen wie des Flugplatzes Maudray zu sichern, insbesondere die Neugestaltung des Waldrands der „Forêt de Flines“, für welchen das französische ONF eine Problematik der Störung der Stabilität des Sandhügels des Flugplatzes festgestellt hat, und der mit der Sorge zur Erhaltung dieses ökologischen Lebensraums, die von den wallonischen Naturalisten gewünscht wird, zu vereinbaren ist;

In der Erwägung, dass neben den zwei Gebieten mit großem biologischem Interesse, die auf dem Gelände schon identifiziert worden sind, nämlich das Feuchtgebiet der Sandgrube des Walds von „Fouage“ und dem Sandhügel in der Nähe des Flugplatzes von Maubray, die anderen Elemente der primären ökologischen Vermaschung, die Schutzmaßnahmen und einer spezifischen Verwaltung bedürfen, zu identifizieren sein werden; dass im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung die Machbarkeit einer Ergänzung des Netzes durch die zusätzliche Gestaltung von Gebieten mit biologischem Interesse zu bewerten sein wird;

Considérant que des actions de sensibilisation à la préservation du milieu naturel et de l'environnement pourront contribuer, de manière auxiliaire, aux mesures de compensation telles le balisage didactique ou les animations visant la sensibilisation du public aux enjeux environnementaux;

In der Erwägung außerdem, dass der Träger wünscht, dass die Grün- und Forstgebiete der Domäne, die die "extensiven" Freizeitaktivitäten aufnehmen werden, in Konzertierung mit den lokalen, regionalen und "transnationalen" Akteuren für die Erhaltung und die Aufwertung des natürlichen Milieus verwaltet und animiert werden;

In der Erwägung, dass diese alternative Ausgleichung darin besteht, eine umweltbezogene Verwaltung der interessanten Biotope, die in der das Zentrum aufnehmenden Domäne vorhanden sind, zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass im Hinblick auf die Erreichung dieses Ziels eine Partnerschaft zu bilden sein wird, in Form einer Vereinbarung zwischen der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt und einer VoE zur Aufwertung und Verwaltung der Domäne, um einen Verwaltungsplan auszuarbeiten; dass das Europäische Zentrum für Natur- und Gleitsport eine jährliche Dotation der besagten VoE gewähren wird, deren Zusammensetzung, der räumliche Tätigkeitsbereich und die Tätigkeitsfelder, die Modalitäten für die administrative Verwaltung und die Dotation mit den Partnern zu bestimmen sein werden;

In der Erwägung, dass neben dem Träger des Europäischen Zentrums für Natur- und Gleitsport und der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, der Naturpark der Schelde-Ebenen, unter der Obhut dessen die französischen Partner (ONF, "Parc naturel régional Scarpe-Escaut", "Parc naturel transfrontalier du Hainaut") handeln werden, sich als bevorzugter Akteur erweist;

In der Erwägung, dass diese Vereinbarung spätestens am Tage der endgültigen Annahme der Abänderung des Sektorenplans Tournai-Leuze-Antoing der Regierung zur Genehmigung unterbreitet wird;

In der Erwägung, dass was die Ausgleichungen infolge der Multiplikatoreffekte des Projekts betrifft, die folgenden Zielrichtungen in der dem Antrag beigefügten Akte bereits in Betracht gezogen werden:

- Verbesserung und Absicherung der benachbarten Netzwerke für die Zuleitung von Trinkwasser;
- Verbesserung der Verkehrswege, die mit der Zufahrt zu den Geländen verbunden sind;
- erleichteter Zugang zum Zentrum für die Schulen und lokalen Sportklubs.

Umweltverträglichkeitsprüfung

In der Erwägung, dass gemäß den Bestimmungen von Artikel 42 Absätze 2 und 4 des Gesetzbuches die Regierung verpflichtet ist, eine Umweltverträglichkeitsprüfung ausführen zu lassen, deren Umfang und Genauigkeit sie festlegt, und den Entwurf bezüglich des Inhalts der Umweltverträglichkeitsprüfung und den Vorentwurf des Planes dem Regionalausschuss für Raumordnung und dem Wallonischen Umwelttrat für eine nachhaltige Entwicklung zur Begutachtung zu unterbreiten; dass die Gutachten der Abteilung Natur und Forstwesen, des Naturparks der Schelde-Ebenen sowie der betroffenen grenzüberschreitenden Behörden unter Berücksichtigung der Spezifitäten der Akte und der Lage des Zentrums beantragt werden;

In der Erwägung, dass die Eintragung der neuen in Betracht gezogenen Gebiete dem Willen entspricht, ein Europäisches Zentrum für Natur- und Gleitsport mit der Sorge um die landschaftliche Schönheit zu schaffen, und gleichzeitig das biologische Umfeld (Wälder, Feucht- oder Grüngebiete) zu bestätigen und aufzuwerten;

In der Erwägung, was den Umfang der durchzuführenden Studie betrifft, dass angesichts seiner Größe einerseits und der nicht nur mit dem Gleitsport sondern auch mit der Vielfalt der angebotenen Aktivitäten verbundenen Spezifität andererseits, und da das Zentrum keine bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte, die in Anwendung von Artikel 42, Absatz 1 des Gesetzbuches durchzuführende Umweltverträglichkeitsprüfung den ganzen Umkreis des Europäischen Zentrums für Natur- und Gleitsport wird betreffen müssen;

In der Erwägung, was die Genauigkeit der durchzuführenden Studie betrifft, dass der dem vorliegenden Erlass beigefügte Inhaltsentwurf einerseits den in Artikel 42, Absatz 2 des Gesetzbuches bestimmten Musterinhalt beachtet, und andererseits unter Berücksichtigung der Spezifitäten des Projekts erarbeitet wurde;

In der Erwägung, auf sozialwirtschaftlicher Ebene, dass es sich als zweckmäßig erweist, zwei Methoden für die Einschätzung der Bedürfnisse, die den Vorentwurf begründen (Phase B), unter Berücksichtigung der Spezifität der Akte zu verwenden: in einer ersten Phase den Antrag schätzen und Entwicklungsperspektiven für die lokalen wirtschaftlichen Aktivitäten festlegen, und in einer zweiten Phase, Folgen der Entwicklungsperspektiven auf die Natur und die notwendige Größe für die verschiedenen Aktivitäten daraus zu schließen;

In der Erwägung, dass die Prüfung der Merkmale hinsichtlich der Bevölkerung, der Sozialwirtschaft und der Umwelt in einem Maßstab eines Gebiets vorgesehen ist, das für die zwei gewählten Analysemaßstäbe geeignet ist: die mesogeographische Ebene eines Bezugsgebiets (Phase C) und die mikrogeographische Ebene eines Gebiets für die Untersuchung der Empfindlichkeiten und Einschränkungen hinsichtlich der Umwelt (Phase D);

In der Erwägung, dass angesichts des ausgeprägten Landschafts- und Umweltcharakters des Projekts, der Europäischen Tragweite des Zentrums und insbesondere der erwarteten Besucherzahl, der Bedeutung der mit dem Wasser verbundenen Aktivitäten und der zur Bewirtschaftung des Zentrums notwendigen Energie es Anlass gibt, unter den zugelassenen Projektautoren das Studienbüro zu wählen, das eine nützliche Erfahrung in den mit der Natur und der Landschaft, der Mobilität, Wasser und Energie verbundenen Bereichen aufweist,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung verabschiedet den Erlass, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Tournai-Leuze-Peruwelz (Karte 44/3) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung von einem Freizeitgebiet, von Park-, Forst-, Grün- und Agrargebieten auf dem Gebiet der Gemeinden Antoing und Peruwelz gemäß der beigefügten Karte angenommen wird.

Art. 2 - Die folgende zusätzliche Vorschrift (gekennzeichnet "*" P.1") gilt in dem Parkgebiet, das nördlich des Kanals durch den vorliegenden Erlass in den Plan eingetragen wird.

«Das "*" P.1" gekennzeichnete Parkgebiet wird einem Golftrainingsgelände vorbehalten.»

Art. 3 - Die folgende zusätzliche Vorschrift (gekennzeichnet "*" P.2") gilt in dem Parkgebiet, das südlich des Kanals durch den vorliegenden Erlass in den Plan eingetragen wird.

«Das "*" P.2" gekennzeichnete Parkgebiet wird einer Golfbahn und ihren Nebenanlagen (Club House, technischen Räumen, usw.) sowie begrünten Parkflächen vorbehalten.»

Art. 4 - Die folgende zusätzliche Vorschrift (gekennzeichnet "*" P.3") gilt in den Parkgebieten, die nördlich und südlich des Kanals durch den vorliegenden Erlass in den Plan eingetragen werden.

«Das "*" P.3" gekennzeichnete Parkgebiet wird den Wasserflächen vorbehalten.»

Art. 5 - Die folgende zusätzliche Vorschrift (gekennzeichnet "*" L.1") gilt in dem Freizeitgebiet, das beiderseits des Kanals Nimy-Blaton-Péronnes durch den vorliegenden Erlass in den Plan eingetragen wird.

«Das "L.1" gekennzeichnete Freizeitgebiet wird einer Klausel über die Reversibilität der Zweckbestimmung als Forstgebiet unterworfen, und zwar bei Nichterfüllung des Projekts innerhalb von sieben Jahren ab dem Inkrafttreten der Revision des Sektorenplans.»

Art. 6 - Als alternative Ausgleichung wird das Folgende von der Regierung auferlegt:

- Schaffung eines direkten Zugangs nach der N52 durch die Schnellstraße für den mit der Bewirtschaftung der Sandgrube verbundenen Verkehr; die Finanzierung dieser Straße wäre ggf. nach Abzug des bezuschussten Teils vom Träger des Zentrums übernommen;

- Busbedienung zwischen den Bahnhöfen und dem Zentrum; die Finanzierung dieser Bedienungen wäre ggf. nach Abzug des Lasten des "TEC" gehenden Teils vom Träger des Zentrums übernommen;

- Bildung einer Partnerschaft in Form einer Vereinbarung zwischen der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt und einer VoE zur Aufwertung und Verwaltung der Domäne, um eine umweltbezogene Verwaltung der interessanten Biotope, die in der das Zentrum aufnehmenden Domäne vorhanden sind, zu gewährleisten, und einen Verwaltungsplan auszuarbeiten; das Europäische Zentrum für Natur- und Gleitsport wird eine jährliche Dotation der besagten VoE gewähren, deren Zusammensetzung, der räumliche Tätigkeitsbereich und die Tätigkeitsfelder, die Modalitäten für die administrative Verwaltung und die Dotation mit den Partnern zu bestimmen sein werden. Diese Vereinbarung wird spätestens am Tage der endgültigen Annahme der Abänderung des Sektorenplans Tournai-Leuze-Antoing der Regierung zur Genehmigung unterbreitet.

Art. 7 - Die Regierung nimmt den zum vorliegenden Erlass als Anlage beigefügten Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung an.

Art. 8 - Die Regierung beauftragt den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, den besagten Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung dem Regionalausschuss für Raumordnung, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, der Abteilung Natur und Forstwesen, dem Naturpark der Schelde-Ebenen und den betroffenen grenzüberschreitenden Behörden zur Begutachtung zu unterbreiten, und ihn ihr danach zur Annahme erneut vorzulegen.

Namur, den 27. April 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage

Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz im Hinblick hauptsächlich auf die Eintragung eines Freizeitgebiets und eines Parkgebiets in Antoing.

Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung über den Sektorenplan

1. Der durch Erlass der Wallonischen Regierung vom / / 2006 angenommene Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans TOURNAI-LEUZE-PERUWELZ umfasst die Eintragung auf dem Gebiet der Gemeinde ANTOING:

- von Freizeitgebieten mit ca. 110 ha, die hauptsächlich für die Aufnahmestrukturen (Parkfläche, Restaurant, usw.), das Gleitzentrum, den Wasserpark, die Wohnstrukturen, usw. dienen werden

- von Parkgebieten, die für die Anlage eines Golfplatzes, von Wohngelegenheiten in den Bäumen und Grüngeländen bestimmt sind, die in der Sorge um die landschaftliche Schönheit gebaut werden. Dieses Gebiet hat eine Fläche von ca. 64 ha;

- von Forstgebieten, die den nicht bewirtschafteten Teil der Sandgrube betreffen, oder die gleichzeitig die Teilabholzung ausgleichen und die bereits vorhandene Forstumgebung bestärken;

- von Grüngeländen, die erlauben werden, eine globale Verwaltung der bereits bestehenden Grüngeländen zu gewährleisten;

- von Wasserflächen, die die bereits bestehende aquatische Umwelt bestärken werden;

- von kleinen Agrargebieten.

2. Umfang der Umweltverträglichkeitsprüfung und Genauigkeit der Informationen (Art. 42 Absatz 2 des CWATUP).

2.1. Umfang.

Die Eintragung von Gebieten für Wasserflächen, von Agrargebieten, Forstgebieten, Grüngeländen entspricht entweder dem Willen, Sachlagen zu bestätigen und zu bestärken (bereits bestehendes Umfeld: Wälder, Feucht- oder Grüngelände), oder dem Willen, Gebiete einzutragen, die eine Sorge um landschaftliche Schönheit erfüllen.

Da diese neuen Zweckbestimmungen keine Gefahr von bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt mit sich bringen, wird sich die in Anwendung von Artikel 42, Absatz 1 des Gesetzbuches durchzuführende Umweltverträglichkeitsprüfung nur beziehen auf:

- die Freizeitgebiete;

- die Parkgebiete.

2.2. Genauigkeit der Informationen.

Das nachstehend gewählte Sonderlastenheft bildet ein Musterdokument, dessen Genauigkeit als ausreichend hinsichtlich von Artikel 42 des Gesetzbuches betrachtet wird.

Unter Berücksichtigung der Spezifität des Vorentwurfs erweist es sich als nützlich, zwei verschiedene Methoden für die Einschätzung der Bedürfnisse (Phase B) zu verwenden.

Die Prüfung der Merkmale hinsichtlich der Bevölkerung, der Sozialwirtschaft und der Umwelt erfolgt im Maßstab eines Gebiets, das für die zwei gewählten Analysemaßstäbe geeignet ist: mesogeographische Ebene eines Bezugsgebiets (Phase C), mikrogeographische Ebene eines Gebiets für die Untersuchung der Empfindlichkeiten und Einschränkungen hinsichtlich der Umwelt (Phase D).

Schließlich werden die Faktoren der Abänderung des Umfelds und die Komponenten der Sach- und Rechtslage in der Anlage aufgestellt, und die Autoren der Umweltverträglichkeitsprüfung haben die Verpflichtung, in der Analyse nur diejenigen zu behalten, die sich als relevant erweisen.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung des Plans wird möglichst viele Informationen enthalten müssen, die für die Schätzung der Auswirkungen der Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz verlangt werden.

Phase A. Beschreibung und Analyse des Gegenstands, der ziele und der Begründungen des Vorentwurfs des Abgeänderten Plans

A.1. Beschreibung.

Hier geht es ausschließlich darum, ohne kritische Analyse den Gegenstand, die Ziele und die Begründungen der Wallonischen Regierung zu erklären, wie sie in dem Erlass, durch den der Vorentwurf des abgeänderten Plans angenommen wird, erscheinen.

(Entspricht dem Punkt 1° partim von Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches).

A.1.1. Gegenstand der Revision.

Beschreibung der Abänderung des Sektorenplans (Zweckverwendungsgebiete, Hauptinfrastrukturen und Umkreise) und einschlägige kartographische Darstellung

Beschreibung der zusätzlichen Vorschriften (Art. 23 Abs. 2 2°) und andere Raumordnungsmaßnahmen (Art. 23 Abs. 2 3°), die im Vorentwurf vorgesehen sind (siehe Anlage A)

A.1.2. Identifizierung und Erläuterung der Ziele des Vorentwurfs.

Unter Zielen des Vorentwurfs versteht man die Ziele, die die Wallonische Regierung bei der Erstellung des Vorentwurfs des abgeänderten Sektorenplans verfolgt.

A.1.3. Identifizierung und Erläuterung der Begründungen des Vorentwurfs.

Unter Begründungen des Vorentwurfs versteht man die Gründe, aus welchen die Erstellung des Vorentwurfs für die Erreichung der Ziele unerlässlich ist.

A.2. Analyse.

Hier geht es darum, eine erste Analyse der Kohärenz der Ziele des Vorentwurfs des abgeänderten Sektorenplans hinsichtlich der regionalen Optionen vorzunehmen.

Es ist zu bemerken, dass die kritische Analyse der Begründungen des Vorentwurfs in diesem Stadium nicht möglich ist. Sie wird zum allgemeinen Abschluss (Phase F) gemacht, wenn die gesamten Bewertungselemente verfügbar sind.

A.2.1. Überprüfung der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den regionalen Optionen.

Es soll überprüft werden, ob die Ziele des Vorentwurfs mit den Optionen vereinbar sind, die in den regionalen Orientierungsdokumenten vorgestellt werden:

- im Entwicklungsplan des regionalen Raums: Projekt der räumlichen Struktur und Raumordnungsgrundsätze;
- im Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung;
- im Vertrag für die Zukunft;
- in der regionalpolitische Erklärung...

In diesem Punkt werden die Verknüpfungen zwischen dem Vorentwurf des Planes und den sonstigen relevanten Plänen und Programmen (Art. 42 Abs. 2 1° partim des Gesetzbuches) festgestellt und die relevanten Ziele des Umweltschutzes hinsichtlich des Vorentwurfs identifiziert (Art. 42 Abs. 2 7° des Gesetzbuches).

A.2.2. Billigung der Art der Zoneneinteilung/Infrastruktur, die im Vorentwurf eingetragen ist.

Es soll überprüft werden, ob die Art des Gebiets oder der Infrastruktur, die im Vorentwurf eingetragen ist, für die von der Wallonischen Regierung verfolgten Ziele geeignet ist.

A.2.3. Überprüfung der Übereinstimmung des Vorentwurfs mit den geltenden Regelungen.

Es soll überprüft werden, ob der Vorentwurf mit den geltenden Regelungen, insbesondere mit Artikel 46 des CWATUP übereinstimmt.

A.2.4. Identifizierung/Billigung des Bezugsgebiets.

Auf "mesograpischer" Ebene der Einschätzung der Bedürfnisse (unter Vorbehalt der nachstehend aufgeführten Erwägungen) und der Standortwahl entspricht das Bezugsgebiet global dem, was in Artikel 42 Abs. 2, 3 des CWATUP "betroffenes Gebiet" genannt wird. Es ist das Gebiet, auf welchem die Überlegung beruhen muss, um die Relevanz der Abänderung des Sektorenplans auf dieser Ebene zu überprüfen. Es muss also je nach den Zielen der Revision und der Art des betroffenen Gebiets oder betroffenen Infrastruktur unterschiedlich sein.

Zwei Möglichkeiten sind zu unterscheiden:

- das Bezugsgebiet wird in dem Erlass der Regierung bestimmt; in diesem Fall muss der Umweltverträglichkeitsprüfer seine Relevanz überprüfen;
- wenn es keine territoriale Referenz im Vorentwurf gibt, so muss der Umweltverträglichkeitsprüfer ein Bezugsgebiet vorschlagen.

Wenn das Ziel der Regierung darin besteht, Raumbedürfnissen für eine gegebene Zweckbestimmung auf einem gegebenen Gebiet entgegenzukommen (Bedarf an einem Gewerbegebiet innerhalb einer Arbeitsmarktregion, an einem Wohngebiet innerhalb einer Gemeinde, an einem Freizeitgebiet innerhalb eines touristischen Tals, usw.) und wenn infolgedessen das im Sektorenplan einzutragende Gebiet innerhalb dieses Gebiets gelegen sein muss, ist das Bezugsgebiet gleichzeitig das Gebiet, für welches die Bedürfnisse eingeschätzt werden (Punkt B), und das Gebiet, innerhalb dessen nach Varianten für die Standortwahl gesucht wird (Punkt C).

Wenn das Ziel der Regierung darin besteht, die Ansiedlung oder die Entwicklung auf einem gegebenen Gelände eines bestimmten Projekts zu erlauben, und es daher nicht zweckmäßig ist, den Begriff "Raumbedürfnissen für ein gegebenes Gebiet" zu verwenden, so ist das Bezugsgebiet nur das Gebiet, für welches Varianten für die Standortwahl gesucht werden, und erfolgt die Einschätzung der Bedürfnisse auf der Grundlage einer Entwicklungsperspektive, die in einem geeigneteren Maßstab erstellt wird (internationaler Einzugsbereich, zum Beispiel).

Der Projektautor wird die ausgewählte Methode zur Identifizierung oder Billigung des Bezugsbereichs beschreiben.

A.2.5. Synthese.

Insbesondere Hervorhebung der Ziele des Vorentwurfs angesichts deren Vereinbarkeit mit den regionalen Herausforderungen und Schlussfolgerungen bezüglich des Bezugsgebiets.

Phase B. Billigung der Sozialwirtschaftlichen Bedürfnisse zur Begründung des Vorentwurfs

B.1. Vorentwurf.

B.1.1. Einschätzung der Nachfrage und Erstellung von Entwicklungsperspektiven für die lokalen wirtschaftlichen Aktivitäten. Beschreibung der menschlichen und sozialwirtschaftlichen Merkmale des Bezugsgebiets - Identifizierung des Potenzials (Trümpfe und Möglichkeiten) und der menschlichen und sozialwirtschaftlichen Belastungen (Schwächen und Gefährdungen). Nur die Elemente, die hinsichtlich des Vorentwurfs relevant sind, müssen in Betracht gezogen werden.

B.1.2. Auswirkungen der unter B.1.1. bestimmten Entwicklungsperspektiven auf die Natur und die Dimensionierung der für die verschiedenen Aktivitäten notwendigen Flächen.

Identifizierung der Kriterien für die Standortwahl, die den Zielen des Vorentwurfs zum Sektorenplan, den regionalen Optionen und den geltenden Regelungen entsprechen.

Identifizierung und Einschätzung des relevanten Angebots (= das den Kriterien für die Standortwahl entspricht) innerhalb des Bezugsgebiets.

B.1.3. Schlussfolgerung über die Unmöglichkeit (oder die Möglichkeit), das in Punkt B.1.2. gebilligte Projekt beim heutigen Stand des Sektorenplans zu verwirklichen.

Phase C. Billigung der Standortwahl

Hier geht es darum, im Maßstab des Bezugsgebiets die Standortwahl für das Projekt zu billigen oder nicht:

- angesichts der regionalen Optionen, die Anwendung auf dieses Gebiet finden;
 - unter Berücksichtigung der Kriterien für die Standortwahl, die in der Phase B identifiziert worden sind oder im Laufe der Phase C (unter Berücksichtigung der Ziele des Vorentwurfs, der Grundsätze der Raumordnung und der geltenden Regelungen) zu identifizieren sind;
 - unter Berücksichtigung des menschlichen, sozialwirtschaftlichen und umweltbezogenen Potenzials und der menschlichen, sozialwirtschaftlichen und umweltbezogenen Belastungen des besagten Gebiets;
 - und ggf innerhalb dieses Gebiets, Varianten für die Standortwahl zu suchen, die diesen Elementen entsprechen.
- (Entspricht teilweise dem Punkt 11° von Art. 42, Abs. 2 des Gesetzbuches - s. ebenfalls Phasen D und E)

C.1. Analyse der Merkmale des Bezugsgebiets hinsichtlich der Bevölkerung, der Sozialwirtschaft und der Umwelt.

Es handelt sich um die Bestimmung auf "meso"-Ebene der Merkmale des Bezugsgebiets hinsichtlich der Bevölkerung, der Sozialwirtschaft und der Umwelt. Es geht darum, sein Potenzial (Trümpfe und Möglichkeiten) und Belastungen (Schwächen und Gefährdungen) für die Eintragung der geplanten Gebiete hervorzuheben und eine kartographische Zusammenfassung davon zu erstellen.

(Entspricht dem Punkt 3° partim von Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches)

Es wird besondere Aufmerksamkeit auf die Gebiete gelegt, die eine besondere Bedeutung für die Umwelt aufweisen, wie z.B. die gemäß den Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG bestimmten Gebiete (Punkt 5° von Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches) und, wenn der Vorentwurf die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von durch die Öffentlichkeit besuchten Gebieten oder Infrastrukturen vorsieht, wird auf das Bestehen von Betrieben geachtet, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EG verbunden sind. (Punkt 6° partim von Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches)

C.2. Räumliche Darstellung der großen regionalen Optionen.

Hier geht es darum, die in den regionalen Orientierungsdokumenten für das Bezugsgebiet gewählte Vorstellung zu übersetzen und eine kartographische Zusammenfassung davon zu erstellen. Insbesondere sind die folgenden Dokumente zu analysieren:

- der Entwicklungsplan des regionalen Raums, insbesondere das Projekt der räumlichen Struktur;
- der Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung;
- der Vertrag für die Zukunft;
- die regionalpolitische Erklärung.

Dieser Punkt gilt als Beitrag zur Verbindung zwischen dem Vorentwurf des Planes und den anderen Plänen und den relevanten Programmen auf der Ebene des Bezugsgebiets (Art. 42 Abs. 2 1° partim des Gesetzbuches).

C.3. Erinnerung/Identifizierung der Kriterien für die Standortwahl.

Hier geht es darum, auf die Kriterien für die Standortwahl, die in der Phase B (B.2.2.1. im vorliegenden Fall) festgestellt worden sind, erneut hinzuweisen, oder, wenn es nicht gemacht wurde, sie unter Berücksichtigung der Ziele des Vorentwurfs, der Grundsätze der Raumordnung und der geltenden Regelungen zu identifizieren.

C.4. Billigung der Standortwahl für den Vorentwurf.

Hier geht es darum, die Relevanz der Standortwahl für den Vorentwurf des abgeänderten Sektorenplans hinsichtlich der in der Phase B oder unter dem vorerwähnten Punkt C.3. bestimmten Kriterien für die Standortwahl, der Analyse der Merkmale des Bezugsgebiets (C.1.) und der großen regionalen Optionen, die darauf Anwendung finden (C.2.), zu überprüfen.

C.5. Wahl von Standortvarianten.

Falls das Studienbüro der Ansicht ist, dass die Suche nach Standortvarianten nicht berechtigt ist, so muss es seine Stellung ernsthaft begründen.

Hier geht es darum, Standortvarianten für den Vorentwurf zu suchen und zu wählen, und zwar unter Anwendung auf das Bezugsgebiet der in der Phase B oder unter dem vorerwähnten Punkt C.3. bestimmten Kriterien für die Standortwahl und unter Berücksichtigung der Analyse der Merkmale des Bezugsgebiets (C.1.) und der großen regionalen Optionen, die darauf Anwendung finden (C.2.).

Wenn nötig kann dieser Vorgang in zwei Phasen erfolgen:

- Suche nach möglichen Geländen für die Standortvarianten;
- Wahl von Standortvarianten unter diesen potentiellen Geländen.

C.6. Einschätzung der Kosten und der Fristen für die Durchführung des Vorentwurfs und seiner Standortvarianten.

In diesem Punkt müssen insbesondere die Kosten, die zu Lasten der privaten Träger gehen, von denjenigen, die zu Lasten der Gemeinschaft gehen (MET, Versorgungsgesellschaften, Gemeinden, Interkommunalen, usw.) unterschieden werden.

C.7. Synthese: Vergleich des Vorentwurfs zum Plan und seiner Standortvarianten

Dieser Vergleich beruht auf einer Tabelle, in der alle Vorteile und Nachteile des Vorentwurfs und seiner verschiedenen Standortvarianten aufgelistet werden, insbesondere für die folgenden Elemente:

- regionale Optionen, die auf das Bezugsgebiet Anwendung finden;
- Kriterien für die Standortwahl (Eingliederung der Zielen des Vorentwurfs, der Grundsätze der Raumordnung und der geltenden Regelungen);
- menschliches, sozialwirtschaftliches und umweltbezogenes Potenzial und menschliche, sozialwirtschaftliche und umweltbezogene Belastungen des besagten Gebiets;
- Kosten und Fristen.

Phase D. Billigung der Abgrenzung und der Durchführung

Auf Mikroebene gibt es Anlass, die Abgrenzung und die Durchführung des Vorentwurfs und jeder Standortvariante infolge der ausführlichen Analyse deren Untersuchungsgebiets näher zu bestimmen. Wenn mehrere Standortvarianten am Ende der Phase C ausgewählt werden, muss die Phase D also für jede dieser Standortvarianten wiederholt werden. Das Untersuchungsgebiet ist das Gebiet, das durch den Vorentwurf oder eine Standortvariante betroffen oder Belastungen hinsichtlich der geplanten Ansiedlung aufweisen könnte. Es kann also je nach dem in Erwägung gezogenen Element der bestehenden Lage unterschiedlich sein, da es von der Natur des berücksichtigten Elements des Umfelds (mehr oder weniger empfindlich gegen die mit dem Projekt verbundenen Änderungsfaktoren des Umfelds) der oder der berücksichtigten Belastung abhängt.

(Entspricht teilweise dem Punkt 11° von Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches - s. ebenfalls Phasen C und E)

D.1. Identifizierung der mit dem Projekt verbundenen Änderungsfaktoren des Umfelds.

Es gibt Anlass, die Komponenten des Projekts zu identifizieren, die die Umwelt stören könnten, und sie (nach drei Graden zum Beispiel: starke, mittlere und schwache Störung) nach der Tragweite dieser Störungen in drei Stadien hierarchisch einzuteilen:

- Ausrüstung des Gebiets und Bau der Anlagen;
- Betriebsphase der Aktivitäten;
- spätere Phase der Sanierung des Betriebsgeländes.

Die zu untersuchenden störenden Komponenten der Umgebung werden in der Anlage D.1. — jedoch nicht ausführlich - aufgeführt.

D.2. Beschreibung der bestehenden Rechtslage.

Die zu berücksichtigenden Elemente der Rechtslage sind diejenigen, die unter den Folgen der unter D.1. identifizierten Änderungsfaktoren der Umgebung leiden können, die als "Empfindlichkeiten der Umgebung" (Punkt 4° von Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches) gekennzeichnet werden, oder die Belastungen für die geplante Ansiedlung darstellen. Sie müssen Gegenstand einer kartographischen Darstellung sein.

Auf die Gebiete, die eine besondere Bedeutung für die Umwelt aufweisen, wie z.B. die gemäß den Richtlinien 79/40/EWG und 92/43/EWG bestimmten Gebiete (Punkt 5° von Art. 42, Abs. 2 des Gesetzbuches) wird eine besonders geachtet.

Die Anlage D.2. stellt einen nicht ausführlichen Inhalt einer bestehenden Rechtslage vor.

D.3. Beschreibung der bestehenden Sachlage.

Die zu berücksichtigenden Elemente der Sachlage sind diejenigen, die unter den Folgen der unter D.1. identifizierten Änderungsfaktoren der Umgebung leiden können, die als "Empfindlichkeiten der Umgebung" (Punkt 4° von Art. 42, Abs. 2 des Gesetzbuches) gekennzeichnet werden, oder die Belastungen für die geplante Ansiedlung darstellen. Sie müssen Gegenstand einer kartographischen Darstellung sein.

Es wird eine besondere Aufmerksamkeit auf die Gebiete gelegt, die eine besondere Bedeutung für die Umwelt aufweisen, wie z.B. die gemäß den Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG bestimmten Gebiete (Punkt 5° von Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches) und, wenn der Vorentwurf die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von durch die Öffentlichkeit besuchten Gebieten oder Infrastrukturen betrifft, wird auf das Bestehen von Betrieben geachtet, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EG (Punkt 6° partim von Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches) verbunden sind.

Es wird eine besondere Aufmerksamkeit ebenfalls der Eintragung von Gebieten geschenkt, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die ein bedeutendes Risiko für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EG (Punkt 6° partim von Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches) aufweisen.

Es wird ebenfalls Anlass geben, die wahrscheinliche Entwicklung der Umweltlage zu untersuchen, wenn der Plan nicht ausgeführt wird (Punkt 3° partim von Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches).

D.4. Darstellung der Varianten für die Abgrenzung und die Durchführung.

Hier geht es darum, aufgrund der unter D.2. und D.3. bestimmten Empfindlichkeiten und Belastungen eine erste Identifizierung der Varianten für die Abgrenzung und die Durchführung des Vorentwurfs und ggf. der am Ende der Phase C ausgewählten Standortvarianten vorzunehmen. Die Varianten zielen insbesondere darauf ab, die Auswirkungen auf die Umwelt zu verringern und die Belastungen für die Ansiedlung zu berücksichtigen. Nach Einschätzung der Auswirkungen auf die Umwelt der hier identifizierten Varianten wird dasselbe für Punkt D.6. gemacht.

Die Varianten der Abgrenzung sind Varianten des Umkreises des Gebiets.

Die Varianten der Durchführung betreffen die zusätzlichen Vorschriften oder sonstigen denkbaren Raumordnungsmaßnahmen (siehe Anlage A).

D.5. Einschätzung der voraussichtlichen, bedeutsamen Ein- und Auswirkungen in den verschiedenen Stufen der Verwirklichung der Varianten für die Abgrenzung und die Durchführung.

(Entspricht den Punkten 8° und 9° von Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches).

In diesem Teil geht es darum, die störenden Komponenten der unter D.4. bestimmten Varianten mit den in den Punkten D.2. und D.3. erwähnten Empfindlichkeiten der Umgebung zu verbinden, um die voraussichtlichen bedeutsamen Ein- und Auswirkungen (kumulative, synergische, kurz-, mittel- und langfristige, ständige und zeitweilige, sowohl positive als negative Nebenwirkungen) auf die Umwelt sowie auf die Agrar- und Forstaktivität herauszustellen.

Diese Analyse muss in drei Stadien ausgeführt werden:

- Ausrüstung des Gebiets und Bau der Anlagen;
- Betriebsphase der Aktivitäten;
- spätere Phase der Sanierung des Betriebsgeländes.

Durch diese Analyse wird festgestellt werden können, ob die im Vorentwurf und in seinen Varianten (Standort-/Abgrenzungs-/Durchführungsvarianten) vorgeschlagene Raumgestaltung eine Gefahr von bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt in den Nachbarregionen mit sich bringt, im Hinblick auf die eventuelle Anwendung der Bestimmungen von Artikel 43 § 2 des Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 3. Februar 2005 abgeänderten Fassung.

D.5.1. Identifizierung der hauptsächlichen Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt.

Die zu untersuchenden Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt werden in der Anlage D.5. aufgelistet.

D.5.2. Vergleich der Varianten.

Erstellung einer synoptischen Tabelle zum Vergleich der verschiedenen Abgrenzungs-/Durchführungsvarianten je nach deren Auswirkungen auf die Umgebung.

D.6. Untersuchung der zu treffenden Maßnahmen, um die negativen Auswirkungen der Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten zu verringern.

(Entspricht dem Punkt 10° von Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches).

D.6.1. Vorstellung der zu treffenden Maßnahmen.

Es geht darum, die zu treffenden Maßnahmen zu bestimmen, um die negativen Auswirkungen der verschiedenen unter Punkt D.4. identifizierten Abgrenzungs- oder Durchführungsvarianten zu verringern.

Es kann sich handeln um:

- die Anpassung von Nachbargebietseinteilungen;
- zusätzliche Vorschriften;
- sonstige Raumordnungsmaßnahmen.

D.6.2. Effizienz der Maßnahmen und Einschätzung des (nicht reduzierbaren) Restimpacts jeder Variante.

D.6.3. Vergleich der verschiedenen Varianten.

D.7. Einschätzung der Kosten und Fristen für die Verwirklichung der verschiedenen Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten.

Die ursprünglich unter D.4. identifizierten Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten werden ebenfalls eingeschätzt.

Phase E. Synthese der Einschätzung

(Entspricht teilweise dem Punkt 11° von Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches).

Erstellung einer Vergleichstabelle mit den Vor- und Nachteilen der in der Phase D bestimmten verschiedenen Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten für den Vorentwurf und die in der Phase C ausgewählten Standortvarianten.

Kommentare über diese Tabelle hinsichtlich der Einhaltung von Artikel 1, § 1 des Gesetzbuches (Punkt 2° von Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches) und der Berücksichtigung der unter Punkt A.2.1. identifizierten Ziele des Umweltschutzes (Punkt 7° partim von Art. 42 Abs. 2 des Gesetzbuches), einschließlich der kritischen Analyse der Begründungen des Vorentwurfs.

Durch diese Synthese wird festgestellt werden können, ob die im Vorentwurf des Planes und in seinen Varianten (Standort-/Abgrenzungs-/Durchführungsvarianten) vorgeschlagene Raumgestaltung eine Gefahr von bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt in den Nachbarregionen mit sich bringt, im Hinblick auf die eventuelle Anwendung der Bestimmungen von Artikel 43 § 2 des Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 3. Februar 2005 abgeänderten Fassung.

Phase F. Ergänzungen

F.1. Beschreibung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten.

(Punkt 12° von Art. 42 Abs. 2).

Es geht darum, die spezifischen Elemente der Bewertungsmethode zu beschreiben und die insbesondere bei der Sammlung der Informationen und in den Methoden zur Einschätzung der Bedürfnisse angetroffenen Schwierigkeiten zu erklären.

F.2. Grenzen der Studie.

Es handelt sich um die Punkte der Studie, die in den Umweltverträglichkeitsprüfungen über konkrete Projekte gründlicher untersucht werden müssten.

F.3. In Betracht gezogene Maßnahmen zur Überwachung der bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt der Durchführung des Vorentwurfs zum abgeänderten Sektorenplan.

(Punkt 13° von Art. 42 Abs. 2).

Ziel ist es, frühzeitig die unvorhergesehenen negativen Auswirkungen zu identifizieren, so dass die geeigneten Berichtigungsmaßnahmen getroffen werden können.

Es geht darum, die bedeutsamen Auswirkungen aufzulisten, Überwachungsindikatoren bezüglich dieser Auswirkungen, ihr Berechnungsverfahren, die verwendeten Daten und deren Quellen sowie Schwellenwerte vorzuschlagen.

Anlage A

Zusätzliche Vorschriften und sonstige Raumordnungsmaßnahmen.

Die in Artikel 23 Abs. 2 2° des Gesetzbuches erwähnten zusätzlichen Vorschriften werden in Artikel 41 bestimmt und können insbesondere das Folgende betreffen:

- 1° genauere Zweckbestimmung der Gebiete;
- 2° Phasierung deren Belegung;
- 3° Umkehrbarkeit der Zweckbestimmungen;
- 4° Bau- oder Wohnungsdichte;
- 5° Pflicht, einen kommunale Raumordnungsplan vor deren Verwertung zu erstellen;
- 6° Pflicht, eine vorherige kommunalen Städtebauordnung zu erstellen oder aber jede andere Art Vorschrift städtebaulicher Art oder betreffend den Plan.

Die in Artikel 23 Abs. 2 3° des Gesetzbuches sonstigen Raumordnungsmaßnahmen betreffen insbesondere:

- die innerhalb und außerhalb der Gelände geplanten Ausrüstungen (Infrastrukturen für den Transport, für Wasser-, Gas-, Stromzuleitung, für Entwässerung/Klärung);
- Vorrichtungen zur Umweltverwaltung und Verringerung der Auswirkungen (Klärstation, Regenauffangbecken, usw.);
- Maßnahmen zur landschaftlichen Integration.

Anlage D.1.

Störende Komponenten für die Umgebung.

Störende Komponenten im Zusammenhang mit der Mobilisierung oder dem Verbrauch der natürlichen Ressourcen.

- Immobilisation von Boden und Unterboden (Gewinnung von Boden und Unterboden im Verhältnis zu anderen bestehenden und potentiellen menschlichen Aktivitäten);
- Wasserverbrauch.

Störende Komponenten infolge der durch die Aktivitäten entstehenden Abfälle und Emissionen.

- Lärm.
- Feste, flüssige und gasförmige Ausstöße, Abfälle.

Störende Komponenten oder Risiken in Verbindung mit der Lagerung von Produkten.

- Rohstoffe, Prozessstoffe, Produkte, Unterprodukte und Abfälle. ...

Störende Komponenten in Verbindung mit der Mobilisierung von Infrastrukturen und öffentlichen Einrichtungen innerhalb und außerhalb des Geländes.

- Mobilisierung des Straßennetzes - Verkehr;
- Mobilisierung der Parkflächen;
- Mobilisierung der Leitungsausrüstung (Berechtigte: Wasser, Strom, Pipeline, usw.);
- Mobilisierung der Infrastrukturen zur Abwassersammlung und -klärung.

Anlage D.2.

bestehende Rechtslage.

Es gibt Anlass, insbesondere die folgenden Elemente hervorzuheben:

- vorschriftsmäßige Umkreise und Raumordnungsgebiete:
dezentralisierte Gemeinde und/oder Gemeinden, die eine kommunale Städtebauordnung angenommen haben, Umkreise von kommunalen Raumordnungsplänen, Gemeindekanalisationsplan, Bereiche der Anwendung der allgemeinen Bauordnung für ländliche Gebiete, usw.
- territoriale Elemente, die einer besonderen Regelung unterworfen sind:
Rechtsstellung der Straßennetze und Verkehrsverbindungen, Rechtsstellung der Wälder und Forste, Autonomes Netz langsamer Wege, usw.
- Genehmigungsgebiete mit Einschränkung des Zivilrechts:
bestehende Parzellierungsgebiete, Umkreise, für welche eine Beihilfe des Katastrophenfonds erteilt worden ist, Immobiliengüter, die dem Vorkaufsrecht unterworfen sind, Immobiliengüter, die einer Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken unterworfen sind, usw.
- Gebiete, die mit der Politik der operativen Planung verbunden sind:
Flurbereinigungsgebiete, Umkreise der städtischen Neubelebung, Stadterneuerungsbereiche, bevorzugte Initiativgebiete, usw.
- Erbebezogene Umkreise und Gebiete:
unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften, einschließlich der archäologischen Ausgrabungen, Denkmalerbe von Belgien, bemerkenswerte Bäume und Hecken, usw.
- Umkreise mit Umwelteinschränkungen
- Umkreise von landschaftlichem Interesse:
Im Sektorenplan eingetragene Abgrenzung der Umkreise von landschaftlichem Interesse.

Anlage D.3.**bestehende Sachlage.**

biophysischer Lebensraum.

- Luft und Klima (u.a. Windrichtung)
- Oberflächen- und Grundwasser
- Boden und Unterboden (einschließlich Relief und Identifizierung der zu schützenden Vorkommen mit großem wirtschaftlichem oder erbebezogenem Wert)
- Biotope
- Naturrisiken und geotechnische Belastungen, denen das Untersuchungsgebiet unterworfen ist:
- Hochwasser;
- Karsterscheinung;
- bergbauliche Gefahr;
- Felssturz;
- Erdbeben;
- seismische Gefahr;
- Umkreise mit landschaftlichem Interesse (unter Berücksichtigung der Hauptzüge der Landschaft und der Existenz von bemerkenswerten Ausblicken)

menschlicher Lebensraum.

- Akustische und Geruchsstimmung;
- Lokalisierung des Siedlungswesens, architektonische urbanistische und morphologische Struktur der Bausubstanz und der öffentlichen Flächen;
- Kultur- und Naturerbe;
- Landschaft und visuelle Stimmung;
- Infrastrukturen und Ausrüstungen;
- Langsame Verkehrswege;
- Bestehen von Immobiliengütern oder eines geschützten Gebiets;
- Öffentliches Verkehrsmittelnetz und Häufigkeit - Zugänglichkeitskarten.

Menschliche Aktivitäten.

- Natur und Eigenschaften der aktuellen und potentiellen Aktivitäten (im Rahmen des heutigen Sektorenplans);
- Empfindliche soziokulturelle Ausrüstungen;
- Sonstige menschliche Beschäftigungen, die gegen störende Aktivitäten empfindlich sind;
- Agrartätigkeiten;
- Sonstige wirtschaftliche Aktivitäten.

Anlage D.5.

- Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt
- Ein- und Auswirkungen auf Luft und Klima
- eventuelle Störung des Mikroklimas durch Gebäude großer Höhe (fallender Schatten, Turbulenzeffekt am Fuß der Gebäude großer Höhe, usw.);
- Eventueller Beitrag zur Bildung von Nebel durch Ausstöße von Staub in die Atmosphäre in günstigen Bedingungen für die Streuung.

Ein- und Auswirkungen auf Oberflächenwasser und Grundwasser.

- Mit der Abdichtung des Bodens durch die Gebäude und Bodenanlagen (Straßen und Parkflächen) verbundene Veränderungen des hydrogeologischen Systems der Grundwasserleitschichten und des hydrologischen Systems der Wasserläufe;
- Mit der Ableitung von Regen- und geklärtem Abwasser verbundene Veränderungen der chemischen, mikrobiologischen Qualität und des Trübungsgrads der Wasserläufe;
- Veränderungen des Regimes der Wasserläufe, die auf Austragung von Regen- und geklärtem Abwasser zurückzuführen sind;
- Gefahr einer unfallbedingten Verschmutzung, die insbesondere mit der Lagerung von Produkten oder Abfällen verbunden ist;
- Mögliche Mobilisierung der nahen Wasserressourcen durch Entnahmen;
- Karstregime und Einstürzen infolge des Abpumpens der Grundwasserschichten.

Ein- und Auswirkungen auf den Boden und den Unterboden.

- Nicht rückgängig zu machende Immobilisierung des Bodens und des Unterbodens infolge des Baus von Gebäuden und der Einrichtungen am Boden durch Straßen und Parkflächen;
- Gefahr einer unfallbedingten Verschmutzung des Bodens, die insbesondere mit der Lagerung von Produkten oder Abfällen verbunden ist;
- Karstisches Einstürzen und/oder Bergwerkseinstürzen mit bedeutenden Risiken.

Ein- und Auswirkungen auf die Fauna und Flora.

- Vernichtung und/oder Zersplitterung der Biotope infolge des Baus von Gebäuden und der Einrichtungen am Boden und der Veränderung des Bodenreliefs;
- Beeinträchtigung der Ökotope durch gasförmige, flüssige oder feste Schadstoffe;
- Störung der Fauna infolge der Aktivitäten (Lärm, Bewegungen, usw.);
- Auswirkungen auf die Gebiete mit besonderer Bedeutung für die Umwelt, wie diejenigen, die gemäß den Richtlinien 79/409/EWG (Erhaltung der wildlebenden Vogelarten) und 92/43/EWG (Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen = Natura 2000-Netz) bezeichnet worden sind.

Ein- und Auswirkungen auf die Gesundheit und Sicherheit des Menschen.

- Beschädigung der Gesundheit durch den Lärm, der von den Fahrzeugen, die die Strecke benutzen, insbesondere von Motorrädern, und von der Zunahme des Verkehrs erzeugt wird;
- Beschädigung der Gesundheit, die mit dem Ausstoßen von Luftschadstoffen verbunden ist;
- Gefährdung der Sicherheit, die mit der Zunahme des Verkehrs von Motorrädern, PKW und LKW auf dem Verkehrsnetz verbunden ist;
- Schwingungen infolge der Unternehmensprozesse (Sieb, Zerkleinerer, Mühlen, usw.)

Ein- und Auswirkungen auf die Annehmlichkeit der Lebensbedingungen.

- Beeinträchtigung der Geruchsstimmung durch das Ausstoßen von gasförmigen Schadstoffen oder von Abfällen;
- Beeinträchtigung der akustischen Stimmung durch laute Aktivitäten und die Zunahme des Verkehrs;
- Beeinträchtigung der optischen Qualität infolge der Baukörperform oder der architektonischen und städtebaulichen Komposition der zukünftigen Gebäude sowie der wahrscheinlichen Veränderung des Bodenreliefs für deren Bau.

Ein- und Auswirkungen auf die Sach- und Erbwerte.

- Schädigung der Immobilien Erbwerte durch atmosphärische Ausstöße aus bestimmten verschmutzenden Industrien;
- Schädigung von eventuellen archaischen Stätten.

Ein- und Auswirkungen auf die Mobilität, den Verkehrsnetz und die Infrastrukturen.

- Modale Verkehrsverteilung.
- Ungeeignete Mobilisierung der Straßeninfrastrukturen mit Auswirkungen auf den Verkehrsfluss.
- Störung durch eine ungeeignete Belastung für die Dauerhaftigkeit des Wasserklärungsnetzes.
- Überbelastung der Strom-, Gas- und Kommunikationsnetze.

Ein- und Auswirkungen auf die Aktivitäten.

- Auswirkungen auf die auf dem Gelände des Vorentwurfs bereits bestehenden primären Aktivitäten (Land-, Forstwirtschaft) infolge der Mobilisierung der Ressource Boden und Unterboden.
- Auswirkungen auf bestimmte Bodennutzungen und ständige oder gelegentliche empfindliche Aktivitäten (Aufenthalte, Tourismus, usw.), die mit eventuellen Lärm- und Geruchsbelastungen verbunden sind.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. April 2006, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Tournai-Leuze-Peruwelz (Karte 44/3) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung von einem Freizeitgebiet, von Park-, Forst-, Grün- und Agrargebieten in Antoing und Peruwelz und der Inhaltswurf der Umweltverträglichkeitsprüfung angenommen werden.

Namur, den 27. April 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 2568

[2006/202101]

27 APRIL 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (blad 44/3), tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opneming van een recreatiegebied, parkgebieden, bosgebieden, groengebieden en landbouwgebieden te Antoing en Péruwelz en het inhoudelijk ontwerp van milieueffectonderzoek

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium, inzonderheid op de artikelen 19, 22 tot 29, 32, 35 tot 37, 39, 41 en 42 tot 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan goedgekeurd door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 24 juli 1981, gedeeltelijk gewijzigd bij een besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 juli 1991 (opneming van het tracé van de hogesnelheidslijn) en bij het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2003 (uitbreiding van de zandgroeve Devienne);

Gelet op de aanvraag ingediend door de stad Antoing d.d. 27 juni 2005 met het oog op de herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz op het grondgebied van de gemeente Antoing om terreinen om te zetten die tegenwoordig opgenomen zijn als landbouwgebied, bosgebieden, groengebieden, ontginningsgebieden, woongebieden, woongebieden met landelijk karakter, recreatiegebieden, gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen, watervlakken en die voor een deel gelegen zijn in een oppervlakte met een landschappelijke waarde van 320,75 ha om er een Europees centrum voor natuur- en glijdsporten tot stand te brengen;

Overwegende dat bovengenoemd project van Europees centrum voor natuur- en glijdsporten bestaat in de toestandbrenging door een privé-consortium van :

- infrastructuur bestemd voor indoor en outdoor sportactiviteiten waarvan de voornaamste gericht zijn op het glijden (snow-park, langlaufing, ijsring, skate-park, rollerring, free-fall-wind-tunnel - vrije valsimulator-, zwemparadijs, kayak-raftingtraject, outdoor wake-park, glijkidsclub, driving rang, rijcentrum, sportterreinen (tennis ...), speelpleinen, een halte voor boten op het kanaal en de "Grand-Large", visserijactiviteiten;

- wandelactiviteiten en activiteiten inzake natuurontdekking : voettochten, ruitercircuits, fiets- of terreinfietscircuits, activiteiten inzake de natuurontdekking;

- socio-culturele activiteiten gericht op de "porte du Hainaut", huis voor toerisme, oprichting van vergaderzalen, een auditorium, ontmoetingsruimten, sportmuseum;

- fitnessactiviteiten en speelpleinen, oprichting van een wellnesscentrum (SPA);
- huisvesting voor korte toeristische verblijven : golflandhuisje, landhuisje van de ruiters, landhuisje van de "Grand-Large", lake-houses en vissershuisjes, hutten in de bossen, fun-dorp, paalhutten en landhuisje in de moestuin, huisvesting van het personeel en van de animatoren;
- horeca-activiteiten waarvan een charmehotel-restaurant;
- winkels voor de uitoefening van de voorgestelde activiteiten;
- gebouwen en installaties voor technische en administratieve diensten, voor onderhoudsdiensten, medische diensten en veiligheids- en brandweerdiensten;

Overwegende dat het project geografisch gezien in een grensoverschrijdende ruimte gelegen is, namelijk op het kruispunt van het Waalse Gewest en van Frankrijk vlakbij het Vlaamse Gewest en makkelijk te bereiken vanuit steden zoals Doornik, Kortrijk, Bergen of Roubaix, Rijsel en Valenciennes; dat het project door zijn omvang en zijn nabijheid een kwaliteitsvolle aantrekkingspool vormt voor de bevolkingsgroepen die 80 km in het rond wonen;

Overwegende dat uit het bij de aanvraag van de stad Antoing gevoegde dossier blijkt dat het project niet concurreert met infrastructures gericht op de bestaande glijsporten voor zover deze infrastructures in het Gewest tamelijk weinig talrijk zijn en ze geen toeristisch product aanbieden dat vergelijkbaar is met de pluraliteit, de complementariteit en de omvang van dit project;

Overwegende dat het project bovendien een enig revolutionair concept in Europa en in de wereld ontwikkelt, dat gegrond is op de synergie tussen wereldoriëntatie, natuur en sport;

Overwegende dat het project als voordeel heeft dat het gelegen is in een natuurlijk gebied van meer dan 300 ha, waardoor glijsporten gecombineerd kunnen worden met traditionele sporten, met ontspanningsactiviteiten en activiteiten inzake de natuurontdekking en waardoor het project in een gewestelijke sportieve en culturele omgeving kadert;

Overwegende dat een belangrijke milieubekommernis aan het project ten grondslag ligt, met zorg voor het behoud van landschappen, fauna en flora op de site, wat de keuze van de projectontwikkelaars voor zijn ligging met name gerechtvaardigd heeft;

Analyse van de feitelijke en rechtstoestand

Overwegende dat in het gewesplan Doornik-Leuze-Péruwez de bij het project betrokken terreinen die aan beide kanten van het kanaal Nimy-Blaton-Péronnes gelegen zijn, tegenwoordig als volgt zijn opgenomen :

* ten noorden van het kanaal :

- zijn de meeste terreinen als bosgebied (Bois de Fouage en Lanchon) bestemd, met uitzondering van het zandgebied "Deviaenne" dat als ontginningsgebied en watervlak opgenomen is,
- in het noord-noordoostgedeelte van het gebied zijn de terreinen opgenomen als landbouwgebied; groen- en landbouwgebieden liggen in het zuidoosten in het verlengde van het ontginningsgebied,
- ten noordwesten stemt een recreatiegebied overeen met de huidige ligging van de "Tournai Yacht Club",
- is het uiterst noordelijke gedeelte als landbouwgebied opgenomen,
- is het grootste deel van dit noordelijk gelegen gebied ondergebracht in een landschappelijk waardevolle omtrek;

* ten zuiden van het kanaal :

- zijn de meeste terreinen als bosgebied ("Bois de Péronnes en Lanchon") bestemd,
- omvat de site ook twee groengebieden en een watervlak : het oude zandgebied van de "Bois de Lanchon" en het zuidelijk gedeelte van het vliegveld van Maubray,
- is dit laatste momenteel als gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen opgenomen en ligt het aan de zuidkant langs een ander recreatiegebied waarop motorcrossterreinen aangelegd zijn,
- is een gedeelte van de beboste ruimte liggend naast het zandgebied van de "Bois de Lanchon" als ontginningsgebied opgenomen,
- zijn enige terreinen als landbouwgebied opgenomen;

Gelet op het zogenaamde bijzonder plan van aanleg nr. 4 "Zandgebied van het Bois de Fouage" goedgekeurd bij ministerieel besluit van 10 juli 1989 ten noorden van de site;

Gelet op de aanvraag om globale vergunning d.d. 30 juli 2003, die ongeveer 15 ha betreft; Overwegende dat ten gevolge van deze aanvraag het zandgebied Deviaenne (onderaannemer van Wienerberger (oud KORAMIC en eindgebruiker van de hulpbron) op 10 december 2003 een globale vergunning heeft gekregen voor een termijn van 20 jaar; dat in dat opzicht op te merken is dat het vooruitlopende uitbatingsproject (ongeveer 60.000 m³/jaar) zich eerder over een vijftiental jaar uitstrekt, namelijk tot ongeveer 2018-2019;

Overwegende dat, aangezien de uitbating tot die datum zeer waarschijnlijk is, het project voorziet in de cohabitatie van beide activiteiten en voor de verenigbaarheid ervan zorgt via met name de aanleg van een rechtstreekse toegang naar rijksweg 52 door de hoofdweg voor het aan het zandgebied gebonden verkeer;

Overwegende dat de in de vergunning bedoelde herinrichtingsvoorwaarden na twee adviezen van de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en van het "Parc naturel" tot stand zijn gekomen; dat er met deze voorwaarden rekening wordt gehouden in het project;

Overwegende dat de site bovendien gelegen is in de omtrek van het "Parc naturel des Plaines de l'Escaut" erkend bij besluit van de Waalse Regering van 13 juni 1996;

Overwegende dat een bestaande recreatiegebied ten noordwesten van de site het voorwerp heeft uitgemaakt van een onteigeningsbesluit van 28 januari 1986 op grond van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie; dat het besluit niet uitgevoerd is;

Overwegende dat het project aan het Natura 2000-gebied BE 22044 "Scheldebekken stroomopwaarts van Doornik" grenst, dat bij beslissing van de Regering van 26 september 2002 aan de Europese Commissie is voorgesteld;

Overwegende dat de site verschillende wegen en paden vermeld in de atlas van de buurtwegen omvat;

Overwegende dat het project twee sites met een groot biologisch belang omvat, te weten het zandgebied van het "Bois de Fouage" en de zandhoudende heuvel van het vliegveld van Maubray;

Overwegende dat de site niet betrokken is bij de leidingen van een hoofdtransmissienet van vloeistoffen en energie in de zin van artikel 23, 2°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Overwegende dat wat de voorkomings- en waterwingebieden betreft, het project in een geslagen put (P_1) voorziet; dat tweëntwintig andere grondwaterlagen in een straal van 3 km worden geteld en dat ze alle actief zijn;

Overwegende op erfgoedgebied het project niet slaat op onroerende goederen die op de beschermingslijst staan, beschermd zijn, gelegen zijn in een in artikel 209 van het Wetboek bedoelde beschermingsgebied of in een landschap dat voorkomt op de in artikel 233 van het Wetboek bedoelde inventaris van de archeologische vindplaatsen;

Overwegende dat de verkaveling " TGV/2 Antoing-Péruwelz/Antoing " (code 8502/2) met een oppervlakte van 725 ha, waarvan het verkavelingscomité op 3 maart 1993 is ingesteld en waarvan de ruilakte op 15 februari 2000 getekend is, aan de rand van de site gelegen is; dat deze verkaveling nog aan de gang is en herenigd zou moeten worden met de naburige verkaveling " TGV/2 Antoing-Péruwelz/Antoing " (code 8502/1) met een oppervlakte van 1.824 ha;

Verantwoording ten opzichte van de liggingen van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan

Overwegende dat het ontwerp van gedeeltelijke herziening van het gewestplan het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan goedgekeurd door de Waalse Regering op 27 mei 1999 conform is, wat betreft de volgende opties :

De ruimtestructuur van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan versterken en de supranationale dimensie in de ontwikkeling van Wallonië integreren :

Doornik wordt enerzijds als een pool en een toeristische trekpleister voor Wallonië beschouwd en anderzijds als een grensoverschrijdend ankerpunt op twee grote verkeersassen van Noordwest-Europa (AMNO) : Rijsel-Brussel en Rijsel-MHAL (via Bergen, Charleroi en Namen).

De keuze van de ligging van de site zet alles op de exploitatie van de grensoverschrijdende grootstadsgebieden en van de eurocorridors.

Bovendien is het project van dien aard dat het niet te verwaarlozen economische effecten op de landelijke gemeenten garandeert en dat het tegelijkertijd zorgt voor de complementariteit met de meest dichtbijgelegen stedelijke polen.

Rekening houdende met zijn schaal, met zijn originele karakter en met de steun die de plaatselijke en gewestelijke besturen het a priori graag willen geven, zorgt dit project ervoor dat Wallonië beter aansluit op de aangrenzende gebieden, bevestigt Wallonië als een belangrijke partner en zorgt ervoor dat Wallonië op werkzame en doeltreffende wijze deelneemt aan de supraregionale dynamiek voor ruimtelijke ontwikkeling.

Overkoepelende vormen van samenwerking organiseren :

Het toerisme wordt erkend als een werkgelegenheidscheppende sector. Henegouwen is bovendien één van de Waalse provincies die het meest lijden onder het gebrek aan werkgelegenheid. De ligging van een werkgelegenheidscheppend project in de Doornikse regio is dus volledig gegrond.

De concretisering van dit project impliceert de ontwikkeling van publiek-private samenwerkingsverbanden op contractuele basis.

In de primordiale behoeften voorzien :

Door een stimulerend leefklimaat te waarborgen, zorgt het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan er met name voor ontmoetingsruimten of -voorzieningen te creëren. Zonder nu te willen zeggen dat het project voorziet in een primordiale behoefte van het geheel van de bevolking, is het nu algemeen bekend dat de kwaliteit van de volksgezondheid gepaard gaat met de regelmatige beoefening van sportactiviteiten en dat het feit dat een wijde recreatieruimte vrijgemaakt wordt voor sport in dat verband bijdraagt in het vervullen van een gezamenlijke behoefte.

Tot de schepping van arbeidsplaatsen en rijkdommen bijdragen :

Het project zou een echte verankering in deze regio van West-Henegouwen en een bijzondere troef vormen voor de gewestelijke economie dankzij zijn vernieuwend concept in Europa. Dit project is goed voor een investering van ongeveer 290 miljoen euro, dat rechtstreekse en onrechtstreekse economische effecten kan genereren voor de regio en zowel ter plaatse als daarbuiten banen kan scheppen.

Het bij de aanvraag gevoegde dossier bevat een verdeling van de investeringen alsmede een analyse van de bezoekersaantallen, waardoor de aan het project gebonden procedure verantwoord kan worden.

In termen van arbeidsplaatsen zou het project de schepping, in de uitbatingsfase, van 400 voltijdse functies en 700 deeltijdse functies mogelijk maken. De in de horeca tot stand gekomen werkgelegenheid vertegenwoordigt 180 tot 200 werknemers. Ten slotte zijn de externe arbeidsplaatsen goed voor 200 tot 300 werknemers.

Wegens zijn effecten op werkgelegenheid is dit project van dien aard dat het bijdraagt tot de opleving van de economie van de regio zoals bedoeld in de gewestelijke beleidsverklaring van 20 juli 2004 en in het Marshallplan.

De bereikbaarheid van het Waalse grondgebied verbeteren en de mobiliteit beheren :

Een goed georganiseerd vervoersysteem moet in een bijzondere rol voorzien voor elk vervoermiddel uitgaand van diens eigenschappen, de overstap van één vervoermiddel naar een ander in goede banen leiden en een modale keuze aanbieden aan de gebruikers. Rekening houdende met de bestaande vervoersinfrastructuren in de regio van Antoing heeft dit project als doel in deze zorg te voorzien.

Het erfgoed valoriseren en de hulpbronnen beschermen :

Het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan beveelt aan om de stedenbouwkundige handelingen veel beter op elkaar te laten inspelen en spreekt de groeiende zorg uit om kwaliteitsvolle koepels uit te werken. Het wezenlijke concept van het project is het Natuur- en glijcentrum te integreren door het natuurlijke erfgoed te behouden en te valoriseren met inachtneming van de Europese Conventie met betrekking tot het Landschap ondertekend te Firenze op 20 oktober 2000.

De toeristische sector valoriseren en structureren.

Het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan wijst erop dat de toeristische en vrijetijdssector soms gekenmerkt wordt door een te grote verstrooiing van de initiatieven zowel wat de activiteiten betreft als inzake de huisvestings- of dienstinfrastructuren. Gezien de omvang van het project, de diversiteit van de voorgestelde activiteiten ter aanvulling van de bestaande toeristische activiteiten van de Doornikse en de Rijselse regio is het project een ware toegangspoort en maakt het de bevordering van de Waalse toeristische ruimte mogelijk.

Verantwoording van de ligging van het project

Gelet op de volgende criteria die de keuze van de ligging van het project mede hebben bepaald :

- homogene site met een voldoende oppervlakte en dichtbij het watervlak;
- goede bereikbaarheid;
- verwijdering ten opzichte van de woonzones en de bedrijfsruimten;
- culturele, natuurlijke en toeristische aantrekkelijkheid van de regio;

Overwegende dat naar gelang van de stedelijke nabijheid en de bereikbaarheid acht alternatieve sites overwogen zijn in Precq, ten zuidoosten van Doornik, ten zuiden van Doornik, in Aat, in Lessen, in Ecaussines, in Waver en in Ifter;

Dat deze sites onderworpen zijn aan een op de volgende criteria gegrond onderzoek :

- relatieve verwijdering van de woonzones,
- bereikbaarheid van de site (op minder dan 1 km van een route van het autonoom net voor traag verkeer),
- verwijdering van industriële activiteiten,
- toeristische aantrekkelijkheid van de regio,
- belangrijke aanwezigheid van watervlakken,

- natuurlijke sites,
- grondbezit,
- reliëf,

Dat het uit het uitvoerige onderzoek vermeld in het bij de aanvraag gevoegde dossier blijkt dat de site van Antoing a priori de meest aangepaste oplossing is;

Bereikbaarheid

Overwegende dat de site talrijke troeven heeft in termen van bereikbaarheid dankzij de bestaande autosnelweg-infrastructuren (A16, E42 en A8) en weginfrastructuren (N504 en N52);

Dat het project ook goed gelegen is ten opzichte van het spoorwegnet (Waalse spoorwegas, lijn Doornik-Brussel en Doornik-Moeskroen, Hogesnelheidslijn);

Overwegende dat de projectontwikkelaars het voornemen hebben om verbindingswegen aan te leggen tussen de site en de stations van Antoing, Péruwelz en Doornik;

Overwegende dat het TEC-net de regio van Antoing bedient met de lijnen nr. 491 en 98 die met name haltes in de bovenvermelde stations, in het oude station van Callenelle, in Péronnes "Ecluse", in Péronnes "Pont de Péronnes" en in Péronnes "la Crique" omvatten;

Overwegende dat wat de waterwegen betreft, het project zich aan beide kanten van het kanaal Nimy-Blaton-Péronnes, dat als waterweg van klasse IV is opgenomen, uitbreidt, waardoor de toeristische aken een halte kunnen doen op de "Grand-Large",

Overwegende dat de ligging van het project ook door de nabijheid van lijn 1 van het autonoom net voor traag verkeer gerechtvaardigd wordt;

Milieueffecten van het project

Overwegende dat het dossier voorziet in een voorafgaande milieueffectonderzoek van het project en enkele oplossingen voorstelt, die het voorwerp zullen uitmaken van een grondigere evaluatie overeenkomstig artikel 42 van het Wetboek;

Dat de belangrijkste effecten samengevat worden in volgende tabel :

Thema's	Commentaren betreffende de effecten
LANDSCHAP	<ul style="list-style-type: none"> • Het project is "ruim gebouwd" en omvat talrijke groengebieden (die als een natuurlijke omgeving beheerd worden of in parken gestructureerd worden) en watervlakken. • Zelfs in de recreatiegebieden wordt een bijzondere inspanning geleverd voor het behoud van de vegetatie die bijdraagt tot de landschapskwaliteit van de site. • Het bebouwde gedeelte en de inrichtingen vermengen zich met het landschap (huisvesting, paden, parkeerplaatsen, ...) of structureren dit laatste door nieuwe merktekens te creëren (toren van het glijcentrum).
STEDENBOUW	<ul style="list-style-type: none"> • Het gebruik van ruimten die oorspronkelijk niet bestemd waren voor de bebouwing wordt gecompenseerd door het afzien van het bebouwbare karakter van nog niet ingerichte zones (of van ruimten die als natuurlijke omgeving heringericht kunnen worden) alsmede door de uitvoering van een beheer van de natuurlijke habitats die bevordelijker is voor de biodiversiteit. • De gebouwen hebben andere kenmerken dan die van de plaatselijke bebouwde structuren, vandaar de specificiteit van het programma. Het project heeft zijn eigen cohesie en creëert een "dialoog" met de site waarin het opgenomen is via originele architecturale typologieën.
NATUURBIOTOOP	<ul style="list-style-type: none"> • Reeds vanaf de opvatting is rekening gehouden met het behoud van de natuurlijke omgevingen met een groot biologisch belang (<i>nota : de belangrijkste interessante natuurlijke omgevingen zijn al geïdentificeerd en beschreven in het dossier voor de aanvraag om herziening van het gewestplan</i>).
GRONDWATER	<ul style="list-style-type: none"> • cfr. de op de vergadering van 06/04/06 overgemaakte "hydrogeologische nota": het wordt aanbevolen om een opvangput te graven, wat zal voorkomen om in de bestaande vijvers te putten. • In deze regio is de waterlaag niet overgeëxploiteerd en beschikt ze over voldoende aansluitpunten (geen risico voor de waterhulpbronnen).
OPPERVLAKTEWATER	<ul style="list-style-type: none"> • Het grootste deel van de site zal niet waterdicht gemaakt worden (weinig waterwegen in hard materiaal). • Het regenwater dat op de daken en op de waterdichte oppervlakten valt, kan in tanks ingezameld worden om gebruikt te worden. • Een goed beheer van het regenwater zal het behoud van de vochtige gebieden mogelijk maken.
AFVALWATER	<ul style="list-style-type: none"> • Een overeenkomst met IPALLE voorziet in de uitbreiding van het zuiveringsstation van Hollain, wat een totale zuivering van het water afkomstig van het Centrum mogelijk zal maken.
ENERGIE	<ul style="list-style-type: none"> • Het is voorzien een trigeneratie-eenheid te installeren, die met aardgas bevoorrad is ("milieuvriendelijke" brandstof) à energetische optimalisering.
BODEM	<ul style="list-style-type: none"> • Het grootste deel van de bodems wordt intact behouden. • Geen aanzienlijke bron van bodemverontreiniging.

Thema's	Commentaren betreffende de effecten
VOERTUIGEN-VERKEER	<ul style="list-style-type: none"> • De onderzoeken naar het voertuigenverkeer wijzen erop dat het wegennet niet verzadigd zal worden (zie de tellingen van het "MET"). • Er wordt in toegangswegen voorzien om de doortocht door een bebouwde kom te voorkomen. • Drie parkeerterreinen gelegen bij de ingangen van de site maken het beheer van de problematiek van het parkeren en het voorkomen van het verkeer van voertuigen in de site mogelijk. • Het op touw zetten van een werkgroep inzake mobiliteit.
GELUIDSHINDER	<ul style="list-style-type: none"> • De lawaaierige activiteiten (het glijden, watersporten, wedstrijden ...) zijn alle indoor activiteiten. • De buitenactiviteiten zijn gericht op rust en natuur (geen motorsport, geen feestevenement zoals concerten ...).
TOERISME	<ul style="list-style-type: none"> • Contact is opgenomen met de toeristische operatoren van de provincie Henegouwen die geïnteresseerd zijn in het creëren van synergieën (de verschillende toeristische projecten zijn niet concurrerend, maar bieden verschillende interessante aanbiedingen voor de clientèle).
BEZOEKERSAANTALLEN	<ul style="list-style-type: none"> • cfr. de door de deskundigen van het agentschap Fourcade verrichte onderzoeken : naar gelang van de hypothesen is de bezoekersaantallen geschat tussen 800.000 en 1.500.000 bezoekers/jaar. • De maximale opvangcapaciteit is 10.000 personen/dag : het beleid van het Centrum heeft als doel de bezoekersaantallen te beperken tot maximum 5 000 personen/dag (kwalitatief beleid).
ARBEIDSPLAATSEN	<ul style="list-style-type: none"> • De aanleg van een dergelijk Centrum zal talrijke ondernemingen en speerpunttechnologieën vereisen, waarvan de plaatselijke ondernemingen zullen kunnen genieten. • Aantal gecreëerde arbeidsplaatsen : zie het Agentschap Fourcade. • Samenwerkingsverbanden met plaatselijke actoren (Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling, werkwinkels, ADEPS ...) om vormingen te organiseren. • Het op touw zetten van een werkgroep inzake werkgelegenheid.

Keuze van de zonering.

Overwegende dat zoals hierboven vermeld de door de projectontwikkelaars gekozen site maar heel gedeeltelijk opgenomen is als recreatiegebied in het vigerende gewestplan;

Overwegende dat in het bij de aanvraag van de stad Antoing gevoegde dossier wordt voorgesteld het geheel van het Europees Centrum voor natuur- en glijdsporten als recreatiegebied op te nemen;

Overwegende dat de oorspronkelijk voorgestelde omtrek die voor herziening vatbaar is en met een oppervlakte van 320,73 ha slechts eigendommen van Prins Charles-Antoine de Ligne omvatte;

Overwegende dat drie aanpassingen met het oog op coherentie zijn uitgevoerd, wat de oppervlakte op 350,13 ha brengt :

- een verbinding van het noorder- en het zuidergedeelte via een klein recreatiegebied overeenstemmend met de aanlegbreedte van de (toekomstige) loopbrug;

- de uitbreiding naar het Oosten om het geheel van de goederen inbegrepen in de omtrek van het gemeentelijke plan van aanleg nr.4 van Antoing op te nemen;

- een andere uitbreiding naar het Oosten om het saldo van het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen (oud vliegveld van Maubray) gelegen op het grondgebied van Pérulwez op te nemen.

Overwegende dat het ruimtelijke effect van het Centrum op deze site bovendien gestructureerd wordt volgens tweeërlei drukfactoren : enerzijds de intensieve recreatieactiviteiten en anderzijds de extensieve recreatieactiviteiten;

Overwegende dat het uit de analyse van het dossier blijkt dat enkele in het Europees Centrum voor natuur en sport voorgestelde activiteiten niet als recreatiegebied in het gewestplan hoeven te worden opgenomen;

Overwegende dat de sportactiviteiten zoals driving range, sportterreinen (tennis ...), speelpleinen, visserijactiviteiten en de wandelingactiviteiten en activiteiten inzake natuurontdekking, zoals voettochten, ruitercircuits, fiets- of terreinfietscircuits, activiteiten inzake de natuurontdekking of nog enkele onderhoudsinfrastructuren of infrastructuur voor gemeenschapsvoorzieningen zoals de technisch gebouwen of met gras ingezaaide parkeerplaatsen bij voorbeeld volgens het geval opgenomen kunnen worden als parkgebied, bosgebied of groengebied;

Overwegende dat er wordt voorgesteld het project van het Europees Centrum voor natuur- en glijdsporten als recreatiegebied (119,80 ha), parkgebied (100,30 ha, waarvan 18,66 ha van watervlakken), bosgebied (61,95 ha) en groengebied (38,68 ha) in het gewestplan Doornik-Leuze-Pérulwez volgens de bij dit besluit gevoegde kaart op te nemen;

Toepassing van de bijkomende omtrekken en voorschriften.

Gelet op de artikelen 40 en 41 van het Wetboek betreffende de mogelijkheid voor de Regering om de voorschriften van de gewestplannen via omtrekken in overdruk en aanvullende voorschriften nader te bepalen;

Overwegende dat in casu wordt voorgesteld :

- in een aanpassing van de oppervlakte met een landschappelijke waarde die een deel van de omtrek van het project dekt, in het licht van het effectonderzoek betreffende de herziening van het gewestplan te voorzien;

- de bestemming van enkele gebieden nader te bepalen;

- het parkgebied met de overdruk "P 1" zal een golfterrein (driving range) en in de bomen gebouwde hutten omvatten;

- het parkgebied met de overdruk "P 2" een golfbaan (putting met bunkers + holes voor opleiding in de golfsport) en zijn bijgebouwde installaties (club house, technische lokalen, ...) alsmede met gras ingezaaide parkeerplaatsen omvatten;

in een omkeerbaarheidsclausule m.b.t. de bestemming van het nieuwe recreatiegebied - dat zich aan beide kanten van het kanaal ontwikkelt - in bosgebied te voorzien in geval van niet-uitvoering van het project binnen zeven jaar na de inwerkingtreding van de herziening van het gewestplan via een bijkomend voorschrift voorzien van het merkteken "L1";

Opmaking van het gemeentelijk plan van aanleg overeenkomstig de artikelen 39, 41 en 140 van het Wetboek

Overwegende dat gezien de decretale voorschriften betreffende de uitvoering van een recreatiegebied en een parkgebied met een oppervlakte van 5 ha en meer de goedkeuring van een gemeentelijk plan van aanleg vóór hun uitvoering vereist wordt;

Overwegende dat een indicatief overzichtsplan opgemaakt is, dat een eerste versie van de omtrek van het gemeentelijk plan weergeeft;

Overwegende dat de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg om redenen van coherentie in de herzieningsomtrek vastgesteld moet worden;

Overwegende dat aangezien het gemeentelijk plan van aanleg zich op het grondgebied van twee gemeenten uitbreidt, artikel 54, 5°, van het Wetboek toegepast zal worden;

Verificatie van de in artikel 46 van het Wetboek bedoelde voorwaarden

Overwegende dat de in deze herziening van het gewestplan geplande bestemmingsveranderingen verenigbaar zijn met artikel 46, § 1, 1 en 2 van het Wetboek;

Overwegende dat luidens artikel 46, § 1, 1° van het Wetboek de nieuwe bebouwingsgebieden aan een bestaand bebouwingsgebied moeten grenzen; dat in casu het nieuwe recreatiegebied opgenomen is als uitbreiding van twee bestaande recreatiegebieden; dat het een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen omvat; dat het aan een ontginningsgebied grenst; dat bovenvermeld artikel bovendien bepaalt dat van dit voorschrift kan worden afgeweken aangezien het om enkele recreatiegebieden gaat;

Overwegende dat luidens artikel 46, § 1, 1°, van het Wetboek in de nieuwe bebouwingsgebieden lintbebouwing langs de openbare weg verboden is; dat uit de bij dit besluit gevoegde kaart blijkt dat deze voorwaarde klaarblijkelijk vervuld is;

Gelet op artikel 46, § 1, 3°, van het Wetboek dat bepaalt dat :

« de opnemings van een nieuw bebouwingsgebied wordt gecompenseerd door een gelijkwaardige wijziging van een bestaand bebouwingsgebied in een niet-bebouwingsgebied of door een alternatieve compensatie bepaald door de Regering. »;

Overwegende dat er in casu in drie types compensatie wordt voorzien :

- de planologische compensaties bij de opnemings van nieuwe bebouwbare gebieden;
- de alternatieve compensaties die in dit geval van twee types zouden zijn : enerzijds, maatregelen betreffende de mobiliteit en, anderzijds, maatregelen die gunstig zijn voor de plaatselijke omgeving;
- de compensaties voortvloeiend uit vermenigvuldigende effecten van de private investeringen op de kwaliteit van het verkeersnetwerk aan de rand van de site alsmede op het net van de socio-culturele voorzieningen van de aangrenzende eenheden en ten slotte op de werkgelegenheid;

Overwegende dat uit de vergelijking tussen het totaal van de overgedragen percelen van de gebieden die voor de bebouwing niet bestemd zijn naar de bebouwingsgebieden, dat een oppervlakte van 90 ha vertegenwoordigt, en het totaal van de overgedragen percelen van de bebouwingsgebieden naar de gebieden die voor de bebouwing niet bestemd zijn in de bestaande toestand (vigerend gewestplan) en de geplande toestand (aangevraagde herziening), met een oppervlakte van 49,07 ha, blijkt dat de te compenseren oppervlakte 40,93 ha belooft voor de oprichting van het Centrum zelf;

Overwegende dat wat de planologische compensaties betreft, 18,40 ha recreatiegebieden, naast de hierboven vermelde compensaties die bij de herziening van het gewestplan verricht zijn, overgedragen kunnen worden naar gebieden die niet voor de bebouwing bestemd zijn, nl. :

- de noordrand van de site van het Centrum (1,60 ha) die van het recreatiegebied naar het bosgebied zou moeten worden overgedragen;
- de noordrand van de "Grand Large" (9,00 ha) die van het recreatiegebied naar het landbouwgebied zou moeten worden overgedragen;
- het recreatiegebied ten oosten van de Schelde (7,80 ha) ten noordwesten van het Centrum, dat voor het groengebied zou worden bestemd;

Overwegende dat er als alternatieve compensaties gebonden aan mobiliteit in twee maatregelen wordt voorzien, met name :

- de oprichting van een rechtstreekse toegang naar de N52 via de grote weg voor het verkeer gebonden aan de ontginning van het zandgebied, wat mogelijk zou maken dit verkeer rechtstreeks naar het noorden te oriënteren door de gemeentewegen van dit verkeer te ontlasten en door de woonkernen, met name Brunehaut, volledig te vermijden door bovendien de coëxistentie van deze ontginning met het Centrum te vergemakkelijken; de financiering van deze wegen zou ten laste komen van de operateur na aftrek, in voorkomend geval, van het gesubsidieerde gedeelte;
- voorkeur geven aan mobiliteit via het openbaar vervoer door verkeersverbindingen op te richten tussen de stations en het Centrum; de financiering van deze busverkeersverbindingen zou ten laste komen van de operator na aftrek, in voorkomend geval, van het door de "TEC" gesubsidieerde gedeelte;

Overwegende dat de compensatiemaatregelen inzake milieu en landschap die in de herzieningsomtrek gepland zijn, eerst als doel hebben hetgeen volgt te waarborgen :

- het behoud en het beheer van de gedeelten van het domein met een grote biologische of landschapswaarde die de centrale gebieden vormen van de primaire ecologische vermazing, zoals zandgebieden, vochtige gebieden, enz. alsmede hun bescherming tegen elke vorm van druk wegens recreatieve activiteiten;
- een geïntegreerd bosbouwbeheer bestemd om de biotoop te regenereren, de ecologische vermazing en het bomenlandschap te verrijken;
- de uitvoering van maatregelen bestemd om de recreatieve druk in te perken;
- de uitvoering van maatregelen bestemd om de bosfauna te behouden en te beheren;
- de uitvoering van voor landschap bestemde maatregelen;

Overwegende dat deze alternatieve compensaties complementair zullen zorgen voor de maatregelen die de door vroegere activiteiten aangerichte schade herstellen, of de uitvoering van de infrastructuur zoals het vliegveld van Maubray, in het bijzonder de herinrichting van de rand van het Bos van Flines waarvoor de "ONF" (Franse Nationale Bosdienst) gewezen heeft op een problematiek inzake de verzakking van de glooiingen van de zandheuvel van het vliegveld en die verenigd moet worden met de zorg voor het behoud van deze ecologische habitat gewenst door de Waalse natuurkenners;

Overwegende dat naast beide gebieden met een grote biologische waarde die op de site reeds geïdentificeerd zijn, met name het vochtige gebied van het zandgebied van het Bos van Fouage en van de zandheuvel dichtbij het vliegveld van Maubray, de andere elementen van de primaire ecologische vermazing waarvoor beschermingsmaatregelen en een specifiek beheer worden vereist, geïdentificeerd zullen worden; dat in het kader van het effectonderzoek de haalbaarheid om het net aan te vullen met de inrichting van bijkomende gebieden met een biologische waarde, geëvalueerd zal worden;

Overwegende dat sensibiliseringsacties voor het behoud van de natuurlijke omgeving en van het leefmilieu in tweede orde tot de compensatiemaatregelen zullen kunnen bijdragen zoals de didactische markering of de activiteiten met het oog de bewustmaking van het publiek voor de milieuproblemen;

Overwegende dat de operator overigens wenst dat de groen- en bosgebieden van het domein waarin de "extensieve" recreatieve activiteiten georganiseerd zullen worden, gezamenlijk met de plaatselijke, gewestelijke en "transnationale" personen die actief zijn inzake behoud en valorisatie van de natuurlijke omgeving, beheerd en geleid worden;

Overwegende dat deze alternatieve compensatie erin bestaat voor het milieubeheer van de interessante biotopen te zorgen, die in het domein waarin het Centrum opgericht moet worden, aanwezig zijn;

Overwegende dat om deze doelstelling te halen, een partnerschap gevormd zal worden in de vorm van een overeenkomst tussen de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en dat een vzw belast met de valorisatie en het beheer van het domein opgericht zal worden om een beheersplan op te maken; dat het Europees Centrum voor natuur- en glijssporten een jaarlijkse dotatie zal storten aan bovengenoemde vzw, waarvan de samenstelling, de ruimte waarin geïntervenieerd wordt en de actiegebieden, de administratieve beheersmodaliteiten en de dotatie met de partners bepaald zullen moeten worden;

Overwegende dat naast de operator het Europees Centrum voor natuur- en glijssporten en de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, het "Parc Naturel des Plaines de l'Escaut onder bescherming waarvan de Franse partners ("ONF", "Parc naturel régional Scarpe-Escaut", "Parc naturel transfrontalier du Hainaut") tussenbeide zullen komen, een bevoorrechte acteur blijkt te zijn;

Overwegende dat deze overeenkomst aan de Regering ter goedkeuring zal worden voorgelegd uiterlijk op de datum van de definitieve goedkeuring van de wijziging van het gewestplan Doornik-Leuze-Antoing;

Overwegende dat wat de uit de vermenigvuldigende effecten van het project voortvloeiende compensaties betreft, de volgende hooflijnen nu reeds overwogen worden in het bij de aanvraag gevoegde dossier :

- de verbetering en de beveiliging van de aangrenzende netten voor de toevoer van drinkwater;
- de verbetering van de toegangswegen tot de sites;
- de toegangswegen tot het Centrum voor de plaatselijke scholen en sportclubs.

Milieueffectonderzoek.

Overwegende dat overeenkomstig de bepalingen van artikel 42, tweede en vierde lid van het Wetboek, de Regering gehouden is een milieueffectonderzoek waarvan ze de omvang en de precisiegraad bepaalt, te laten verrichten, en het ontwerp van inhoud van het effectonderzoek alsmede het voorontwerp van plan ter advies voor te leggen aan de gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling); dat de adviezen van de Afdeling Natuur en Bossen, van het "Parc naturel des Plaines de l'Escaut" alsmede van de betrokken grensoverschrijdende overheden zal worden aangevraagd;

Overwegende dat de opnemings van de nieuwe geplande gebieden voldoet aan de wil om het Europees Centrum voor natuur- en glijssporten op te richten met inachtneming van de landschapsaesthetiek door de biologische omgeving te bevestigen en te valoriseren (bossen, vochtige gebieden of groengebieden);

Overwegende dat, wat de omvang van het uit te voeren onderzoek betreft, en aangezien het Centrum gelet op enerzijds, zijn schaal en, anderzijds, op de specificiteit gebonden aan de glijssporten maar ook op de verschillende voorgestelde activiteiten, geen te verwaarlozen milieueffecten niet zou kunnen hebben, het overeenkomstig artikel 42, eerste lid, van het Wetboek uit te voeren effectonderzoek van het plan betrekking zal moeten hebben op het geheel van de omtrek van het Europees Centrum voor natuur- en glijssporten;

Overwegende dat wat de nauwkeurigheid van het uit te voeren onderzoek betreft, het bij dit besluit gevoegde inhoudontwerp enerzijds de in artikel 12, tweede lid, van het Wetboek bedoelde standaardinhoud naleeft en anderzijds opgesteld is met inachtneming van de specificiteiten van het project;

Overwegende dat het sociaal-economisch gezien blijkt geschikt te zijn twee methodes te gebruiken voor de evaluatie van de behoeften die het voorontwerp (fase B) rechtvaardigen rekening houdende met de specificiteit van het dossier : ten eerste de aanvraag evalueren en ontwikkelingsperspectieven te bepalen voor de plaatselijke economische activiteiten en ten tweede gevolgen trekken uit de ontwikkelingsperspectieven op de natuur en op de voor de verschillende activiteiten nodige dimensionering;

Overwegende dat het onderzoek van de menselijke, sociaal-economische en milieueigenschappen gepland is op de schaal van een grondgebied aangepast aan twee overwogen onderzoekschalen : het mesogeografische niveau van een referentiegrondgebied (fase C) en het microgeografische niveau van een grondgebied voor het onderzoek van de kwetsbaarheden en ecologische drukfactoren (fase D);

Overwegende dat het rekening houdende met het opvallende landschaps- en milieukarakter van het project, van de Europese schaal van het Centrum en in het bijzonder van het aantal verwachte bezoekers, van het belang van de aan het water gebonden activiteiten en van voor de exploitatie van het Centrum nodige energie, te gelegener tijd past om onder de erkende ontwerpers het ontwerp bureau te kiezen, dat een nuttige ervaring heeft inzake natuur, landschap, mobiliteit, water en energie,

Besluit :

Artikel 1. De Regering keurt het besluit tot herziening en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (blad 44/3) met het oog op de opneming van een recreatiegebied, van parkgebieden, bosgebieden, groengebieden en landbouwgebieden op het grondgebied van de gemeenten Antoing en Péruwelz, overeenkomstig de bijgaande kaart goed.

Art. 2. Het volgende bijkomende voorschrift voorzien van het merkteken "P 1" is van toepassing in het parkgebied dat bij dit besluit ten noorden van het kanaal in het plan opgenomen is.

"Het van het merkteken "P 1" voorziene parkgebied is bestemd voor een golfoefenterrein"

Art. 3. Het volgende bijkomende voorschrift voorzien van het merkteken "P 2" is van toepassing in het parkgebied dat bij dit besluit ten zuiden van het kanaal in het plan opgenomen is.

"Het van het merkteken "P 2" voorziene parkgebied is bestemd voor een golfbaan, voor zijn bijgebouwde installaties (club house, technische lokalen,...) alsmede voor met gras ingezaaide parkeerplaatsen".

Art. 4. Het volgende bijkomende voorschrift voorzien van het merkteken "P 3" is van toepassing in de parkgebieden die bij dit besluit ten noorden en ten zuiden van het kanaal in het plan opgenomen zijn.

"Het van het merkteken "P 3" voorziene parkgebied is bestemd voor watervlakken".

Art. 5. Het volgende bijkomende voorschrift voorzien van het merkteken "L 1" is van toepassing in het recreatiegebied dat bij dit besluit aan beide kanten van het kanaal van Nimy-Blaton-Péronnes in het plan opgenomen is.

"Het van het merkteken "L 1" voorziene recreatiegebied is onderworpen aan clause inzake de omkeerbaarheid van de bestemming in bosgebied in geval van niet-uitvoering van het project binnen zeven jaar na de inwerkingtredingsdatum van de herziening van het gewestplan".

Art. 6. Bij wijze van alternatieve compensatie legt de Regering hetgeen volgt op :

- de oprichting van een rechtstreekse toegang naar de N52 via de grote weg voor het verkeer gebonden aan de ontginning van het zandgebied; de financiering van deze wegen zou ten laste komen van de operator na aftrek, in voorkomend geval, van het gesubsidieerde gedeelte;

- de verkeersverbinding met de bus tussen de stations en het Centrum; de financiering van deze verkeersverbindingen zou ten laste komen van de operateur na aftrek, in voorkomend geval, van het door de "TEC" gesubsidieerde gedeelte;

- de sluiting van een overeenkomst tussen de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en een vzw belast met de valorisatie en het beheer van het domein om te zorgen voor een milieubeheer van de interessante biotopen die in het domein waarin het Centrum opgericht moet worden, aanwezig zijn en om een beheersplan op te maken, waarbij het Europees Centrum voor natuur- en glijporten een jaarlijkse dotatie stort aan bovengenoemde vzw, waarvan de samenstelling, de ruimte waarin geïntervenieerd wordt en de actiegebieden, de administratieve beheersmodaliteiten en de dotatie met de partners bepaald zullen moeten worden. Deze overeenkomst zal aan de Regering ter goedkeuring worden voorgelegd uiterlijk op de datum van de definitieve goedkeuring van de wijziging van het gewestplan Doornik-Leuze-Antoing.

Art. 7. De Regering keurt het ontwerp van inhoud van het bij dit besluit gevoegde milieueffectonderzoek.

Art. 8. De Regering belast er de Minister van Ruimtelijke Ordening mee bovengenoemd inhoudontwerp van het milieueffectonderzoek voor advies voor te leggen aan de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening, aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable", aan de Afdeling Natuur en Bossen, aan het "Parc naturel des Plaines de l'Escaut" en aan de betrokken grensoverschrijdende overheden en haar daarna ter goedkeuring voor te leggen.

Namen, 27 april 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Bijlage

Voorontwerp van herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz met het oog op de opnemings van een recreatiegebied en een parkgebied in Antoing.

Inhoudontwerp van het milieueffectonderzoek betreffende het gewestplan

1. Het voorontwerp van herziening van het gewestplan DOORNIK-LEUZE-PERUWELZ goedgekeurd bij besluit van de Waalse Regering van .../.../2006 omvat de opnemings van het grondgebied van de gemeente ANTOING van :

- recreatiegebieden van ongeveer 110 ha die hoofdzakelijk bezet worden door de onthaalstructuren (parkeerterrein, restaurant ...), het glijcentrum, het zwemparadijs, huisvestingsstructuren, ...;
- parkgebieden bestemd voor de installatie van een golf, woning in de bomen en groengebieden uitgevoerd met inachtneming van de landschapsesthetiek. Dit gebied heeft een oppervlakte van ongeveer 64 ha;
- bosgebieden die het niet-uitgebate deel van de groeve betreffen of die de gedeeltelijke ontbossingen compenseren en die de reeds aanwezige bosomgeving versterken;
- groengebieden die zullen zorgen voor een globaal beheer van de reeds aanwezige groengebieden;
- watervlakken die de reeds aanwezige wateromgeving versterken;
- kleine landbouwgebieden.

2. Omvang van het effectonderzoek en precisiegraad van de inlichtingen (art. 42, tweede lid van het Wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium).

2.1. Omvang.

De opnemings van watervlakken, landbouwgebieden, bosgebieden, groengebieden voldoet ofwel aan de wil om deze feitelijk toestanden te bevestigen of te versterken (bestaande omgevingen : bossen, vochtige gebieden of groengebieden), ofwel aan de wil om gebieden die het landschappelijk schoon vrijwaren, op te nemen.

Aangezien deze nieuwe bestemmingen geen niet te verwaarlozen effecten op het leefmilieu kunnen hebben, zal het overeenkomstig artikel 42, eerste lid, van het Wetboek uit te voeren effectonderzoek van het plan alleen betrekking hebben op :

- recreatiegebieden;
- parkgebieden;

2.2. Precisiegraad van de inlichtingen.

Het hieronder overwogen bestek is een standaarddocument waarvan de precisiegraad geacht wordt voldoende te zijn wat betreft artikel 42 van het Wetboek.

Rekening houdende met de specificiteit van het voorontwerp blijkt het nodig te zijn twee verschillende methodes te gebruiken voor de evaluatie van de behoeften (fase B).

Het onderzoek van de menselijke, sociaal-economische en milieueigenschappen wordt verricht op de schaal van een grondgebied dat beantwoordt aan de maatstaf van de twee gebruikte onderzoeksschalen : mesogeografisch niveau van een referentiegrondgebied (fase C), microgeografisch niveau van een grondgebied voor het onderzoek van de ecologische kwetsbaarheden en drukfactoren (fase D);

Ten slotte worden de wijzigingsfactoren van de omgeving en de bestanddelen die de feitelijke en de rechtstoestand in bijlage aangeven, maar dan moeten de auteurs van het milieueffectonderzoek slechts de relevante factoren en elementen voor het onderzoek in overweging nemen.

Het effectonderzoek van het plan moet het maximum gegevens vermelden die vereist worden voor de effectbeoordeling betreffende de aanvraag om herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz.

Fase A. Omschrijving en analyse van het Doel, van de doelstellingen en motiveringen van het wijzigingsvoorstel van plan

A.1. Omschrijving.

Hier moeten alleen het doel, de doelstellingen en de motiveringen van de Waalse Regering zoals ze worden vermeld in het besluit tot goedkeuring van het wijzigingsvoorstel van plan en zonder kritische analyse beschreven en bepaald worden.

(overeenkomstig punt 1^o partim van artikel 42, tweede lid van het Wetboek).

A.1.1. Doel van de herziening.

Omschrijving van de in het gewestplan aangebrachte wijziging (bestemmingsgebieden, hoofdzakelijke infrastructuur en omtrekken) en de daaraan gebonden cartografie.

Omschrijving van de bijkomende voorschriften (art. 23, tweede lid, 2^o) en andere inrichtingsmaatregelen (art. 23, tweede lid, 3^o) bedoeld in het voorontwerp (zie bijlage A).

A.1.2. Identificatie en explicatie van de doelstellingen van het voorontwerp.

Onder doelstellingen van het voorontwerp worden verstaan de doelstellingen die de Waalse Regering nastreeft door het wijzigingsvoorstel van het gewestplan.

A.1.3. Identificatie en explicatie van de motiveringen van het voorontwerp.

Onder motiveringen van het voorontwerp worden verstaan de redenen waarvoor de opmaking van het voorontwerp noodzakelijk is voor de realisatie van de doelstellingen.

A.2. Analyse.

Doel is hier over te gaan tot een eerste analyse van de coherentie van de doelstellingen van het wijzigingsvoorstel van het gewestplan ten opzichte van de gewestelijke opties.

Op te merken valt dat de kritische analyse van de motiveringen van het voorontwerp in dit stadium onmogelijk is. Ze zal worden gevoerd als algemene conclusie (fase F) wanneer het geheel van de beoordelingselementen beschikbaar zullen zijn.

A.2.1. Onderzoek van de overstemming van de doelstellingen van het voorontwerp met de gewestelijke opties.

Hier moet worden nagegaan of de doelstellingen van het voorontwerp verenigbaar zijn met de in de gewestelijke oriëntatiedocumenten voorgestelde opties :

- het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan : project van ruimtelijke structuren en inrichtingsprincipes;
- het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling;
- het Toekomstcontract;
- de gewestelijke beleidsverklaring ...

Dit punt legt een verband tussen het voorontwerp van plan en de andere relevante plannen en programma's (art. 42, tweede lid, 1^o partim van het Wetboek) en identificeert de relevante doelstellingen van de milieubescherming ten opzichte van het voorontwerp (art. 42, tweede lid, 7^o partim van het Wetboek).

A.2.2. Geldigverklaring van het type zoning/infrastructuur opgenomen in het voorontwerp.

Er moet worden nagegaan of het type gebied of infrastructuur opgenomen in het voorontwerp aangepast is aan de door de Waalse Regering nagestreefde doelstellingen.

A.2.3. Onderzoek van de overeenstemming van het voorontwerp met de vigerende reglementeringen.

Er moet worden nagegaan of het voorontwerp met de vigerende reglementeringen en in het bijzonder artikel 46 van het "CWATUP" overeenstemt.

A.2.4. Identificatie/geldigverklaring van het referentiegrondgebied.

Het referentiegrondgebied stemt over het geheel genomen overeen met het mesogeografisch niveau van de beoordeling van de behoeften (onder voorbehoud van de hierna vermelde overwegingen) en van de keuze van de ligging, met wat het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium "bedoeld grondgebied" in artikel 42, tweede lid, 3^o, noemt. Het is het grondgebied dat overwogen moet worden om de relevantie van de wijziging van het gewestplan op dat niveau na te leven. Het moet dus verschillend zijn naar gelang van de doelstellingen van de herziening en van het type betrokken gebied of infrastructuur.

Twee denkbeeldige situaties zijn te onderscheiden :

- het referentiegrondgebied wordt in het besluit van de Regering bepaald en de auteur van het onderzoek moet er de relevantie van verifiëren;
- als er geen territoriale referentie is in het voorontwerp, moet de auteur van het onderzoek er één voorstellen.

Wanneer de Waalse Regering als doelstelling heeft te voldoen aan behoeften aan ruimte voor een bepaalde bestemming in een bepaald grondgebied (nood aan een bedrijfsruimte in een werkgelegenheidsgebied, aan een woongebied in een gebied, aan een recreatiegebied in een toeristische vallei) en wanneer het in het gewestplan op te nemen gebied bijgevolg in dit grondgebied gelegen moet zijn, is het referentiegrondgebied het grondgebied waarvan de behoeften worden geëvalueerd (punt B) en waarin de liggingsvarianten (punt C) gezocht zullen worden.

Wanneer de Regering als doelstelling heeft de installatie of de ontwikkeling van een bepaald project in het algemeen op een bepaalde site mogelijk te maken en wanneer het bijgevolg niet relevant is het begrip "behoefte aan ruimte van een bepaald gebied" te gebruiken, is het referentiegrondgebied alleen het grondgebied waarin liggingsvarianten zullen worden gezocht, aangezien de beoordeling van de behoeften op grond van een ontwikkelingsperspectief bepaald op een meer aangepaste schaal (b.v. internationale verzorgingsgebied) wordt verricht.

De auteur van het project zal de methode bepalen die overwogen wordt om het referentiegebied te identificeren of geldig te verklaren.

A.2.5. Synthèse.

Het in het licht stellen van de doelstellingen van het voorontwerp ten opzichte van hun verenigbaarheid met de gewestelijke inzetten en conclusies over het referentiegrondgebied.

Fase B. Geldigverklaring van de sociaal-economische behoeften die het voorontwerp verantwoordt

B.1. Voorontwerp.

B.1.1. Evaluatie van de aanvraag en bepaling van ontwikkelingsperspectieven voor de plaatselijke economische activiteiten. Omschrijving van de menselijke en sociaal-economische eigenschappen van het referentiegrondgebied - Identificatie van de potentialiteiten (troeven en opportuniteiten) en menselijke en sociaal-economische drukfactoren (zwakheden en bedreigingen). Alleen de ten opzichte van het voorontwerp relevante elementen moeten overwogen worden.

B.1.2. Gevolgen van in B.1.1. samengevatte ontwikkelingsperspectieven over de natuur en de dimensionering van de voor de verschillende activiteiten nodige ruimten.

Identificatie van de liggingscriteria die voldoen aan de doelstellingen van het voorontwerp van gewestplan, aan de gewestelijke opties en aan de vigerende reglementeringen.

Identificatie en evaluatie van het relevante aanbod (= dat voldoet aan de liggingscriteria) binnen het referentiegrondgebied.

B.1.3. Conclusie wat betreft de onmogelijkheid (of de mogelijkheid) om het in punt B.1.2. bedoelde project uit te voeren in de huidige stand van het gewestplan.

Fase C. Geldigverklaring van de ligging

Het gaat er hier om op schaal van het referentiegrondgebied de ligging van het voorontwerp al dan niet geldig te verklaren :

- ten opzichte van de gewestelijke opties die op dit grondgebied toepasselijk zijn;
- naar gelang van de liggingscriteria die in fase B geïdentificeerd zijn of tijdens fase C geïdentificeerd moeten worden (naar gelang van de doelstellingen van het voorontwerp, van de principes inzake ruimtelijke ordening en van de vigerende reglementeringen);
- rekening houdende met de menselijke, sociaal-economische en ecologische potentialiteiten en drukfactoren van bovengenoemd grondgebied(en), in voorkomend geval, liggingsvarianten die voldoen aan deze elementen binnen dat grondgebied te zoeken.

(Stemt gedeeltelijk overeen met punt 11° van artikel 42, tweede lid, van het Wetboek - zie ook fase D en E).

C.1. Analyse van de menselijke, sociaal-economische en milieueigenschappen van het referentiegrondgebied.

Het gaat om de bepaling op mesogeografisch niveau van de menselijke, sociaal-economische en milieueigenschappen van het referentiegrondgebied.

De nadruk moet worden gelegd op zijn potentialiteiten (troeven en opportuniteiten) en drukfactoren (zwakheden en bedreigingen) voor de opnemingsgebieden en een cartografische synthese daarvan moet worden gemaakt.

(overeenkomstig punt 3° partim van artikel 42, tweede lid van het Wetboek).

Een bijzondere aandacht zal worden besteed aan de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EG en 92/43/EG (punt 5 van art. 42, tweede lid, van het Wetboek) en als het voorontwerp voorziet in de opnemingsgebieden en in gebieden of infrastructuren die door het publiek vaak worden bezocht, aan de inrichtingen met een hoog risico voor de personen, goederen of het leefmilieu in de zin van Richtlijn 96/82/EG (punt 6° partim van art. 42, tweede lid van het Wetboek).

C.2. Ruimtelijke overschrijving van de grote gewestelijke opties.

Doel is de visie die door de gewestelijke oriënterende documenten aan het referentiegrondgebied wordt verleend over te schrijven en er een cartografische synthese van te maken.

De volgende documenten moeten onderzocht worden :

- het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, in het bijzonder het project van ruimtelijke structuur;
- het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling;
- het Toekomstcontract;
- het gewestelijke beleidsverklaring.

Dit punt verbindt het voorontwerp van plan met de andere relevante plannen en programma's (art. 42, tweede lid, 1° partim van het Wetboek) op de schaal van het referentiegrondgebied.

C.3. Herinnering/identificatie van de liggingscriteria.

Hier gaat het erom de liggingscriteria die in fase B (in casu in B.2.2.1) geïdentificeerd zijn, te herinneren, of in voorkomend geval ze te identificeren naar gelang van de doelstellingen van het voorontwerp, van de principes inzake ruimtelijke ordening en van de vigerende reglementeringen.

C.4. Geldigverklaring van de ligging van het voorontwerp.

Hier gaat het erom de relevantie van de ligging van het wijzigingsvoorontwerp van gewestplan te onderzoeken ten opzichte van de liggingscriteria die in fase B of in punt C.3 geïdentificeerd zijn, van de analyse van de eigenschappen van het referentiegrondgebied (C 1) en van de daarop toepasselijke grote gewestelijke opties (C 2).

C.5. Keuze van liggingsvarianten.

Als het adviesbureau van mening is dat het zoeken naar liggingsvarianten niet gerechtvaardigd is, moet het zijn positie ernstig motiveren.

Doel is liggingsvarianten voor het voorontwerp te zoeken en aan te nemen door de liggingscriteria die in fase B of in punt C.3 geïdentificeerd zijn op het referentiegrondgebied toe te passen met inachtneming van de analyse van de eigenschappen van het referentiegrondgebied (C 1) en van de daarop toepasselijke grote gewestelijke opties (C 2).

Deze poging kan indien nodig in twee etappes uitgevoerd worden :

het zoeken naar potentiële sites voor liggingsvarianten;

keuze van liggingsvarianten onder deze potentiële sites.

C.6. Schatting van de kosten en termijnen van de uitvoering van het voorontwerp en zijn liggingsvarianten.

Dit punt moet met name de kosten ten laste van de privé-operatoren en die ten laste van de gemeenschap (MET, grossiersbedrijven, gemeenten, intercommunales ...) onderscheiden.

C.7. Synthese : vergelijking van het voorontwerp van plan en van zijn liggingsvarianten.

Deze vergelijking is gegrond op een tabel met de voor- en nadelen van het voorontwerp en van de verschillende liggingsvarianten voor met name de volgende elementen :

- de gewestelijke opties die op dit grondgebied toepasselijk zijn;
- de liggingscriteria (met inbegrip van de doelstellingen van het voorontwerp, de principes inzake ruimtelijke ordening en de vigerende reglementeringen);
- de menselijke, sociaal-economische en ecologische potentialiteiten en drukfactoren van bovengenoemd grondgebied;
- de kosten en termijnen.

Fase D. Geldigverklaring van de afbakening en van de uitvoering

Op microgeografische schaal moet de afbakening en de uitvoering van het voorontwerp en van elke liggingsvariant gepreciseerd worden ten gevolge van de gedetailleerde analyse van zijn studieomtrek. Als verschillende liggingsvarianten aan het einde van fase C in overweging worden genomen, moet fase D herhaald worden voor elke van de liggingsvarianten. De studieomtrek is het gebied dat bij het voorontwerp of een liggingsvariant betrokken zou kunnen zijn of dat drukfactoren zou kunnen vertonen voor de geplande ligging. Hij kan dus verschillend zijn naar gelang van het overwogen element van de bestaande toestand aangezien hij afhankelijk is van de aard van het overwogen omgevings-element (min of meer gevoelig voor de aan het project inherente wijzigingsfactoren van de omgeving) of van de overwogen drukfactor.

(Stemt gedeeltelijk overeen met punt 11° van artikel 42, tweede lid, van het Wetboek - zie ook fase C en E).

D.1. Identificatie van de aan het project inherente wijzigingsfactoren van de omgeving.

Het past om de componenten van het project die de omgeving zouden kunnen storen, te identificeren en ze te rangschikken (volgens 3 graden bij voorbeeld : hoge, gemiddelde en kleine verstoring) volgens de omvang van deze storingen in drie stadia :

- de uitrusting van het gebied en de bouw van installaties;
- de werkingsfase van de activiteiten;
- de meest in de toekomst gelegen saneringsfase van de bedrijfsruimte.

De te onderzoeken storende componenten van de omgeving worden in bijlage D 1 vermeld zonder volledigheid.

D.2. Beschrijving van de bestaande rechtstoestand.

De in overweging te nemen elementen van de bestaande rechtstoestand zijn degene die dreigen te lijden onder de effecten van de in D 1 geïdentificeerde wijzigingsfactoren van de omgeving, die men "kwetsbaarheden van de omgeving" (punt 4 van art. 42, tweede lid, van het Wetboek) zal noemen, of die drukfactoren vormen voor de geplande ligging. Ze moeten het voorwerp uitmaken van een cartografie.

Een bijzondere aandacht zal worden besteed aan de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EG en 92/43/EG (punt 5 van art. 42, tweede lid, van het Wetboek).

Bijlage D. 2. stelt een onvolledige inhoud van een bestaande rechtstoestand voor.

D.3. Beschrijving van de naar recht bestaande situatie.

Een bijzondere aandacht zal worden besteed aan de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EG en 92/43/EG (punt 5 van art. 42, tweede lid, van het Wetboek).

Een bijzondere aandacht zal worden besteed aan de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EG en 92/43/EG (punt 5 van art. 42, tweede lid, van het Wetboek) en als het voorontwerp voorziet in de opnemings van woongebieden en in gebieden of infrastructuren die door het publiek vaak worden bezocht, aan de inrichtingen met een hoog risico voor de personen, goederen of het leefmilieu in de zin van Richtlijn 96/82/EG (punt 6° partim van art. 42, tweede lid van het Wetboek).

Een bijzondere aandacht zal ook worden besteed aan de opnemings van gebieden waarin inrichtingen met een hoog risico voor de personen, goederen of het leefmilieu in de zin van Richtlijn 96/82/EG (punt 6° partim van art. 42, tweede lid van het Wetboek) zich zouden kunnen vestigen.

Het past ook om de waarschijnlijke evolutie van de leefmilieutoestand te onderzoeken als het plan niet wordt uitgevoerd (punt 3° partim van art. 42, tweede lid, van het Wetboek).

D.4. Voorstelling van de afbakings- en uitvoeringsvarianten.

Doel is vanuit de in D 2 en D 3 bepaalde kwetsbaarheden en drukfactoren over te gaan tot een eerste identificatie van afbakings- of uitvoeringsvarianten van het voorontwerp en, in voorkomend geval, van de aan het einde van fase C overwogen liggingsvarianten. De varianten hebben met name als doel de milieueffecten te beperken en de liggingsverplichtingen in aanmerking te nemen. Een gelijkwaardige denkoefening zal in punt D. 6. Uitgevoerd worden na beoordeling van de milieueffecten van de hier geïdentificeerde varianten.

De afbakingsvarianten zijn wisseloplossingen voor de omtrek van het gebied.

De uitvoeringsvarianten omvatten de bijkomende voorschriften of de andere denkbare inrichtingsmaatregelen (zie bijlage A).

D.5. Beoordeling van de waarschijnlijke niet-verwaarloosbare effecten bij de verschillende stappen voor de uitvoering van de afbakings- en uitvoeringsvarianten.

(Stemt overeen met de punten 8 en 9 van art. 42, tweede lid, van het Wetboek).

Doel is de storende componenten van de in punt D.4. bepaalde varianten in verband te brengen met de in D.2. en D. 3. bedoelde kwetsbaarheden van de omgeving om de waarschijnlijke niet-verwaarloosbare effecten (cumulatieve secundaire synergetische, korte-, middelange- en langetermijneffecten, permanente en tijdelijke zowel positieve als negatieve effecten) op het leefmilieu alsmede op de landbouw- en bosactiviteit duidelijk te maken.

Deze analyse moet in drie stadia gevoerd worden :

- de uitrusting van het gebied en de bouw van installaties;
- de werkingsfase van de activiteiten;
- de meest in de toekomst gelegen saneringsfase van de bedrijfsruimte.

Met deze analyse moet worden vastgesteld of de in het voorontwerp van plan en zijn varianten (inzake ligging/afbakening/uitvoering) voorgestelde inrichting belangrijke effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu van de aangrenzende Gewesten met het oog op de eventuele toepassing van de bepalingen van artikel 43, § 2, van het Wetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005.

D.5.1. Identificatie van de voornaamste milieueffecten.

De te onderzoeken milieueffecten worden opgesomd in bijlage D.5.

D.5.2. Vergelijking van de varianten.

Opmaking van een synoptische tabel voor de vergelijking van de verschillende afbakings- en uitvoeringsvarianten naar gelang van hun effecten op het milieu.

D.6. Onderzoek van de maatregelen die moeten worden genomen om de negatieve effecten van de afbakings- en uitvoeringsvarianten te beperken.

(Stemt overeen met punt 10 van art. 2, tweede lid, van het Wetboek).

D.6.1. Voorstelling van de te nemen maatregelen.

Doel is de maatregelen die moeten worden genomen om de negatieve effecten van de in D 4. bepaalde verschillende afbakings- en uitvoeringsvarianten te beperken, te identificeren.

Het kan gaan om :

- een aanpassing van aangrenzende zoneringen;
- bijkomende voorschriften;
- andere inrichtingsmaatregelen.

D.6.2. Doeltreffendheid van de maatregelen en schatting van de (niet-reduceerbare) residuele effecten van elke variant.

D.6.3. Vergelijking van de verschillende varianten.

D.7. Schatting van de kosten en termijnen van de uitvoering van de verschillende afbakings- en uitvoeringsvarianten.

De in D 4. oorspronkelijk bepaalde afbakings- en uitvoeringsvarianten maken ook het voorwerp uit van een evaluatie.

Fase E. Synthèse van de evaluatie

(Stemt gedeeltelijk overeen met punt 11° van art. 2, tweede lid, van het Wetboek).

Opmaking van een vergelijkende tabel van voor- en nadelen van de tijdens fase D bepaalde verschillende afbakings- en uitvoeringsvarianten voor het voorontwerp en de in fase C overwogen liggingsvarianten.

Commentaren van deze tabel ten opzichte met name van de naleving van artikel 1, § 1, van het Wetboek (punt 2 van art. 42, tweede lid, van het Wetboek) en van de inachtneming van de in punt A.2.1. (punt 7, partim van art. 42, tweede lid van het Wetboek) bepaalde doelstellingen van de milieubescherming met inbegrip van de kritische analyse van de motivering van het voorontwerp.

Met deze synthese moet worden vastgesteld of de in het voorontwerp van plan en zijn varianten (inzake ligging/afbakening/uitvoering) voorgestelde inrichting belangrijke effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu van de aangrenzende Gewesten met het oog op de eventuele toepassing van de bepalingen van artikel 43, § 2, van het Wetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005.

Fase F. Aanvullingen

F.1. Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden.

(Punt 12 van art. 42, tweede lid).

Doel is de specifieke elementen van de evaluatiemethode te begrijpen en de moeilijkheden te bepalen die met name tijdens de verzameling van gegevens en de methoden voor de schatting van de behoeften ondervonden zijn.

F.2. Grenzen van het onderzoek.

Het betreft de punten van het onderzoek die in de milieueffectbeoordelingen diepgaand onderzocht zouden moeten worden, die op de concrete projecten uitgevoerd zullen worden.

F.3. In het vooruitzicht gestelde maatregelen voor de opvolging van de belangrijke milieueffecten van de uitvoering van het wijzigingsvoorontwerp van gewestplan.

(Punt 13° van art. 42, tweede lid).

Doel is om in een vroegtijdig stadium de onvoorziene negatieve effecten aan te duiden en zodoende de gepaste correctiemaatregelen te kunnen invoeren.

Zaak is, de lijst op te maken van de niet-verwaarloosbare effecten, opvolgingsindicatoren voor die effecten voor te stellen, berekeningswijze ervan, de gebruikte gegevens en hun bron, evenals hun grenswaarden.

Niet-technisch samenvatting (maximum 30 bladzijden + illustraties)

Bijlage A

Bijkomende voorschriften en andere inrichtingsmaatregelen

De in artikel 23, tweede lid, 2° van het Wetboek bedoelde bijkomende voorschriften worden bepaald in artikel 41 en kunnen met name betrekking hebben op :

- 1° de bepaling van de bestemming van de gebieden;
- 2° de fasering van hun bezetting;
- 3° de omkeerbaarheid van de bestemmingen;
- 4° de dichtheid van de gebouwen of woningen;
- 5° de verplichting om een gemeentelijk plan van aanleg voorafgaand aan hun uitvoering;
- 6° de verplichting om een voorafgaand gemeentelijk stedenbouwkundig reglement op te maken of nog op elk andere type voorschrift inzake stedenbouw of planologie.

De in artikel 23, tweede lid, 2° van het Wetboek bedoelde andere inrichtingsmaatregelen omvatten met name :

- de in of buiten de site geplande uitrustingen (infrastructuren voor vervoer, water-, gas-, elektriciteitsaanvoer, riolering/zuivering);
- de voorzieningen voor het milieubeheer en voor de vermindering van de effecten (zuiveringsstation, vergaarkom);
- de maatregelen voor landschapsintegratie.

Bijlage D.1.

Storende componenten van de omgeving.

Storende componenten gebonden aan de mobilisatie of de consumptie van natuurlijke hulpbronnen.

- Immobilisatie van de grond en ondergrond (winning uit de grond en de ondergrond ten opzichte van andere bestaande en potentiële menselijke activiteiten);
- Waterconsumptie.

Storende componenten gebonden aan de lozingen en emissies van de activiteiten.

- Geluid.

Vaste, vloeibare en gasachtige lozingen, afvalstoffen.

Storende componenten of risico's gebonden aan de opslag van producten.

- Grondstoffen, processtoffen, producten, bijproducten, afvalstoffen, ...

Storende componenten gebonden aan de mobilisatie van de infrastructuren en openbare uitrustingen binnen en buiten de site.

- Mobilisatie van de wegen - verkeer.
- Mobilisatie van de parkeerplaatsen.
- Mobilisatie van de aanvoerruistingen (rechtverkrigenden : water, elektriciteit, pijpleidingen, ...).
- Mobilisatie van de infrastructuren voor opvang en zuivering van afvalwater.

Bijlage D.2.**Bestaande rechtstoestand.**

De volgende elementen moeten overwogen worden :

- De omtrekken en de reglementaire inrichtingsgebieden;

gedecentraliseerde gemeenten en/of gemeenten die een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement hebben goedgekeurd, omtrekken van gemeentelijke plannen van aanleg, gemeentelijk rioleringsplan, omtrekken vastgesteld in toepassing van het algemeen reglement op de bouwwerken in landelijk gebied, ...;
- De territoriale elementen onderworpen aan een bijzondere regelgeving :

juridisch statuut van het wegnenet en van de verbindingswegen; juridisch statuut van de bossen en wouden, autonoom net voor traag verkeer ...
- De vergunningsomtrekken met beperking van het burgerlijk recht :

omtrekken van de bestaande verkavelingen, omtrekken waarvoor het rampfonds is tegemoetgekomen, onroerende goederen onderworpen aan het recht van voorkoop, onroerende goederen onderworpen aan de onteigening ten algemene nutte ...
- De omtrekken gebonden aan de beleidsvormen inzake operationele inrichting :

ruilverkavelingsomtrekken, stadsheroplevingsomtrekken, stadsvernieuwingsomtrekken, bevoorrechte initiatiefgebieden ...
- De patrimoniale omtrekken en sites :

beschermde monumenten en sites met inbegrip van de archeologische opgravingen, monumentaal erfgoed van België, lijst van de bomen en bijzondere hagen ...
- de omtrekken van de ecologische drukfactoren;
- De landschappelijk waardevolle omtrekken :

afbakening van de landschappelijk waardevolle omtrekken zoals opgenomen in het gewestplan.

Bijlage D.3.**Naar recht bestaande situatie.**

Biofysisch milieu.

- Lucht en klimaat (waarvan windrichting).
- Oppervlakte- en grondwater.
- Grond en ondergrond (waarvan het reliëf en de identificatie van afzettingen met een te beschermen hoge economische of patrimoniale waarde).
- Biotopen.
- Risico's op natuurrampen en geotechnische drukfactoren waaraan de studieomtrek onderworpen is :
- overstromingen;
- karstnatuurfenomenen;
- mijnrisico;
- instorting;
- grondverschuiving;
- aardbevingsrisico.
- Landschappelijk waardevolle omtrekken (naar gelang van de krachtlijnen van het landschap en de aanwezigheid van uitzonderlijke uitzichten)

Menselijk milieu.

- Geluids- en geuromgeving.
- Ligging van de woongebieden, stedenbouwkundige structuur en architecturale vorm van het bebouwd gedeelte en van de openbare ruimten.
- Culturele en natuurlijke erfgoederen.
- Landschap en visuele omgeving.
- Infrastructuren en uitrustingen.
- Het verkeer van de langzame vervoermiddelen.
- Aanwezigheid van onroerende goederen of van een beschermde site.
- Net van openbare vervoersmiddelen en frequenties - bereikbaarheidskaarten.

De menselijke activiteiten.

- Aard en eigenschappen van de huidige en potentiële activiteiten (in het kader van het huidige gewestplan).
- Gevoelige sociaal-culturele uitrustingen.
- Andere menselijke bezigheden gevoelig voor de storende activiteiten.
- Landbouwactiviteiten.
- Andere economische activiteiten.

Bijlage D.5.**Milieueffecten.**

Effecten op lucht en klimaat.

- Eventuele verstoring van het microklimaat door hoge gebouwen (schaduw, turbulentie aan de voet van hoogbouw ...).
- Eventuele deelneming aan de mistvorming door de emissie van stoffen in de lucht onder gunstige spreidingsvoorwaarden.

Effecten op het oppervlakte- en grondwater.

- Wijziging van het hydrogeologische stelsel van de waterhoudende en hydrologische lagen van de waterlopen gebonden aan de impregnatie van de gronden door de gebouwen en inrichtingen in de bodem (wegen en parkeerplaatsen).
- Wijziging van de chemische en microbiologische kwaliteit en van de troebelheid van de waterlopen gebonden aan de lozingen van regen- en gezuiverd water.
- Wijziging van het stelsel van de waterlopen gebonden aan de lozingen van regen- en gezuiverd water.
- Gevaar voor toevallige verontreiniging gebonden met name aan de opslag van producten of afvalstoffen.
- Mogelijk gebruik van plaatselijke watervoorraden door het putten.
- Karststelsel en instortingen door de bronbemaling van de lagen.

Effecten op de grond en ondergrond.

- Onomkeerbare immobilisatie van de grond en ondergrond gebonden aan de ligging van de gebouwen en aan inrichtingen van de bodem door de wegen en parkeerplaatsen.
- Gevaar voor toevallige verontreiniging gebonden met name aan de opslag van producten of afvalstoffen.
- Kaarst- en/of mijninstortingen met hoge risico's.

Effecten op de fauna en de flora.

- Verwoesting en/of opdeling van de biotopen gebonden aan de ligging van de gebouwen, aan de inrichtingen van de bodem en aan de wijziging van het bodemreliëf.
- Verslechtering van de ecotopen door gasachtige, vloeibare of vaste verontreinigende stoffen.
- Verstoring van de fauna gebonden aan de activiteiten (geluid, bewegingen, ...).
- Effect op de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EG (behoud van de vogelstand) en 92/43/EG (instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna = Natura 2000-netwerk).

Effecten op de menselijke gezondheid en veiligheid.

- Verslechtering van de gezondheid gebonden aan lawaai geproduceerd door de voertuigen die het circuit gebruiken, met name, de motorfietsen, en door de verkeerstoename.
- Verslechtering van de gezondheid gebonden aan de emissie van atmosferische verontreinigende stoffen.
- Inbreuk op de veiligheid gebonden aan de toename van het verkeer van motorfietsen, wagens, vrachtwagens op het wegennet.
- Trillingen te wijten aan de processen van de ondernemingen (zeven, stamp- en breekmachines ...)

Effecten op aangenaam leefklimaat.

- Verslechtering van de geuromgeving door de emissie van gasachtige verontreinigende stoffen en zelfs afvalstoffen.
- Verslechtering van de geluidsomgeving door de luidruchtige activiteiten en de toename van het verkeer.
- Verslechtering van de visuele kwaliteit gebonden aan de volumetrie of aan de architecturale en stedenbouwkundige samenstelling van de toekomstige gebouwen alsmede aan de vermoedelijke wijzigingen van het bodemreliëf om ze te bouwen.

Effecten op de materiële en patrimoniale goederen.

- Beschadiging van de patrimoniale onroerende goederen door de atmosferische emissies van enkele verontreinigende industrieën.
- Schade aan eventuele archeologische plaatsen.

Effecten op mobiliteit, verkeersnetten en infrastructures.

- Scheiding van het verkeer per vervoersmiddel.
- Ongeschikte mobilisatie van de verkeersinfrastructures verantwoordelijk voor de gevolgen op de vlotte doorstroming van het verkeer.
- Verstoring door een ongeschikte last op het netwerk voor bruikbaarheid en zuivering van water
- Overbelasting van de elektriciteits-, gas- en communicatienetten.

Effecten op de activiteiten.

- Effect op de primaire activiteiten (landbouw, bosbouw) die aanwezig zijn op de site van het voorontwerp gebonden aan de mobilisatie van de grond en ondergrond.
- Effect op enkele gebruiken van de bodem en voortdurende of toevallige gevoelige activiteiten (woonplaatsen, toerisme ...) gebonden aan eventuele geluids- of reukshinder.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van 27 april 2006 tot herziening van het plan Doornik-Leuze-Péruwez (blad44/3) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opnemings van een recreatiegebied, parkgebieden, bosgebieden, groengebieden en landbouwgebieden in Antoing en Péruwez en het inhoudelijk ontwerp van milieueffectonderzoek.

Namen, 27 april 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE